

Content

Vluchtelingen uit Hongkong.	1
Les réfugiés en provenance de Hong Kong.	1
Aantal verbeurdverklaringen voertuigen.	3
Nombre de confiscations de véhicules.	3
Gekende daders uit Halle-Vilvoorde.	4
Auteurs connus à Hal-Vilvorde.	4
Ontsnappingen uit de gevangenis.	5
Évasions de prison.	5
Pegasus-spionagesoftware.	6
Le logiciel espion Pegasus.	6
Invulling personeelskaders en vacatures gevangenis.	7
Postes vacants et nombre d'effectifs réels par rapport aux cadres du personnel au sein des prisons.	7
Geweld tegen politie.	8
La violence à l'égard des policiers.	8
Begroting FOD Justitie. - Kosten gerelateerd aan asiel en migratie.	11
Les coûts relatifs à l'asile et à la migration dans le budget du SPF Justice.	11
Boetes wegens het niet naleven van identificatieplicht bij verkeersovertradingen.	15
Les amendes pour non-respect de l'obligation d'identification dans le cadre des infractions de roulage.	15
Aanpak overbevolking. - Grondslapers.	18
Lutte contre la surpopulation carcérale. - Détenus dormant à même le sol.	18
Aanwerving personeel voor de gevangenis. - Jobdagen.	18
Recrutement de personnel pour les prisons. - Journées de l'emploi.	18
Samenwerking VSSE en IACSSO.	20
Coopération entre la VSSE et le CIAOSN.	20
Handel en verkoop van drugs.	21
Trafic et vente de drogues.	21
Resultaten drugsmeldpunten.	22
Résultats obtenus par les points de contact pour les drogues.	22
Snelrechtbanken.	23
Chambres de comparution immédiate.	23
De collectieve schuldenregeling.	24
Le règlement collectif de dettes.	24
Het beveiligd klinisch observatiecentrum.	26
Le centre d'observation clinique sécurisé.	26
Recidive bij daders mensenhandel.	28
Auteurs récidivistes de traite des êtres humains.	28

Toekenning Belgische nationaliteit op grond van degeboorte in België.	29
L'attribution de la nationalité belge en raison de la naissance en Belgique.	29
Middelen NextGenerationEU.	31
Moyens issus du fonds de relance NextGenerationEU.	31
Taalwijzigingen voor de politierechtbank.	32
Changements de langue devant le tribunal de police.	32
Lootboxes.	33
Les coffres à butin virtuels.	33
Onwerkzame voorlopige hechtenissen.	35
Détentions préventives inopérantes.	35
Resultaten Verdrag Verenigde Arabische Emiraten.	37
Bilan du traité signé avec les Émirats arabes unis.	37
Federale gerechtelijke politie. - Taakverdeling.	38
Répartition des tâches au sein de la police judiciaire fédérale.	38
De gokactiviteit tijdens het WK voetbal van 2022 in Qatar.	39
Activité liée aux jeux de hasard durant la CM de football 2022 au Qatar.	39
Administratief personeel in de griffies.	41
Personnel administratif des greffes.	41
Vervangen plasticen rijbewijs.	43
Le remplacement des permis de conduire en plastique.	43
Veiligheid in het station Brussel-Noord.	44
La sécurité à la gare du Nord de Bruxelles.	44
Uitwijzingen van gedetineerde vreemdelingen.	45
Expulsions de détenus étrangers.	45
Overleg met de gewesten met het oog gericht op de uitvoering van de aanbevelingen uit het verslag van het Comité van 22 maart 2022.	46
Mise en oeuvre des recommandations du rapport du Comité R du 22 mars 2022. - Contacts avec les régions.	46
De grondige evaluatie van de wet op de verruimde minnelijkschikking.	47
L'examen approfondi de la loi sur la transaction pénale élargie.	47
Gebrek aan gegevens stalkingsoftware.	49
Manque de données en matière de logiciels de harcèlement.	49
Drugsgeweld in Antwerpen.	50
La violence liée à la drogue à Anvers.	50
Opleggen van geldboetes aan drugsgebruikers	51
Le recours aux amendes pour sanctionner les usagers de drogues	51
Heropening van het transitiehuis in Edingen	54
La réouverture de la maison de transition d'Enghien	54

2. a) Proximus ne divulgue pas de détails sur les coûts de l'activité. Cela étant dit, Proximus tient à préciser que ces coûts ne comprennent pas seulement les coûts des numéros abrégés et des opérateurs des *call centers* 1207 et 1307, mais aussi les coûts de l'application spécifique utilisée par les opérateurs des *call centers* et les coûts de la base de données sous-jacente.

b) Proximus continuera à offrir le service de renseignements téléphoniques 1207 et 1307 aussi longtemps qu'il sera économiquement viable de le faire. Il n'est pas possible de fixer un délai précis à ce sujet pour le moment. Si nécessaire, une solution sera recherchée au sein de l'entreprise pour les opérateurs de centre d'appels restants.

c) Proximus est consciente que tout le monde ne s'adapte pas à la même vitesse à la digitalisation continue de notre société. C'est pour cette raison que Proximus maintient le service de renseignements téléphoniques 1207 et 1307.

3. Les sites en ligne permettaient à leurs utilisateurs de trouver gratuitement des numéros de téléphone et des adresses de particuliers et d'entreprises. Mais la pertinence de l'annuaire en ligne a diminué, car les gens ont désormais tendance à chercher les données relatives aux entreprises directement sur leur site internet. Les chiffres, tant pour l'annuaire en ligne que pour les services de renseignements, sont en baisse depuis plusieurs années.

**Vice-premier ministre et ministre de la Justice,
chargé de la Mer du Nord**

DO 2021202215930

Question n° 1618 de Monsieur le député Steven Creyelman du 13 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les réfugiés en provenance de Hong Kong.

En chiffres absolus, les Chinois ne constituent pas un grand groupe parmi les réfugiés et les migrants qui rejoignent l'Europe. En revanche, ils recourent souvent à des réseaux criminels bien organisés de trafiquants d'êtres humains et la situation dérape parfois épouvantablement, entraînant des dizaines de décès.

En Allemagne, ces réfugiés qui appartiennent majoritairement au mouvement démocratique organisateur de manifestations et de distributions de tracts dans les rues de Hong Kong, sont bien accueillis.

2. a) Proximus geeft geen details over de kosten van de activiteit. Proximus wenst echter duidelijk te maken dat deze kosten niet alleen de kosten van de verkorte nummers en de operatoren van de callcenters 1207 en 1307 omvatten, maar ook de kosten van de specifieke toepassing die door de callcenteroperatoren wordt gebruikt en de kosten van de onderliggende databank.

b) Proximus zal de inlichtingendienst 1207 en 1307 blijven aanbieden zolang dit economisch haalbaar is. Het is op dit moment niet mogelijk om hiervoor een precieze termijn vast te stellen. Indien nodig zal binnen het bedrijf een oplossing worden gezocht voor de resterende callcenteroperatoren.

c) Proximus is zich ervan bewust dat niet iedereen zich even snel aanpast aan de voortdurende digitalisering van onze samenleving. Daarom handhaaft Proximus de telefonische informatiedienst 1207 en 1307.

3. Vroeger konden de gebruikers van onlinesites gratis telefoonnummers en adressen van personen en bedrijven vinden. Maar de relevantie van de online telefoongids is afgenomen, omdat mensen nu geneigd zijn bedrijfsgegevens rechtstreeks op hun website te zoeken. De cijfers voor zowel de online telefoongids als de telefooninlichtingendiensten dalen al enkele jaren.

Vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee

DO 2021202215930

Vraag nr. 1618 van De heer volksvertegenwoordiger Steven Creyelman van 13 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Vluchtelingen uit Hongkong.

In absolute aantallen vormen de Chinezen geen grote groep onder de migranten en vluchtelingen die naar West-Europa reizen. Wel maken ze vaak gebruik van goed georganiseerde criminele netwerken van mensensmokkelaars en gaat het soms gruwelijk mis waardoor er tientallen doden te betreuren vallen.

In Duitsland worden deze vluchtelingen die grotendeels tot de - in Hongkong straatprotesten organiserende en pamfletten uitdelende - democratiebeweging behoren goed ontvangen.

Il ressort néanmoins d'informations publiées par les médias que parmi ces réfugiés se trouvent également des membres de l'organisation Hong Kong Indigenous. Cette dernière incite à commettre et commet elle-même des violences d'inspiration politique contre le gouvernement chinois. Toujours selon les médias allemands, les militants en question auraient fondé un groupe appelé "Haven Assistance" et se réuniraient à l'étranger. Il semblerait que le groupe tente d'exercer des pressions sur l'Union européenne en vue de l'intégration d'un plus grand nombre de partisans du mouvement démocratique.

1. Depuis les manifestations de Mong Kok en février 2016, combien de réfugiés en provenance de Hong Kong ont-ils demandé l'asile en Belgique (chiffres annuels)?

2. Combien de demandes d'asile ont été approuvées et sur quelle base l'ont-elles été?

3. Combien de demandes d'asile ont été rejetées et sur quelle base?

4. Le gouvernement prend-il des mesures contre des groupes d'opposition qui ne reculent pas devant la violence et y incitent même? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures?

5. Le gouvernement est-il informé de l'existence du groupe d'opposition Hong Kong Indigenous? dans l'affirmative, comment se positionne-t-il face à ce dernier et à ses membres?

6. Le gouvernement est-il informé de l'existence du groupe Haven Assistance, qui recommande l'émigration de membres de l'opposition hongkongais vers l'Europe et fournit probablement les moyens logistiques à cet effet? Dans l'affirmative, comment le gouvernement se positionne-t-il face aux membres de ce groupe?

7. Sur la base des informations dont le gouvernement dispose, les activités du groupe Haven Assistance ont-elles une incidence sur l'immigration d'opposants chinois dans notre pays?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 février 2023, à la question n° 1618 de Monsieur le député Steven Creyelman du 13 janvier 2023 (N.):

1 à 3. Ces questions doivent être adressées à l'Office des Étrangers.

4, 6 et 7. Ces questions doivent être adressées à la police intégrée, compétente en matière d'ordre public.

Uit mediaberichten blijkt echter dat er zich onder de vluchtelingen ook leden bevinden van de organisatie Hong Kong Indigenous. Deze organisatie roept op tot en pleegt politiek geïnspireerd geweld gericht tegen de Chinese overheid. Nog steeds volgens de Duitse media zouden de activisten in kwestie een groep met de naam "Haven Assistance" hebben opgericht en in het buitenland samenkomen. De groep zou naar verluidt druk op de Europese Unie proberen uit te oefenen om nog meer medestanders van de democratiebeweging op te nemen.

1. Hoeveel vluchtelingen uit Hongkong hebben sinds de Mong-Kok-protesten in februari 2016 in België asiel aangevraagd (per jaar)?

2. Hoeveel asielaanvragen werden goedgekeurd en wat was de grond voor deze goedkeuring?

3. Hoeveel asielaanvragen werden afgekeurd en wat was de grond voor deze afkeuring?

4. Neemt de regering maatregelen tegen oppositiegroepen die mogelijk geweld niet schuwen en er zelfs toe oproepen? Zo ja, wat zijn die maatregelen?

5. Is de regering bekend met de oppositiegroepen Hong Kong Indigenous? Zo ja, wat is de houding van de regering tegenover deze groepering en haar leden?

6. Is de regering bekend met de groep Haven Assistance die de emigratie van Hongkong oppositieleiden naar Europa aanbeveelt en er mogelijk ook de logistieke middelen toe aanreikt? Indien zo, welke houding neemt de regering aan tegenover de leden van deze groep?

7. Hebben de activiteiten van Haven Assistance, op basis van de - voor de regering - beschikbare informatie, een impact op de immigratie van Chinese opposanten naar ons land?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 februari 2023, op de vraag nr. 1618 van De heer volksvertegenwoordiger Steven Creyelman van 13 januari 2023 (N.):

1 tot 3. Deze vragen dienen aan de Dienst Vreemdelingenzaken gesteld te worden.

4, 6 en 7. Deze vragen dienen aan de geïntegreerde Politie gesteld te worden, bevoegd voor openbare orde.

5. Ce groupe d'opposition est connu à la Sûreté de l'État pour des protestations dans d'autres pays européens. Pour un complément d'information, cette question doit également être adressée à la police intégrée, compétente en matière d'ordre public.

DO 2022202317212

Question n° 1448 de Monsieur le député Wouter Raskin du 18 octobre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Nombre de confiscations de véhicules.

Sur la base de l'article 50 de la loi relative à la police de la circulation routière, le juge peut prononcer la confiscation d'un véhicule si elle est assortie d'une déchéance du droit de conduire à vie ou d'au moins trois mois.

Si le véhicule n'est pas la propriété de l'auteur de l'infraction, le juge peut également ordonner la confiscation du véhicule si le propriétaire de celui-ci est condamné pour une infraction visée aux articles 32, 37, 2°, 37bis, § 1, 3°, ou 49 de la loi relative à la police de la circulation routière.

1. Combien de déchéances du droit de conduire d'au moins trois mois ont-elles été prononcées et enregistrées dans le casier judiciaire central au cours des cinq dernières années (2017-2022)?

2. Combien de véhicules qui étaient la propriété de l'auteur de l'infraction ont-ils été confisqués au cours des cinq dernières années (2017-2022)?

3. Combien de véhicules qui n'étaient pas la propriété de l'auteur de l'infraction ont-ils été confisqués au cours des cinq dernières années (2017-2022)?

Veillez fournir des chiffres sur une base annuelle et ventilés par arrondissement judiciaire.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1448 de Monsieur le député Wouter Raskin du 18 octobre 2022 (N.):

1. Les données concernant les statistiques de condamnation, issues de la base de données du Casier judiciaire central, ne permettent pas d'identifier le nombre de condamnations dont la partie qui ne relève pas d'une éventuelle suspension s'élève à au moins trois mois. Les chiffres demandés ne sont donc malheureusement pas disponibles

5. Deze oppositiegroep is bij de Veiligheid van de Staat gekend wegens protesten in andere Europese landen. Voor meer informatie dient ook deze vraag aan de geïntegreerde politie gesteld te worden, bevoegd voor openbare orde.

DO 2022202317212

Vraag nr. 1448 van De heer volksvertegenwoordiger Wouter Raskin van 18 oktober 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Aantal verbeurdverklaringen voertuigen.

Op basis van artikel 50 van de Wegverkeerswet kan de rechter een verbeurdverklaring uitspreken van het voertuig wanneer hij een levenslang verval van het recht tot sturen oplegt of een verval van ten minste drie maanden.

Is het voertuig geen eigendom van de dader van het misdrijf, dan is een verbeurdverklaring ook mogelijk indien de eigenaar van het voertuig veroordeeld wordt voor een overtreding zoals bedoeld in de artikelen 32, 37, 2°, 37bis, § 1, 3° of 49 van de Wegverkeerswet.

1. Hoeveel vervallenverklaringen van het recht tot sturen van minstens drie maanden werden de voorbije vijf jaar (2017-2022) uitgesproken en geregistreerd in het centraal strafregister?

2. Hoeveel voertuigen die eigendom waren van de dader van het misdrijf werden zo de afgelopen vijf jaar (2017-2022) verbeurd verklaard?

3. Hoeveel voertuigen die geen eigendom waren van de dader van het misdrijf werden zo de afgelopen vijf jaar (2017-2022) verbeurd verklaard?

Graag cijfers op jaarbasis en opgesplitst per gerechtelijk arrondissement.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1448 van De heer volksvertegenwoordiger Wouter Raskin van 18 oktober 2022 (N.):

1. De gegevens inzake de veroordelingsstatistieken afkomstig uit het Centraal Strafregerister laten niet toe om het aantal veroordelingen te identificeren waarvan het deel dat niet onder een eventuele opschorting valt, minstens drie maanden bedraagt. De gevraagde cijfers zijn dus helaas niet beschikbaar.

2. et 3. Après consultation de la banque de données rénovée (NAVISION 2.0) de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC), il s'avère qu'en 2022, huit véhicules motorisés ont, en tout et pour tout, été confisqués en raison d'une infraction aux dispositions pénales de la loi sur la circulation routière.

L'OCSC n'enregistre pas si la personne condamnée était ou non propriétaire du véhicule confisqué.

Les informations statiques communiquées sont basées sur les confiscations définitives de véhicules motorisés signalées dans des dossiers dont le numéro de notice contient un code de prévention pertinent de la rubrique "matière parquets de police".

DO 2022202317355

Question n° 1470 de Madame la députée Katleen Bury du 27 octobre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Auteurs connus à Hal-Vilvorde.

Je souhaiterais obtenir les informations suivantes concernant les 35 communes de Hal-Vilvorde.

1. Serait-il possible, pour les 35 communes de Hal-Vilvorde et pour les cinq dernières années, de communiquer le pourcentage d'auteurs connus domiciliés dans ces communes?

2. Quel était le pourcentage d'auteurs connus domiciliés dans une commune bruxelloise?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1470 de Madame la députée Katleen Bury du 27 octobre 2022 (N.):

La base de données du Collège des procureurs généraux ne permet pas d'extraire les données demandées. Malheureusement, il n'est pas possible de filtrer au niveau de détail demandé.

Il se pourrait toutefois que ma collègue, la ministre de l'Intérieur, puisse fournir les données demandées.

2. en 3. Na consultatie van de vernieuwde databank (NAVISION 2.0.) van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) blijkt dat er in 2022 welgeteld acht motorvoertuigen zijn verbeurdverklaard wegens een inbreuk op de strafbepalingen van de wegverkeerswet.

Het COIV registreert niet of de veroordeelde al dan niet de eigenaar was van het verbeurdverklaarde voertuig.

De meegedeelde statische informatie is gebaseerd op aangemelde definitieve verbeurdverklaringen van motorvoertuigen in dossiers waarvan in het notitienummer een relevante tenlasteleggingscode voorkomt van de rubriek "materie politieparketten".

DO 2022202317355

Vraag nr. 1470 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katleen Bury van 27 oktober 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Gekende daders uit Halle-Vilvorde.

Graag had ik over de 35 gemeenten van Halle-Vilvorde volgende informatie bekomen.

1. Zou het mogelijk zijn om voor alle 35 gemeenten van Halle-Vilvorde voor de afgelopen vijf jaar mee te delen hoe hoog het percentage was van de gekende daders met woonplaats in de eigen gemeente?

2. Hoe hoog was het percentage van de gekende daders met woonplaats in een Brusselse gemeente?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1470 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katleen Bury van 27 oktober 2022 (N.):

De databank van het College van procureurs-generaal laat niet toe om de gevraagde gegevens te verstrekken. Er kan helaas niet gefilterd worden op het gevraagde detailniveau.

Mogelijks kan mijn collega, de minister van Binnenlandse Zaken, de gevraagde gegevens wel verstrekken.

DO 2022202317689

Question n° 1522 de Madame la députée Marijke Dillen du 22 novembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Évasions de prison.

1. Je souhaiterais obtenir un aperçu du nombre d'évasions de prison depuis 2019, le début de cette législature. Merci de ventiler ces chiffres par prison et par année.

2. La violence a-t-elle été utilisée ou non? Merci de donner de plus amples explications.

3. Des tiers ont-ils apporté leur aide ou non? Merci de donner de plus amples explications.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 23 février 2023, à la question n° 1522 de Madame la députée Marijke Dillen du 22 novembre 2022 (N.):

1. Le tableau ci-dessous donne la répartition des évasions par année et par établissement (données au 14 décembre 2022). Les établissements qui n'ont pas connu d'évasion sur la période ne sont pas repris.

2. Cette information est chaque fois communiquée aux autorités judiciaires et traitée avec le soin nécessaire au niveau local, mais elle n'est pas intégrée dans une banque de données centrale, de sorte qu'il n'est pas possible de donner un chiffre global concernant des faits de violence.

3. Cette information est chaque fois communiquée aux autorités judiciaires et traitée avec le soin nécessaire au niveau local, mais elle n'est pas intégrée dans une banque de données centrale, de sorte qu'il n'est pas possible de donner un chiffre global concernant l'aide de tiers.

DO 2022202317689

Vraag nr. 1522 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 22 november 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Ontsnappingen uit de gevangenis.

1. Graag had ik een overzicht gekregen en dit sinds 2019, het begin van deze legislatuur, van het aantal ontsnappingen uit de gevangenis met graag een opsplitsing van de cijfers per gevangenis en op jaarbasis.

2. Werd er al dan niet geweld aangewend? Graag meer toelichting.

3. Was er al dan niet hulp van derden? Graag meer toelichting.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 23 februari 2023, op de vraag nr. 1522 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 22 november 2022 (N.):

1. De tabel hieronder geeft de verdeling weer van de ontsnappingen per jaar en per inrichting (gegevens op 14 december 2022). De inrichtingen waar er in de betrokken periode geen ontsnapping is geweest, worden niet vermeld.

2. Deze informatie wordt altijd aan de gerechtelijke autoriteiten meegedeeld en met de nodige zorg op lokaal niveau verwerkt, maar wordt niet in een centrale gegevensbank opgenomen, zodat het niet mogelijk is een globaal cijfer voor geweldpleging te geven.

3. Deze info wordt telkens gemeld aan de gerechtelijke autoriteiten en met de nodige zorg behandeld op lokaal vlak maar wordt niet in een centrale gegevensbank opgenomen, zodat het niet mogelijk is een globaal cijfer te geven inzake hulp van derden.

Le tableau suivant donne la répartition des évasions par année et par établissement (données au 14/12/2022). Les établissements qui n'ont pas connu d'évasion sur la période ne sont pas repris/
De volgende tabel geeft de verdeling weer van de ontsnaptingen per jaar en per inrichting (gegevens op 14/12/2022). De inrichtingen waar er in de betrokken periode geen ontsnapping is geweest, worden niet vermeld.

	2019	2020	2021	2022
Etablissements ouverts/ <i>Open inrichtingen</i>				
Maison de détention Courtrai/ <i>Detentiehuis Kortrijk</i>				1
Hoogstraten		1		
Marneffe	7	6	4	13
Ruislede	6		1	1
Saint-Hubert	1			
Etablissements fermés/ <i>Gesloten inrichtingen</i>				
Anvers/Antwerpen			1	
Arlon/Aarlen			2	
Ypres/Ieper	1			
Gand/Gent			1	
Merksplas				1
Namur/Namen	1			
Nivelles/Nijvel				1
Tournai/Doornik	1			
Turnhout	5			
Wortel		1		

DO 2022202317707

Question n° 1614 de Madame la députée Ellen Samyn du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Le logiciel espion Pegasus.

Début novembre 2022, la commission d'enquête du Parlement européen chargée d'examiner l'utilisation du logiciel espion Pegasus au sein de l'Union européenne a présenté son rapport d'enquête préliminaire.

Certains gouvernements européens auraient utilisé des technologies d'espionnage de l'entreprise israélienne Pegasus pour pirater les téléphones de détracteurs, de journalistes et de politiciens de l'opposition. L'utilisation de tels logiciels espions va très loin. Contrairement aux pratiques d'écoute classiques, les logiciels espions permettent non seulement une surveillance et un contrôle en temps réel du téléphone d'une personne, mais offrent également un accès complet, voire rétroactif, aux fichiers, aux conversations et aux messages.

DO 2022202317707

Vraag nr. 1614 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Ellen Samyn van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Pegasus-spionagesoftware.

De onderzoekscommissie van het Europees Parlement die het gebruik van Pegasus-spionagesoftware binnen de Europese Unie moest onderzoeken, presenteerde begin november 2022 haar voorlopig onderzoeksrapport.

Een aantal Europese regeringen zouden spionagetechnologie van het Israëliëse bedrijf Pegasus hebben ingezet om de telefoons van critici, journalisten en oppositiepolitici te hacken. Het gebruik van dergelijke spyware gaat bijzonder ver. In tegenstelling tot klassieke af luisterpraktijken maakt de spyware niet alleen realtime toezicht en controle over iemands telefoon mogelijk, maar biedt de technologie ook volledige, zelfs retroactieve, toegang tot bestanden, gesprekken en berichten.

1. Quelle est la position du gouvernement à cet égard?
2. Ce rapport d'enquête préliminaire a-t-il déjà été discuté lors d'une concertation européenne?
3. Combien d'États membres sont concernés? Combien d'États membres ont effectivement utilisé le système?
4. Selon le ministre de la Justice, M. Van Quickenborne, les services de renseignement sont légalement autorisés à utiliser également le logiciel Pegasus. Est-ce le cas en Belgique?
5. Est-il exact qu'aucune délégation d'enquête n'a été envoyée en Espagne, alors qu'il serait question de pratiques d'écoute et de piratage à l'égard de responsables politiques catalans? Pouvez-vous expliquer pourquoi?
6. Pouvez-vous confirmer les allégations selon lesquelles certains passages critiques au sujet du piratage de responsables politiques et d'activistes catalans seront probablement retirés du rapport final?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 février 2023, à la question n° 1614 de Madame la députée Ellen Samyn du 12 janvier 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202317800

Question n° 1543 de Madame la députée Marijke Dillen du 29 novembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Postes vacants et nombre d'effectifs réels par rapport aux cadres du personnel au sein des prisons.

Lors de la discussion de la note de politique générale, vous avez indiqué qu'en 2022, 780 personnes avaient déjà été recrutées pour pourvoir aux 1.200 postes déclarés vacants au sein de l'administration pénitentiaire.

1. Pouvez-vous fournir un aperçu détaillé des prisons où les agents recrutés sont employés?
2. Pouvez-vous fournir, par prison, un aperçu des postes toujours vacants?
3. Quand ces cadres seront-ils pleinement occupés?

1. Wat is het standpunt van de regering hierover?
2. Werd dit voorlopig onderzoeksrapport reeds besproken op een Europees overleg?
3. Hoeveel lidstaten zijn er betrokken? Hoeveel lidstaten hebben daadwerkelijk het systeem misbruikt?
4. Volgens de minister van Justitie, de heer Van Quickenborne, mag Pegasus wettelijk gezien ook gebruikt worden door de inlichtingendiensten. Is dit het geval in België?
5. Klopt het dat er geen onderzoeksdelegatie werd gestuurd naar Spanje, terwijl er wel sprake zou zijn van afuisterpraktijken en hacking op Catalaanse politici? Heeft u hier een verklaring voor?
6. Kloppen de beweringen dat kritische passages over de hacking van Catalaanse politici en activisten allicht zullen sneuvelen in het eindrapport?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 februari 2023, op de vraag nr. 1614 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Ellen Samyn van 12 januari 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202317800

Vraag nr. 1543 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 29 november 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Invulling personeelskaders en vacatures gevangenis.

Naar aanleiding van de bespreking van de beleidsnota hebt u medegedeeld dat er in 2022 voor het gevangeniswezen 1.200 vacatures waren opengezet, waarvan er reeds 780 mensen werden aangeworven.

1. Kunt u een gedetailleerd overzicht geven van de gevangenis waar de aangeworven personeelsleden worden tewerkgesteld?
2. Kunt u per gevangenis een overzicht geven van de nog openstaande vacatures?
3. Wanneer zullen deze kaders volledig ingevuld zijn?

4. Comment les cadres encore incomplets affecteront-ils la capacité d'accueil des prisons?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 28 février 2023, à la question n° 1543 de Madame la députée Marijke Dillen du 29 novembre 2022 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202317887

Question n° 1555 de Monsieur le député Koen Metsu du 05 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

La violence à l'égard des policiers.

Je souhaite me référer à votre réponse à ma question écrite n° 468 du 13 avril 2021 (*Questions et Réponses*, Chambre, 2020-2021, n° 57).

La violence à l'égard des policiers continue hélas à augmenter, comme nous avons pu entre autres le constater lors du drame horrible survenu à Bruxelles le jeudi 10 novembre 2022. La violence à l'égard des policiers est en augmentation et les mesures prises pour endiguer ce phénomène sont insuffisantes.

Nous entendons par "faits de violence" les faits suivants: "rébellion", "outrage", "menaces", "coups et blessures volontaires", "incitation à la révolte" et "autres faits".

1. Je souhaite obtenir un état des lieux récent, depuis le 1er janvier 2021 jusqu'à présent, des cas de violence envers des policiers qui ont été enregistrés auprès des parquets.

2. a) Parmi ces faits de violence à l'égard de policiers, combien ont-ils donné lieu à des poursuites?

b) Combien de dossiers ont-ils été classés sans suite et pour quelles raisons?

c) Lorsque les auteurs ont été condamnés, quelles peines leur ont été infligées?

d) Parmi les auteurs condamnés, combien ont effectivement purgé leur peine?

4. Welke repercussies hebben het niet invullen van bepaalde kaders op de opvangcapaciteit van de gevangenen?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 28 februari 2023, op de vraag nr. 1543 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 29 november 2022 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202317887

Vraag nr. 1555 van De heer volksvertegenwoordiger Koen Metsu van 05 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Geweld tegen politie.

Ik verwijs graag naar uw antwoord op mijn schriftelijke vraag nr. 468 van 13 april 2021 (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2020-2021, nr. 57).

Geweld tegen politie blijft helaas toenemen. Dit mochten we onder andere opnieuw vaststellen door het verschrikkelijke drama dat zich op donderdag 10 november 2022 afspeelde in Brussel. Het geweld tegen de politie blijft in opmars, er wordt te weinig aan gedaan om dit te beteugelen.

Onder de noemer "geweldfeiten" verstaan we: "weerspansigheid", "smaad", "bedreigingen", "opzettelijke slagen en verwondingen", "aanzetten tot oproer" en "overige".

1. Graag een laatste stand van zaken vanaf 1 januari 2021 tot op heden van de gevallen van geweldpleging tegen politieagenten die bij de parketten zijn ingestroomd.

2. a) Hoeveel van deze geweldfeiten tegen de politie werden vervolgd?

b) Hoeveel dossiers werden geseponeerd en om welke reden?

c) In geval van een veroordeling, welke straffen werden opgelegd?

d) Hoeveel van de veroordelingen werden effectief uitgevoerd?

3. Je souhaite également obtenir des éclaircissements quant à la raison pour laquelle vous avez indiqué dans votre réponse à ma question écrite précédente ne pas être en mesure de fournir des chiffres par arrondissement, par zone de police ou pour les 19 communes de l'agglomération bruxelloise.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 février 2023, à la question n° 1555 de Monsieur le député Koen Metsu du 05 décembre 2022 (N.):

1. Je vous renvoie à cet égard à ma réponse à votre question complémentaire du 7 novembre 2022 traitant déjà de cette problématique en lien avec la question parlementaire n° 1359 (*Questions et Réponses*, Chambre, 2021-2022, n° 94).

2. a) et b) Pour ces sous-questions, je vous renvoie également à ma réponse à votre question complémentaire du 7 novembre 2022.

c) Les statistiques des condamnations sont établies à partir des données enregistrées au casier judiciaire central et concernent uniquement les condamnations individuelles passées en force de chose jugée, c'est-à-dire qui ne sont plus susceptibles de recours dans les délais ordinaires ou qui ont été prononcées après recours dans les délais extraordinaires. Quelles que soient les infractions à la base des condamnations, les condamnations individuelles ne peuvent être rapportées ni aux affaires traitées par les cours et tribunaux (lesquelles peuvent en effet impliquer une ou plusieurs personnes), ni aux affaires entrées auparavant aux parquets au cours d'une même année, ou encore à des procès-verbaux initiaux dressés par les services de police.

Par ailleurs, il convient d'observer que la qualification infractionnelle des faits peut évoluer en cours de procédure pénale grâce justement au travail d'enquête et aux débats devant la justice. La qualification initiale ne détermine pas nécessairement qu'une condamnation pour une telle infraction sera retenue en fin de compte. Inversement, des qualifications non retenues initialement peuvent émerger en cours d'enquête.

3. Graag ook verduidelijking waarom u in uw antwoord op mijn vorige schriftelijke vraag zegt dat het niet mogelijk is cijfers te verstrekken per arrondissement, per politiezone of voor de 19 gemeenten van de Brusselse rand.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 februari 2023, op de vraag nr. 1555 van De heer volksvertegenwoordiger Koen Metsu van 05 december 2022 (N.):

1. In dit verband verwijs ik naar mijn antwoord op uw bijkomende vraag van 7 november 2022 waarin die problematiek reeds werd behandeld in verband met parlementaire vraag nr. 1359 (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2021-2022, nr. 94).

2. a) en b) Voor deze subvragen verwijs ik eveneens naar mijn antwoord op uw bijkomende vraag van 7 november 2022.

c) De veroordelingsstatistieken worden opgesteld op basis van de gegevens die in het centraal strafregister worden geregistreerd en betreffen enkel individuele veroordelingen die in kracht van gewijsde zijn gegaan, dat wil zeggen waarvoor geen rechtsmiddel meer kan worden aangewend binnen de gewone termijn of die uitgesproken werden na de aanwending van rechtsmiddelen binnen de buitengewone termijn. Ongeacht de misdrijven die aan de basis van de veroordelingen liggen, kunnen de individuele veroordelingen niet worden verbonden aan de zaken die door de hoven en rechtbanken zijn behandeld (waarbij immers een of meer personen betrokken kunnen zijn), noch aan de zaken die in de loop van eenzelfde jaar eerst bij de parketten zijn ingestroomd, en evenmin aan de door de politiediensten opgestelde aanvankelijke processen-verbaal.

Er moet overigens worden opgemerkt dat de strafrechtelijke kwalificatie van de feiten tijdens de strafprocedure kan evolueren dankzij het onderzoekswerk en de debatten voor de rechtbank. De initiële kwalificatie bepaalt niet noodzakelijkerwijs dat een veroordeling voor een dergelijk misdrijf uiteindelijk in aanmerking zal worden genomen. Omgekeerd kunnen er tijdens het onderzoek kwalificaties naar voren komen die aanvankelijk niet in aanmerking waren genomen.

Étant donné les délais de procédure pour aboutir éventuellement à une condamnation en dernier ressort et ceux de transmission et d'enregistrement des condamnations passées en force de chose jugée au casier judiciaire central, les statistiques des condamnations prononcées depuis 2021 (si l'on fait abstraction de l'impossibilité de faire le lien avec celles dont les procédures auraient débuté cette même année) ne peuvent être considérées comme complètes et ne sont pas disponibles.

Enfin, l'enregistrement des infractions des condamnations se fait sur la seule qualification légale des infractions. Il n'est dès lors pas possible d'identifier toutes les infractions relatives à des faits de violences pour lesquelles la victime serait fonctionnaire de police.

d) Il importe avant tout de noter qu'il existe toute une série de modalités d'exécution. La Direction générale des Établissements pénitentiaires n'a pas de vue sur les autres peines qui peuvent figurer dans les condamnations (amendes, confiscations, peine de travail autonome, probation, surveillance électronique, etc.)

En outre, aucune donnée concernant la victime n'est conservée en ce qui concerne les peines de prison mises à exécution. Il n'est pas indiqué dans les codes de qualification s'il s'agit de faits commis à l'encontre de la police.

3. Contrairement à ce qui est mentionné, il n'apparaît pas de la réponse apportée à cette précédente question parlementaire qu'il est impossible de fournir des chiffres par arrondissement, par zone de police ou pour les 19 communes de la périphérie bruxelloise. En effet, les chiffres vous ont été communiqués par arrondissement comme cela se fait habituellement. En dépit du souci de transparence et d'information qui anime le ministère public, des chiffres par zone de police ou pour les communes de la périphérie bruxelloise n'ont par contre pu vous être communiqués pour des motifs de disponibilité et d'efficacité du travail du personnel administratif des parquets, leur extraction et la vérification de leur complétude et fiabilité étant particulièrement lourdes et fastidieuses.

Gelet op de proceduretermijnen om eventueel tot een veroordeling in laatste aanleg te komen en de termijnen voor de verzending en registratie van de in kracht van gewijsde gegane veroordelingen in het Centraal Strafre register, kunnen de statistieken van de in 2021 uitgesproken veroordelingen niet als volledig worden beschouwd en zijn ze niet beschikbaar (zonder rekening te houden met de onmogelijkheid om het verband te leggen met de veroordelingen waarvan de procedures in datzelfde jaar van start zouden zijn gegaan).

Tot slot gebeurt de registratie van de misdrijven van de veroordelingen enkel op basis van de wettelijke kwalificatie van de misdrijven. Het is dan ook niet mogelijk om alle misdrijven te identificeren met betrekking tot feiten van geweld waarbij het slachtoffer een politieambtenaar zou zijn.

d) Vooreerst is het belangrijk op te merken dat er een heel scala aan uitvoeringsmodaliteiten bestaan. Op de andere straffen die in de veroordelingen kunnen staan, heeft het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen geen zicht (geldboetes, confiscaties, autonome werkstraf, probatie, elektronisch toezicht, enz.).

Daarnaast worden er voor wat betreft de gevangenisstraffen die in uitvoering gebracht worden, geen data bijgehouden over het slachtoffer. In de kwalificatiecodes staat niet vermeld of het feiten betreft ten aanzien van de politie.

3. Anders dan vermeld, blijkt uit het antwoord op de vorige parlementaire vraag niet dat het onmogelijk is om cijfers te verstrekken per arrondissement, per politiezone of voor de 19 gemeenten van de Brusselse rand. De cijfers werden u immers meegedeeld per arrondissement zoals gebruikelijk. Hoewel het openbaar ministerie streeft naar transparantie en informatieoverdracht, konden daarentegen de cijfers per politiezone of voor de gemeenten van de Brusselse rand niet worden meegedeeld om redenen van beschikbaarheid en werkefficiëntie van het administratief personeel van de parketten, aangezien de extractie ervan en de controle van de volledigheid en betrouwbaarheid ervan bijzonder zwaar en langdradig is.

DO 2022202318035

Question n° 1570 de Monsieur le député Wouter Vermeersch du 09 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les coûts relatifs à l'asile et à la migration dans le budget du SPF Justice.

Il ressort du Budget général des dépenses (DOC 55 2932) que certains crédits pour le SPF Justice sont directement ou indirectement liés à l'asile et à la migration. Des crédits sont, par exemple, repris pour le Service des Tutelles (mineurs étrangers) et les rétributions des avocats chargés de l'aide juridique, dont une partie porte certainement sur l'assistance pro-deo dans le contentieux des étrangers.

Nous souhaitons obtenir un relevé exhaustif de tous les frais directement et indirectement liés à l'asile et à la migration pour le SPF Justice.

1. À combien s'élèvent les crédits totaux dans les budgets des cinq dernières années pour le SPF Justice, qui sont directement ou indirectement liés à l'asile et à la migration?

Il s'agit notamment des crédits suivants:

- les crédits pour "Frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police (les frais de transport des étrangers conduits à la frontière sont assimilés aux frais de justice et liquidés d'après les mêmes tarifs). Frais de signification des arrêtés d'expulsion. Indemnités dans les cas prévus par l'article 447 du Code d'instruction criminelle et par la loi sur la détention préventive" (partie de l'article budgétaire B.A. 12 56 03 12.11.40); et

- les crédits pour "Rétribution des avocats chargés de l'aide juridique" (partie de l'article budgétaire B.A. 12 56 11 34.41.45): quel montant ou combien de points a (ont) trait au contentieux des étrangers?

Je souhaiterais une répartition par an (pour 2023: les crédits initiaux, pour 2022: les crédits votés, pour 2021-2019: les crédits réalisés), par sujet et avec indication de l'endroit où se trouve l'information dans le budget concerné.

DO 2022202318035

Vraag nr. 1570 van De heer volksvertegenwoordiger Wouter Vermeersch van 09 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Begroting FOD Justitie. - Kosten gerelateerd aan asiel en migratie.

Uit de algemene uitgavenbegroting (DOC 55 2932) blijkt dat bepaalde kredieten voor de FOD Justitie op directe dan wel indirecte wijze gerelateerd zijn aan asiel en migratie. Zo zijn er bijvoorbeeld kredieten opgenomen voor de Dienst Voogdij (minderjarige vreemdelingen) en vergoedingen van de advocaten belast met de juridische bijstand, waarvan ongetwijfeld een deel betrekking heeft op pro-Deobijstand in het vreemdelingencontentieux.

Wij wensen een allesomvattend inzicht en overzicht te krijgen in alle kosten die direct en indirect gerelateerd zijn aan asiel en migratie voor de FOD Justitie.

1. Hoeveel bedragen de totale kredieten in de begrotingen van de afgelopen vijf jaren voor de FOD Justitie die op directe dan wel indirecte wijze gerelateerd zijn aan asiel en migratie?

Het gaat onder meer om de volgende kredieten:

- kredieten voor "Gerechtskosten in criminele, correctionele en politiezaken (de kosten voor vervoer van naar de grens gebrachte vreemdelingen worden met de gerechtskosten gelijkgesteld en volgens dezelfde tarieven verevend). Kosten van betekening der uitzettingsbesluiten. Vergoedingen in de bij artikel 447 van het Wetboek van strafvordering en in de wet op voorlopige hechtenis voorgezichte gevallen" (onderdeel van het begrotingsartikel B.A. 12 56 03 12.11.40); en

- kredieten voor "Vergoedingen van de advocaten belast met de juridische bijstand" (onderdeel van het begrotingsartikel B.A. 12 56 11 34.41.45): welk bedrag heeft of hoeveel punten hebben betrekking op het vreemdelingencontentieux?

Graag een opsplitsing per jaar (voor 2023 de initiële kredieten, voor 2022 de gestemde kredieten, voor 2021-2019 de gerealiseerde kredieten), per onderwerp en met vermelding van waar dit terug te vinden is in de desbetreffende begroting.

Par ailleurs, nous aimerions également obtenir un relevé des crédits pour (i) les coûts des interprètes dans les procédures judiciaires (pénales), (ii) les coûts des avocats qui interviennent pour l'État belge dans les affaires relatives aux étrangers, (iii) les coûts des étrangers dans les prisons selon la même méthode, y compris l'article budgétaire. S'il existe d'autres crédits directement ou indirectement liés à l'asile et à la migration, nous souhaiterions recevoir les mêmes informations.

2. Des montants de la provision interdépartementale ont-ils été octroyés à (certains) des postes budgétaires nommés au point 1? Dans l'affirmative, à quel montant s'élève la provision? Je souhaiterais une répartition par an, par sujet et avec indication de l'endroit où se trouve cet octroi.

3. Nous souhaiterions des explications et une analyse détaillées de l'évolution éventuelle, au fil des années, pour les différents postes budgétaires directement et indirectement liés à l'asile et à la migration pour le SPF Justice.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1570 de Monsieur le député Wouter Vermeersch du 09 décembre 2022 (N.):

Vous soulignez à juste titre que des coûts directs et indirects de la Justice sont liés à l'Asile et à la Migration. Il n'est pas possible d'extraire certains coûts indirects "Asile et Migration" des systèmes de comptabilité ou d'autres systèmes d'enregistrement de la Justice.

1. Concernant les budgets directement identifiables dans la section 12 du budget général des dépenses, les chiffres suivants peuvent être communiqués:

a) Coûts liés au service des Tutelles (accueil administratif des mineurs étrangers non accompagnés). À retrouver dans le programme budgétaire 12-58-1 de la section 12.

- Budget en engagement en 2023: 8.502.000 euros.
- Réalisations en engagement en 2022: 8.659.934 euros.
- Réalisations en engagement en 2021: 6.740.220 euros.
- Réalisations en engagement en 2020: 6.004.336 euros.
- Réalisations en engagement en 2019: 5.931.951 euros.

Daarnaast hadden wij ook graag de kredieten voor de (i) kostprijs van de tolken in gerechtelijke (straf)procedures, (ii) kostprijs van advocaten die optreden voor de Belgische Staat in vreemdelingenzaken, (iii) kostprijs van vreemdelingen in de gevangenissen overeenkomstig dezelfde werkwijze, inclusief het begrotingsartikel, ontvangen. Indien er nog andere kredieten direct dan wel indirect betrekking hebben op asiel en migratie ontvangen wij dit graag volgens voornoemde werkwijze.

2. Werden er bedragen uit de interdepartementale provisie toegekend aan (bepaalde) begrotingsposten uit punt nr. 1? Zo ja, hoeveel bedraagt deze provisie? Graag een opsplitsing per jaar, per onderwerp en met vermelding van waar deze toekenning terug te vinden is.

3. Graag een grondige toelichting en analyse van de gebeurlijke evolutie, doorheen de jaren, in de verschillende begrotingsposten die direct en indirect gerelateerd zijn aan asiel en migratie voor de FOD Justitie.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1570 van De heer volksvertegenwoordiger Wouter Vermeersch van 09 december 2022 (N.):

U wijst er terecht op dat er directe en indirecte kosten bij Justitie gelinkt zijn aan Asiel en Migratie. Voor bepaalde indirecte kosten is het niet mogelijk om ze vanuit de dimensie "Asiel en Migratie" uit de boekhoud- of andere registratiesystemen van Justitie te halen.

1. Voor de direct identificeerbare budgetten in de sectie 12 van de algemene uitgavenbegroting kunnen volgende cijfers meegedeeld worden:

a) Kosten gelinkt aan de Dienst Voogdij (administratieve opvang van de niet begeleide minderjarige vreemdelingen). Terug te vinden in begrotingsprogramma 12-58-1 van de sectie 12.

- 2023 budget in vastlegging: 8.502.000 euro.
- 2022 realisaties in vastlegging: 8.659.934 euro.
- 2021 realisaties in vastlegging: 6.740.220 euro.
- 2020 realisaties in vastlegging: 6.004.336 euro.
- 2019 realisaties in vastlegging: 5.931.951 euro.

Le budget de ce service est approuvé par la Chambre (budget initial et budget ajusté), mais peut également être augmenté au cours de l'année par arrêté royal portant répartition du crédit provisoire de la section 06 Stratégie et Appui du budget des dépenses. Ces moyens supplémentaires sont octroyés si, au cours de l'année concernée, des tendances sociétales (augmentation du flux entrant) et/ou des événements majeurs (guerre en Ukraine) entraînent une augmentation de volume exceptionnelle.

Pour l'année 2022 et pour les années antérieures, les réalisations ont donc aussi partiellement été financées grâce à ces augmentations budgétaires exceptionnelles par arrêté royal. Voir point 2.

b) Coûts liés à la "Rétribution des avocats chargés de l'aide juridique". À retrouver dans le programme budgétaire 12-56-1 de la section 12.

La proportion consacrée au contentieux des étrangers y est répartie comme suit:

- Année judiciaire 2016-2017: 15.166.660,5 euros.
- Année judiciaire 2017-2018: 14.232.263,5 euros.
- Année judiciaire 2018-2019: 12.590.611,4 euros.
- Année judiciaire 2019-2020: 12.917.493,9 euros.
- Année judiciaire 2020-2021: 15.587.128,0 euros.
- Les données détaillées pour l'année judiciaire 2021-2022 écoulée ne sont pas encore connues.

c) Coûts liés aux "Frais de justice en matière pénale". À retrouver dans le programme budgétaire 12-56-0 de la section 12 (allocation de base 121140). Les données détaillées que vous demandez ne sont pas directement disponibles dans la comptabilité. Les greffes n'enregistrent pas l'état de frais avec le niveau de détail demandé.

d) Ensuite, une part du budget du Fonds Asile, Migration et Intégration, sous la coupole du SPF Intérieur, est allouée à la Justice. La proportion s'élevait à:

- 2023: proportion exacte pas encore connue.
- 2022: 109.000 euros pour le Service des Tutelles.
- 2021: 239.000 euros pour le service des Tutelles.
- 2020: 185.000 euros pour le service des Tutelles.
- 2019: 248.000 euros pour le service des Tutelles.

2. Concernant les crédits supplémentaires octroyés par arrêté royal portant répartition de la provision interdépartementale, je peux vous fournir les données suivantes:

Il n'y a pas encore eu de répartitions pour l'année 2023.
Pour l'année 2022, il était question de:

Het budget van deze dienst wordt goedgekeurd door de Kamer (initieel budget en aangepast budget) maar kan tijdens het jaar ook verhoogd worden door koninklijke besluiten houdende verdeling van het provisioneel krediet uit de sectie 06 Beleid en Ondersteuning van de uitgavenbegroting. Dergelijke bijkomende middelen worden toegekend indien er dat betreffende jaar maatschappelijke tendensen (verhoogde instroom) en/of ingrijpende gebeurtenissen (oorlog in Oekraïne) een uitzonderlijke volumeverhoging teweegbrengen.

Voor 2022 en vroeger werden de realisaties dus ook partieel gefinancierd vanuit deze uitzonderlijke budgetverhogingen per koninklijk besluit. Zie verder punt 2.

b) Kosten gelinkt aan de "Vergoedingen van de advocaten belast met de juridische bijstand". Terug te vinden in begrotingsprogramma 12-56-1 van de sectie 12.

Het aandeel van het vreemdelingencontentieux hierin is als volgt:

- Gerechtelijk jaar 2016-2017: 15.166.660,5 euro.
- Gerechtelijk jaar 2017-2018: 14.232.263,5 euro.
- Gerechtelijk jaar 2018-2019: 12.590.611,4 euro.
- Gerechtelijk jaar 2019-2020: 12.917.493,9 euro.
- Gerechtelijk jaar 2020-2021: 15.587.128,0 euro.
- Voor het afgelopen gerechtelijk jaar 2021-2022 zijn de detailgegevens nog niet bekend.

c) Kosten gelinkt aan de "Gerechtskosten in strafzaken". Terug te vinden in begrotingsprogramma 12-56-0 van de sectie 12 (basisallocatie 121140). De gevraagde detailgegevens zijn niet direct beschikbaar in de boekhouding. De kostenstaten worden bij de griffies niet geregistreerd met de gevraagde graad van detail.

d) Daarnaast heeft Justitie een aandeel in het budget van het Fonds Asiel en Migratie dat onder de koepel zit van de FOD Binnenlandse Zaken. Dit aandeel was in:

- 2023: precies aandeel nog niet gekend.
- 2022: 109.000 euro voor de Dienst Voogdij.
- 2021: 239.000 euro voor de Dienst Voogdij.
- 2020: 185.000 euro voor de Dienst Voogdij.
- 2019: 248.000 euro voor de Dienst Voogdij.

2. Inzake bijkomende kredieten die hun oorsprong vinden in een koninklijk besluit houdende verdeling van de interdepartementale provisie kan ik u hierbij de volgende gegevens meedelen:

Voor het jaar 2023 zijn er nog geen verdelingen geweest.
Voor het jaar 2022 waren er:

- arrêté royal du 14 juin 2022 crédits de la provision interdépartementale "Ukraine": 2.098.698 euros alloués au budget du service des Tutelles;

- arrêté royal du 30 juillet 2022 crédits de la provision interdépartementale "Ukraine" (deuxième partie): 593.600 euros alloués au budget du service des Tutelles;

- arrêté royal du 20 octobre 2022 crédits de la provision interdépartementale en matière d'asile: 55.000 euros alloués au budget du service des Tutelles.

Pour l'année 2021, il s'agissait de:

- arrêté royal du 20 juillet 2021 crédits pour le service des Tutelles de la provision "Politique nouvelle Justice": 16.000 euros.

Pour l'année 2020, il n'y a pas eu de répartition par arrêté royal pour l'Asile et la Migration.

Pour l'année 2019, il n'y a pas eu de répartition par arrêté royal pour l'Asile et la Migration.

3. Les crédits liés à l'Asile et à la Migration consacrés à l'exécution des missions récurrentes représentent un montant relativement constant dans le budget de la Justice. Si des moyens supplémentaires significatifs sont nécessaires en raison d'événements spécifiques, le recours aux crédits interdépartementaux est possible. Lors de la crise des réfugiés en 2015-2016, le Service des Tutelles s'est d'abord vu octroyer des crédits supplémentaires via la provision interdépartementale en matière d'Asile et de Migration (ensuite, ces moyens ont été obtenus de manière structurelle en vue du recrutement de personnel statutaire et de l'augmentation des subventions versées aux associations).

En 2021-2022, des moyens supplémentaires ont à nouveau été obtenus non seulement via la provision interdépartementale en matière d'Asile et de Migration, mais aussi via la provision interdépartementale "Ukraine" (dans l'objectif de faire face respectivement aux dépenses imprévues dues au flux de réfugiés élevé de manière générale, mais aussi au grand nombre de réfugiés ukrainiens résultant de la guerre).

- koninklijk besluit van 14 juni 2022 kredieten uit de interdepartementale provisie "Oekraïne": 2.098.698 euro toegewezen aan budget Dienst Voogdij;

- koninklijk besluit van 30 juli 2022 kredieten uit de interdepartementale provisie "Oekraïne" (tweede deel): 593.600 euro toegewezen aan budget Dienst Voogdij;

- koninklijk besluit van 20 oktober 2022 kredieten uit interdepartementale provisie Asiel: 55.000 euro toegewezen aan budget Dienst Voogdij.

Voor het jaar 2021 was er:

- koninklijk besluit van 20 juli 2021 kredieten voor de Dienst Voogdij uit de provisie "Nieuw beleid Justitie": 16.000 euro.

Voor het jaar 2020 was er geen verdeling per koninklijk besluit voor het thema Asiel en Migratie.

Voor het jaar 2019 was er geen verdeling per koninklijk besluit voor het thema Asiel en Migratie.

3. De kredieten voor het thema "Asiel en Migratie" hebben in de begroting van Justitie een redelijk constant bedrag voor het uitvoeren van de recurrente opdrachten. Als er beduidend bijkomende middelen nodig zijn omwille van specifieke gebeurtenissen kan er een beroep worden gedaan op interdepartementale kredieten. De Dienst Voogdij heeft met de vluchtelingencrisis in 2015-2016 voor het eerst via de interdepartementale provisie Asiel en Migratie bijkomende kredieten bekomen (nadien werden die middelen structureel bekomen voor statutair personeel en voor een verhoging van de subsidies aan verenigingen).

In 2021-2022 zijn weer bijkomende middelen verkregen via de interdepartementale provisie Asiel en Migratie en ook via de interdepartementale provisie "Oekraïne" (respectievelijk om de onverwachte uitgaven wegens de hoge vluchtelingenstroom in het algemeen het hoofd te bieden en dan ook omwille van de vele Oekraïense vluchtelingen omwille van de oorlog).

DO 2022202318050

Question n° 1575 de Monsieur le député Jef Van den Bergh du 09 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les amendes pour non-respect de l'obligation d'identification dans le cadre des infractions de roulage.

Plusieurs de mes collègues vous ont déjà interrogé au sujet du nombre d'amendes soudainement infligées par le parquet en raison du non-respect de l'article 67ter de la loi sur la circulation routière. Le principe de l'identification est bien entendu nécessaire à une politique poussée en matière de sécurité routière, prévoyant des mesures adaptées en cas de récidive. La manière dont les personnes morales en ont été informées a toutefois suscité de nombreuses réactions.

Il est ressorti de votre réponse du 26 octobre 2022 qu'il s'agissait d'une action ciblée (vous avez par la suite parlé de projet pilote) du parquet visant les multirécidivistes. Vous avez indiqué que le parquet n'aurait envoyé ce type de transactions qu'aux personnes morales qui avaient, à plusieurs reprises, omis de respecter l'obligation d'identification après avoir reçu le courrier d'amende.

1. Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par "multirécidiviste"? Combien de fois fallait-il ne pas avoir identifié le conducteur pour être considéré comme multirécidiviste?

2. Un article intitulé "L'amende de 509 euros prévue pour le non-respect de l'obligation d'identification a été adaptée" a été publié sur le site du SPF Justice. Moins d'un mois auparavant, vous aviez pourtant ardemment défendu l'approche du parquet. Pour quelle raison a-t-on suspendu et évalué ce projet pilote? Sa suspension est-elle liée au fait que les amendes ont été considérées comme déraisonnables ou au manque de clarté de la communication? Dans la pratique, il est visiblement facile d'échapper à l'amende en indiquant que la transaction a été acceptée et qu'un long délai s'est déjà écoulé. Avez-vous pris cette décision en concertation avec le parquet?

3. Le 26 octobre 2022, vous avez encore annoncé que la justice passerait à la phase suivante de cette approche l'année prochaine: en cas de non-identification, les entreprises recevraient directement une transaction. Poursuivez-vous dans cette voie ou adapterez-vous, le cas échéant, la phase suivante dans le cadre de l'évaluation annoncée? Concrètement, je souhaiterais obtenir plus d'informations sur la poursuite de la politique d'application de l'article 67ter de la loi sur la circulation routière. Comment poursuivrez-vous la réalisation de l'objectif, à savoir l'identification et la lutte contre les multirécidivistes?

DO 2022202318050

Vraag nr. 1575 van De heer volksvertegenwoordiger Jef Van den Bergh van 09 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Boetes wegens het niet naleven van identificatieplicht bij verkeersovertredingen.

Een aantal van mijn collega's hebben u reeds vragen gesteld over het aantal boetes die het parket plots leek uit te schrijven wegens de niet naleving van artikel 67ter van de wegverkeerswet. Het principe van de identificatie is uiteraard noodzakelijk voor een doorgedreven verkeersveiligheidsbeleid, met gepaste maatregelen naar recidivisten. De manier waarop rechtspersonen hierop werden gewezen, heeft evenwel tot heel wat reacties geleid.

Uit uw antwoord van 26 oktober 2022 bleek dat dit een gerichte actie - later noemde u het een proefproject - was van het parket om veelplegers aan te pakken. U gaf aan dat het parket dergelijke minnelijke schikkingen enkel zou gestuurd hebben aan de rechtspersonen die meermaals hadden nagelaten om na het ontvangen van de boetebrief de identificatieplicht na te leven.

1. Graag verneem ik wat onder "veelpleger" werd begrepen? Hoe vaak moest men nagelaten hebben om de bestuurder te identificeren om als veelpleger beschouwd te worden?

2. Op de site van de FOD Justitie verscheen een bericht met als titel "Identificatieboete van 509 euro wordt bijgestuurd". Nochtans had u de aanpak van het parket een kleine maand eerder nog fors verdedigd. Wat was de reden voor het opschorten en evalueren van dit zogenaamde proefproject? Heeft het opschorten te maken met het feit dat de boetes als onredelijk werden beschouwd of met onduidelijke communicatie? Blijkbaar kan men in de praktijk de boete immers gemakkelijk ontlopen door op te merken dat de minnelijke schikking werd aanvaard en er reeds geruime tijd is verlopen. Heeft u dit in overleg met het parket besloten?

3. U kondigde op 26 oktober 2022 ook nog aan dat justitie met deze aanpak volgend jaar naar een volgende fase zou gaan: ondernemingen zouden bij niet-identificatie onmiddellijk een minnelijke schikking krijgen. Gaat u hiermee verder of zal u in het kader van de evaluatie die werd aangekondigd de volgende fase bijshaven waar nodig? Concreet zou ik ook graag informeren naar het verdere handhavingsbeleid van artikel 67ter van de wegverkeerswet. Hoe zal de doelstelling, namelijk de identificatie en aanpak van veelplegers, verder gerealiseerd worden?

4. Bien que je soutienne pleinement cette approche, je me demande si elle est raisonnable pour les entreprises unipersonnelles. L'article 67ter de la loi sur la circulation routière impose une obligation d'identification aux personnes morales sans aucune distinction. Est-il opportun de faire appliquer strictement l'obligation d'identification aux entreprises unipersonnelles? Bien qu'il faille toujours avoir la possibilité d'identifier le véritable conducteur, l'obligation d'identification semble ici moins pertinente puisque le conducteur sera généralement le gérant de la personne morale.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1575 de Monsieur le député Jef Van den Bergh du 09 décembre 2022 (N.):

1. Je vous remercie beaucoup pour votre question. Cela montre à quel point la sécurité routière est importante pour vous aussi. Depuis plusieurs années, nous luttons ensemble afin de diminuer le nombre de morts sur les routes. Bien que nous ayons déjà entrepris de nombreuses démarches dans le bon sens, certains conducteurs continuent de rouler régulièrement trop vite. Même s'ils se voient infliger régulièrement des amendes, payer une amende ne les effraie pas. J'appelle dès lors ces personnes des multirécidivistes. Pour l'instant, on n'en connaît pas encore le nombre. Actuellement, nous analysons en collaboration avec le ministère public la vue d'ensemble des contrevenants au code de la route et nous examinons comment renforcer graduellement l'approche pénale à l'égard des multirécidivistes. Ce afin de détecter plus efficacement les conducteurs problématiques. Cela inclut une vue d'ensemble des infractions par conducteur. Afin de déterminer quels sont les conducteurs qui se situent clairement au-dessus de la norme sociale, il est essentiel que toutes les entreprises respectent leur obligation d'identification. Actuellement, il y a encore beaucoup trop d'infractions routières pour lesquelles le conducteur de fait n'est pas identifié. Les entreprises qui ont reçu une transaction au cours de la période écoulée ont omis durant toute l'année 2021 au moins deux fois ou plus d'identifier une infraction routière. Ce nombre varie par entreprise de 2 à 10, 20 ou 50 fois.

4. Hoewel ik volledig achter deze aanpak sta, vraag ik me wel af of deze redelijk is ten aanzien van de éénmanszaken. Artikel 67ter van de wegverkeerswet legt een identificatieplicht op aan rechtspersonen zonder enig onderscheid. Is de strikte verplichting handhaving ten aanzien van éénmanszaken echter wel opportuun? Hoewel men altijd de mogelijkheid moet hebben om de werkelijke bestuurder te identificeren, lijkt de identificatieplicht daar minder nut te hebben omdat de bestuurder in de regel de zaakvoerder van de rechtspersoon zal zijn.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1575 van De heer volksvertegenwoordiger Jef Van den Bergh van 09 december 2022 (N.):

1. Hartelijk dank voor uw vraag. Het toont aan hoe belangrijk verkeersveiligheid ook voor u is. Samen strijden we al verschillende jaren om het aantal verkeersdoden te verminderen. Hoewel we reeds heel wat stappen in de goede richting hebben gezet, blijven sommige bestuurders veel te regelmatig te snel rijden. Hoewel ze reeds geregeld beboet worden, blijkt het betalen van een boete hun niet af te schrikken. Deze mensen noem ik dan ook veelplegers. Op veelplegers staat momenteel nog geen hoeveelheid. In samenwerking met het openbaar ministerie analyseren we momenteel het overzicht van de verkeersovertreders en bekijken we hoe we de strafrechtelijke aanpak naar veelplegers gradueel kunnen versterken. Dit om de probleemchauffeurs efficiënter te detecteren. Hierbij hoort een overzicht van de inbreuken per bestuurder. Om de bestuurders in kaart te brengen die duidelijk boven de maatschappelijke norm zitten, is het essentieel dat alle ondernemingen voldoen aan hun identificatieplicht. Tot op heden zijn er nog veel te veel verkeersovertredingen waarbij de feitelijke bestuurder niet wordt geïdentificeerd. De ondernemingen die een minnelijke schikking hebben ontvangen in de afgelopen periode, hebben gedurende het hele jaar 2021 minimaal twee of meerdere keren nagelaten een verkeersovertreding te identificeren. Deze aantallen verschillen per onderneming van 2 tot meer dan 10, 20 of 50 keer.

2. La politique criminelle ainsi que le suivi du projet pilote ont été décidés en concertation avec le Collège des procureurs généraux. Le projet pilote est parti d'une politique locale existante mais au travers de l'approche nationale uniforme, nous avons constaté qu'un certain nombre d'adaptations étaient nécessaires avant de pouvoir en poursuivre le déploiement. Un certain nombre d'évolutions techniques étaient, selon moi, nécessaires pour simplifier l'obligation d'identification. En outre, j'ai demandé au service amendes routières d'apporter un certain nombre d'adaptations sur le plan de l'information et de la communication. Elles étaient, je pense, nécessaires afin d'insister encore mieux auprès de toutes les personnes morales sur leurs obligations et les raisons pour lesquelles c'est si important.

Le motif pour lequel une contestation est acceptée ou non et pour lequel, ce faisant, l'amende peut être "évitée" fait partie de la décision du ministère public et s'agit d'une décision au niveau du dossier. Je ne peux donc pas me prononcer sur le sujet.

3. L'identification du conducteur reste un élément essentiel en ce qui concerne la récidive. Nous continuons donc assurément de poursuivre les personnes morales qui manquent à leur obligation d'identification. La plus-value du projet pilote a été démontrée par une augmentation spectaculaire du nombre d'identifications qui a plus que doublé ces deux derniers mois. C'est pourquoi nous continuons de poursuivre les personnes morales qui s'entêtent et nous relancerons le projet dans le courant de l'année.

4. Le législateur a déjà inscrit il y a longtemps cette obligation dans la loi, qui finalement est applicable à tous. Cette obligation existe également pour les personnes physiques. Il est évident que nous devons faire en sorte qu'il soit aussi facile que possible de satisfaire à cette obligation.

Faisant suite à votre question, j'étudierai avec mon collègue compétent pour la Mobilité la manière de mettre en oeuvre mieux et plus efficacement la banque de données des conducteurs habituels.

2. Het strafrechtelijk beleid alsook de opvolging van het proefproject werd in overleg met het College van procureurs-generaal besloten. Voor het proefproject werd vertrokken vanuit een bestaand, lokaal beleid maar door de uniforme, nationale aanpak hebben we gemerkt dat een aantal aanpassingen nodig waren alvorens het proefproject verder uit te rollen. Een aantal technische ontwikkelingen op het vlak van IT waren mijn inziens nodig om de identificatieplicht eenvoudiger te laten verlopen. Daarbij heb ik de dienst verkeersboetes gevraagd om een aantal aanpassingen te doen op het vlak van informatie en communicatie. Deze waren volgens mij nodig om alle rechtspersonen nog beter te duiden op hun plichten en redenen waarom dit zo belangrijk is.

Waarom een betwisting al dan niet aanvaard wordt en dus zodoende de boete kan "ontweken" worden, maakt deel uit van een beslissing van het openbaar ministerie en is een beslissing op dossierniveau. Ik kan daar dus geen uitspraken over doen.

3. De identificatie van de bestuurder blijft een essentieel sluitstuk voor recidive. We gaan dus zeker verder met het vervolgen van rechtspersonen die verzaken aan hun identificatieplicht. De meerwaarde van het proefproject heeft zich bewezen in een spectaculaire toename van het aantal identificaties die de laatste twee maanden meer dan verdubbeld zijn. We blijven daarom inzetten op de vervolging van de hardleerse rechtspersonen en zullen het project hier toe weer opstarten in de loop van het jaar.

4. De wetgever heeft deze verplichting reeds geruime tijd geleden in de wet inschreven en uiteindelijk is deze voor iedereen van toepassing. Ook bij natuurlijke personen bestaat deze verplichting. We moeten het uiteraard zo gemakkelijk mogelijk maken om te voldoen aan deze verplichting.

Ingevolge uw vraag zal ik met mijn collega bevoegd voor Mobiliteit eens bekijken hoe we de gebruikelijke bestuurdersdatabank beter en efficiënter kunnen inzetten.

DO 2022202318198

Question n° 1590 de Madame la députée Marijke Dillen du 21 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Lutte contre la surpopulation carcérale. - Détenus dormant à même le sol.

Lors de l'échange de vues qui a été organisé en commission de la Justice au sujet de la situation dans les prisons, vous avez formulé plusieurs propositions de solutions temporaires. L'une de ces mesures consiste à installer des lits supplémentaires dans les cellules. Vous avez indiqué, à l'époque, que 284 lits avaient été ajoutés dans les prisons existantes, ce qui avait porté le nombre de détenus dormant à même le sol à 224.

1. Pouvez-vous fournir un aperçu détaillé des prisons dans lesquelles des lits supplémentaires ont été installés dans les cellules? Veuillez fournir les chiffres par prison.

2. Pouvez-vous indiquer, par prison, où des détenus ont dû dormir à même le sol et quel était leur nombre?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1590 de Madame la députée Marijke Dillen du 21 décembre 2022 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318199

Question n° 1591 de Madame la députée Marijke Dillen du 21 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Recrutement de personnel pour les prisons. - Journées de l'emploi.

Pour faire face à la grave pénurie de personnel dans les prisons, vous avez fait organiser un certain nombre de journées de l'emploi, apparemment avec succès, comme vous l'avez indiqué lors de l'échange de vues sur le monde carcéral en commission de la Justice du 14 décembre 2022 (*Compte rendu intégral*, Chambre, 2022-2023, CRIV 55 COM 948).

DO 2022202318198

Vraag nr. 1590 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 21 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Aanpak overbevolking. - Grondslapers.

Tijdens de gedachtewisseling over het gevangeniswezen in de commissie Justitie hebt u een aantal voorstellen tot tijdelijke oplossing geformuleerd. Eén van die maatregelen is het bijplaatsen van bedden in de cellen. U hebt toen gezegd dat er 284 bedden werden bijgeplaatst in de bestaande gevangenissen, met 224 grondslapers tot gevolg.

1. Kan u een gedetailleerd overzicht geven van de gevangenissen waar bijkomende bedden werden geplaatst in de cellen? Hierbij graag de cijfers per gevangenis.

2. Kan u mededelen per gevangenis waar en hoeveel gedetineerden op de grond dienen te slapen?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1590 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 21 december 2022 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318199

Vraag nr. 1591 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 21 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Aanwerving personeel voor de gevangenissen. - Jobdagen.

Om het zware personeelstekort in de gevangenissen aan te pakken hebt u een aantal jobdagen laten organiseren, blijkbaar met succes zoals u hebt medegedeeld tijdens de gedachtewisseling betreffende het gevangeniswezen in de commissie Justitie van 14 december 2022 (*Integraal Verslag*, Kamer, 2022-2023, CRIV 55 COM 948).

1. Pouvez-vous fournir un aperçu détaillé du nombre de journées de l'emploi qui ont eu lieu entre-temps? Où ont-elles été organisées? Combien de candidats intéressés se sont-ils présentés à ces journées de l'emploi?

2. Quels sont les résultats concrets par journée de l'emploi organisée? Combien de nouveaux recrutements ont été effectués à la suite de ces journées de l'emploi?

3. Qui a été en charge de l'organisation de ces journées de l'emploi? Quel en a été le coût total?

4. De nouvelles journées de l'emploi seront-elles encore organisées? Dans l'affirmative, pouvez-vous fournir un aperçu détaillé?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 23 février 2023, à la question n° 1591 de Madame la députée Marijke Dillen du 21 décembre 2022 (N.):

1. Deux journées de l'emploi ont été organisées.

Une journée a été organisée à la nouvelle prison de Termonde le samedi 19 novembre et une autre a été organisée à la prison de Haren le 3 décembre 2022.

À la nouvelle prison de Termonde, 192 personnes se sont inscrites, et finalement ce sont 74 personnes qui ont passé un entretien.

À Haren, 124 personnes se sont inscrites, et finalement ce sont 76 personnes qui ont passé un entretien.

2. La journée de l'emploi de la nouvelle prison de Termonde a débouché sur un total de 38 personnes ayant réussi leur entretien.

À la mi-janvier 2023, 20 personnes sont entre-temps entrées en service et 10 lauréats vont bientôt commencer. Deux personnes ont été déclarées temporairement inaptes par Empreva. Six personnes ont encore refusé l'offre d'emploi.

À Haren, la journée a permis la sélection de 55 lauréats après entretien.

À la mi-janvier, 27 personnes sont entre-temps entrées en service et 4 personnes vont bientôt commencer. 3 dossiers sont en cours et 15 personnes ont été déclarées temporairement inaptes par Empreva. Huit personnes ont encore refusé l'offre d'emploi.

3. C'est le service d'encadrement personnel et organisation du SPF Justice et la prison concernée qui sont responsables pour l'organisation des journées de l'emploi.

Le coût s'élevait à:

- Termonde: 36.000 euros;
- Haren: 68.000 euros.

1. Kan u een gedetailleerd overzicht geven van het aantal jobdagen die inmiddels hebben plaatsgevonden? Waar hebben deze plaatsgevonden? Hoeveel geïnteresseerden hebben deze jobdagen bezorgd?

2. Wat zijn de concrete resultaten per georganiseerde jobdag? Hoeveel nieuwe aanwervingen zijn er op basis hiervan gebeurd?

3. Wie was verantwoordelijk voor de organisatie van deze jobdagen? Wat was hiervan de totale kostprijs?

4. Worden er nog nieuwe jobdagen georganiseerd? Zo ja, graag een gedetailleerd overzicht.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 23 februari 2023, op de vraag nr. 1591 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 21 december 2022 (N.):

1. Er werden twee jobdagen georganiseerd.

Eén in de gevangenis van Nieuw Dendermonde op zaterdag 19 november en één in de gevangenis van Haren op zaterdag 3 december 2022.

In Nieuw Dendermonde schreven zich 192 mensen in en waren er uiteindelijk 74 die deelnamen aan een interview.

In Haren schreven zich 124 mensen in en waren er uiteindelijk 76 die deelnamen aan een interview.

2. De jobdag in Nieuw Dendermonde leverde in totaal 38 geslaagden op na het interview.

Half januari 2023 zijn er 20 in dienst, 10 laureaten zijn gepland om binnenkort te starten. Twee personen werden tijdelijk ongeschikt verklaard door Empreva. Zes personen hebben de job alsnog geweigerd.

Deze in Haren leverde in totaal 55 laureaten op na het interview.

Half januari zijn er 27 van deze personen ondertussen in dienst, 4 zijn gepland om binnenkort te starten. 3 dossiers zijn in de pipeline en 15 werden tijdelijk ongeschikt verklaard door Empreva. Acht personen hebben de job alsnog geweigerd.

3. De verantwoordelijkheid lag bij de stafdienst personeel en organisatie en de gevangenis in kwestie om de jobdagen te organiseren.

De kost was:

- Dendermonde: 36.000 euro;
- Haren: 68.000 euro.

Ce coût ne se limite pas à la simple organisation de la journée de l'emploi, puisqu'il permet en même temps de soutenir l'image de la justice en tant qu'employeur attractif ainsi que le recrutement continu.

4. Dates des prochaines journées de l'emploi:

- le 5 mars: prison de Beveren;
- le 11 mars: prison de Merksplas;
- le 22 avril: prison de Haren;
- le 29 avril: prison de Termonde.

DO 2022202318243

Question n° 1596 de Monsieur le député Stefaan Van Hecke du 22 décembre 2022 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Coopération entre la VSSE et le CIAOSN.

Je vous ai déjà posé la question n° 1425 du 27 septembre 2022 (*Questions et Réponses*, Chambre, 2021-2022, n° 96) sur le suivi des organisations sectaires. Le fait que nous missions sur une forte extension du personnel au sein de la Sûreté de l'État (VSSE) est une évolution positive. Les organisations sectaires constituent à nouveau une priorité à cet égard.

Dans la réponse à ma question, vous indiquez également que la VSSE traite toutes les questions entrantes relatives à des organisations sectaires nuisibles et y répond, et que les informations pertinentes dont elle dispose sont toujours transmises notamment au Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN), lorsque ce dernier les demande. Il existe également un point de contact spécifique au CIAOSN au sein de la VSSE. Ce point de contact est important, car, bien que la VSSE ne puisse pas partager n'importe quelle information, une coopération étroite est importante pour pouvoir suivre aisément l'organisation et l'évolution des organisations sectaires.

1. Comment la concertation entre la personne de contact de la VSSE et le CIAOSN se déroule-t-elle? À combien de reprises depuis la désignation de cette personne s'est-on déjà concerté à propos de la coopération et de quelle mode de communication a-t-on convenu?

2. Combien de signalements le CIAOSN a-t-il envoyés ces deux dernières années (2021 et 2022) aux différents organismes et services publics fédéraux? Pourriez-vous fournir un relevé par service et par année, ainsi que la réponse qui y a été donnée au CIAOSN?

Deze kost gaat verder dan louter de organisatie van de jobdag, want tegelijk wordt het imago van justitie als aantrekkelijke werkgever en de continue aanwerving hierdoor ondersteund.

4. Volgende jobdagen zijn:

- 5 maart: gevangenis Beveren;
- 11 maart: gevangenis Merksplas;
- 22 april: gevangenis Haren;
- 29 april: gevangenis Dendermonde.

DO 2022202318243

Vraag nr. 1596 van De heer volksvertegenwoordiger Stefaan Van Hecke van 22 december 2022 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Samenwerking VSSE en IACSSO.

Ik stelde u reeds de vraag nr. 1425 van 27 september 2022 (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2021-2022, nr. 96) rond de opvolging van sektarische organisaties. Het is een goede evolutie dat we inzetten op een sterke personeelsuitbreiding binnen de Veiligheid van de Staat (VSSE). Sektarische organisaties worden daarbij terug een prioriteit.

In het antwoord op mijn vraag staat ook dat alle binnenkomende vragen met betrekking tot sektarische organisaties worden verwerkt en beantwoord, en dat relevante informatie steeds wordt overgemaakt aan bijv. het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties (IACSSO) na een verzoek. Er is ook een *point of contact* bij het VSSE voor het IACSSO. Dit is belangrijk, want hoewel de VSSE niet zomaar eender welke informatie kan delen, is een nauwe samenwerking belangrijk om de organisatie en ontwikkeling van sektarische organisaties vlot te kunnen opvolgen.

1. Hoe verloopt het overleg tussen het contact bij de VSSE en het IACSSO? Hoeveel keer werd sinds de aanstelling van deze persoon reeds overlegd over de samenwerking en welke manier van communicatie is er verder afgesproken?

2. Hoeveel signalementen verzond het IACSSO de afgelopen twee jaar (2021 en 2022) naar de verschillende federale instellingen en overheidsdiensten? Graag een overzicht per dienst en per jaar, alsook de reactie hierop naar het IACSSO.

3. Combien de demandes d'information les différents organismes et services publics fédéraux ont-ils reçues de la part du CIAOSN? À combien d'entre elles a-t-on déjà répondu?

4. a) Comment le recrutement d'un nouveau collaborateur néerlandophone au sein du CIAOSN se déroule-t-il?

b) De quel soutien les collaborateurs francophones bénéficient-ils dans l'attente d'un collègue néerlandophone?

c) Comment pourrait-on adapter un nouveau poste vacant et une nouvelle procédure de sélection par l'intermédiaire du Selor (le bureau de sélection de l'administration fédérale) afin de trouver de nouveaux collaborateurs néerlandophones qui répondent au profil? Le CIAOSN sera-t-il également consulté à cette fin? Pourquoi ou pourquoi pas?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1596 de Monsieur le député Stefaan Van Hecke du 22 décembre 2022 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318287

Question n° 1601 de Madame la députée Marianne Verhaert du 03 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Trafic et vente de drogues.

1. Combien de personnes ont-elles été condamnées pour trafic et vente de drogues et de stupéfiants au cours des cinq dernières années? Pouvez-vous ventiler ces chiffres par année et par arrondissement judiciaire?

2. Quelles drogues étaient-elles concernées? Pouvez-vous opérer la même ventilation?

3. Quelle a été, au cours de la même période, la peine moyenne prononcée pour ces condamnations? Pouvez-vous ventiler ces données selon la même répartition?

3. Hoeveel aanvragen naar informatie ontvingen de verschillende federale instellingen en overheidsdiensten van het IACSSO? Hoeveel werden hiervan reeds beantwoord?

4. a) Hoe verloopt de rekrutering van een nieuwe Nederlandstalige medewerker bij het IACSSO?

b) Welke ondersteuning krijgen de Franstalige medewerkers in afwachting van een Nederlandstalige collega?

c) Hoe kan een nieuwe vacature en selectieprocedure via Selor (selectiebureau van de overheid) worden aangepast met oog op het vinden van nieuwe geschikte Nederlandstalige medewerkers? Zal hiervoor ook het IACSSO zelf worden geraadpleegd? Waarom wel of waarom niet?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1596 van De heer volksvertegenwoordiger Stefaan Van Hecke van 22 december 2022 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318287

Vraag nr. 1601 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marianne Verhaert van 03 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Handel en verkoop van drugs.

1. Hoeveel personen werden tijdens de laatste vijf jaar veroordeeld voor de handel en verkoop van drugs en verdovende middelen? Graag een opdeling per jaar en per gerechtelijk arrondissement.

2. Welke drugs verhandelden zij? Graag met dezelfde opdeling.

3. Welke was de gemiddelde strafmaat die werd uitgesproken bij deze veroordelingen in dezelfde periode? Graag met dezelfde opdeling.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1601 de Madame la députée Marianne Verhaert du 03 janvier 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318296

Question n° 1602 de Madame la députée Marianne Verhaert du 03 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Résultats obtenus par les points de contact pour les drogues.

Dans la série *Undercover*, le Limbourg est le paradis des drogues de synthèse. Il s'agit d'une fiction, mais, dans la réalité également, des laboratoires de drogues, des déversements illégaux de déchets, etc., sont souvent signalés. Cette situation n'est pas propre au Limbourg: en province d'Anvers également, des laboratoires ou des plantations de cannabis sont régulièrement découverts.

C'est pourquoi le parquet du Limbourg mise en outre fortement sur la sensibilisation. Après la découverte d'un laboratoire de drogues, le voisinage est souvent choqué et il s'avère que le voisinage avait remarqué, depuis assez longtemps, des éléments suspects, comme une odeur chimique douteuse. Aussi le parquet du Limbourg a-t-il créé un point de contact anonyme pour les drogues en 2019, un exemple qui a récemment été suivi par le parquet d'Anvers (*www.drugsplantageontdekt.be*).

1. a) Quels sont les résultats obtenus par ces deux points de contact pour les drogues?

b) Combien de signalements ont-ils reçus ces dernières années (depuis leur création)?

c) À quelle fréquence un signalement a-t-il mené à la découverte d'une plantation de drogues?

2. Comment les points de contact sont-ils évalués? Quels sont les points positifs et quels sont les points d'amélioration?

3. a) De quelles ressources les deux points de contact pour les drogues disposent-ils?

b) Sur quelles ressources les points de contact pour les drogues pourront-ils compter dans les années à venir?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1601 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marianne Verhaert van 03 januari 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318296

Vraag nr. 1602 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marianne Verhaert van 03 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Resultaten drugsmeldpunten.

Volgens de serie *Undercover* is Limburg het mekka van de synthetische drugs. Fictie, maar ook in de realiteit zijn drugslabo's, afvaldumpingen, enz., vaak voorkomend. Het is niet enkel in Limburg, ook in de provincie Antwerpen worden regelmatig labo's of cannabisplantages ontdekt.

Daarom wordt bij het parket van Limburg ook sterk ingezet op bewustzijn. Nadat een drugslab wordt ontdekt, reageert de buurt vaak geschokt en komt informatie binnen dat de buurt al geruime tijd verdachte zaken had opgemerkt, zoals een verdachte chemische geur. Daarom werd door het parket Limburg in 2019 een anoniem meldpunt "Drugs" opgericht. Een voorbeeld dat recent ook gevolgd werd door het parket in Antwerpen (*drugsplantageontdekt.be*).

1. a) Wat zijn de resultaten van de beide drugsmeldpunten?

b) Hoeveel meldingen ontving men de afgelopen jaren (sinds oprichting)?

c) Hoe vaak leidde een melding tot de vondst van een drugsplantage?

2. Hoe worden de drugsmeldpunten geëvalueerd? Wat is positief, wat kan er verbeterd worden?

3. a) Welke middelen zijn ter beschikking van de twee drugsmeldpunten?

b) Op welke middelen zullen de drugsmeldpunten de komende jaren kunnen rekenen?

4. Envisagez-vous de créer un point de contact national pour les drogues? Dans l'affirmative, quelles démarches entreprenez-vous à cet égard et dans quel délai sera-t-il mis en place?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1602 de Madame la députée Marianne Verhaert du 03 janvier 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318395

Question n° 1611 de Madame la députée Kristien Van Vaerenbergh du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Chambres de comparution immédiate.

Les émeutes qui ont eu lieu pendant la dernière Coupe du monde de football et la tradition annuelle d'actes de vandalisme la nuit de la Saint-Sylvestre ont une nouvelle fois démontré à quel point il est important de mener une véritable politique de répression immédiate.

Les auteurs de tels faits, souvent des jeunes, doivent recevoir un signal clair que leurs actes sont inadmissibles. C'est pourquoi il est essentiel de leur infliger une sanction rapide et adéquate. L'application de la procédure de comparution immédiate devrait dès lors être la règle générale dans ce type de dossiers.

1. Veuillez fournir un aperçu de tous les arrondissements et tribunaux où des chambres de comparution immédiate sont déjà actives à l'heure actuelle.

2. À cet égard, je souhaiterais également obtenir à chaque fois, si possible, une ventilation selon:

- le délai dans lequel une première comparution a lieu devant le juge;
- la fréquence à laquelle ces chambres de comparution immédiate siègent;
- le nombre de collaborateurs judiciaires nécessaires pour pourvoir ces chambres;
- le type de faits pour lesquels les chambres sont utilisées;

4. Denkt u na om een nationaal drugsmeldpunt op te richten? Zo ja, welke stappen onderneemt u hierin en tegen wanneer zal dit uitvoering kennen?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1602 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marianne Verhaert van 03 januari 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318395

Vraag nr. 1611 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Kristien Van Vaerenbergh van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Snelrechtkamers.

De rellen tijdens het afgelopen Wereldkampioenschap voetbal en recent de jaarlijkse traditie van vernielingen tijdens de oudejaarsnacht tonen nogmaals aan hoe belangrijk het is werk te maken van een echt lik-op-stukbeleid.

Daders van dit soort feiten, vaak jongeren, moeten een duidelijk signaal krijgen dat hun daden ontoelaatbaar zijn. Daarom is een snelle en adequate bestraffing essentieel. De toepassing van het snelrecht zou in dit soort zaken dan ook de algemene regel moeten zijn.

1. Graag een overzicht van alle arrondissementen en rechtbanken waar momenteel reeds snelrechtkamers in werking zijn.

2. Indien mogelijk wens ik daarbij ook telkens een onderverdeling naargelang:

- binnen welke termijn een eerste verschijning voor de rechter plaatsvindt;
- hoe vaak deze snelrechtkamers zetelen;
- hoeveel gerechtelijk personeel er nodig is om deze kamers te kunnen voorzien;
- voor welk soort feiten de kamers worden ingezet;

- les peines prononcées en cas de condamnation.

3. Début décembre 2022, vous avez indiqué que vous planchiez sur une législation en vue de l'instauration d'une "procédure de comparution immédiate ultrarapide".

a) Quand pensez-vous pouvoir finaliser la législation de réparation?

b) Quelles seront les modalités de la procédure de comparution immédiate ultrarapide?

c) À cet égard, prévoyez-vous également un renforcement et une extension des chambres de comparution immédiate existantes?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 28 février 2023, à la question n° 1611 de Madame la députée Kristien Van Vaerenbergh du 12 janvier 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318401

Question n° 1613 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Le règlement collectif de dettes.

Les tribunaux du travail connaissent des demandes relatives au règlement collectif de dettes (article 578, 14° C.jud.). Selon les statistiques annuelles des cours et tribunaux qui sont disponibles en ligne, le nombre de nouvelles demandes est en baisse, étant passé de 12.832 en 2017 à 8.515 en 2021. Pour 2020 et 2021, les chiffres sont à peu près similaires, mais une diminution constante s'était déjà amorcée au cours des années précédentes. Le nombre d'affaires traitées par les cours du travail est également en baisse, étant passé de 616 en 2017 à 369 en 2021.

1. Quels sont les chiffres pour 2022? La diminution se poursuit-elle?

2. Quelle est la cause de cette diminution? Peut-on trouver une explication à cette tendance, et si oui, laquelle?

- welke straffen worden uitgesproken bij een veroordeling.

3. Begin december 2022 kondigde u aan te werken aan wetgeving voor het "supersnelrecht".

a) Wanneer plant u de reparatiewetgeving klaar te hebben?

b) Welke modaliteiten voor het supersnelrecht zullen gelden?

c) Voorziet u daarbij tevens een versterking en uitbreiding van de bestaande snelrechtbanken?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 28 februari 2023, op de vraag nr. 1611 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Kristien Van Vaerenbergh van 12 januari 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318401

Vraag nr. 1613 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

De collectieve schuldenregeling.

De arbeidsrechtbanken nemen kennis van de vorderingen betreffende de collectieve schuldenregeling (artikel 578, 14° Ger. W.). Volgens de jaarlijkse statistieken van de hoven en rechtbanken die online beschikbaar zijn blijkt het aantal nieuwe vorderingen van 12.832 in 2017 te dalen naar 8.515 in 2021. In 2020 en 2021 zijn de cijfers ongeveer vergelijkbaar, maar de jaren vooraf blijkt er zich reeds een gestage daling te hebben ingezet. Ook het aantal zaken voor de arbeidshoven daalde van 616 in 2017 naar 369 in 2021.

1. Wat zijn de cijfers voor 2022? Zet de daling zich verder?

2. Wat is de oorzaak van deze daling? Kan er hiervoor een verklaring worden gevonden, zo ja, welke?

3. Les demandes relatives au règlement collectif de dettes ne constituent pas une matière dans laquelle la communication au ministère public est obligatoire (article 764 C.jud.). Cependant, le ministère public peut toujours émettre son avis lorsqu'il le juge convenable. Dans combien de dossiers de règlement collectif de dettes le ministère public a-t-il émis son avis au cours de la période 2017-2022? Veuillez fournir une ventilation par année et par tribunal/cour du travail. Est-il possible de fournir une ventilation supplémentaire entre le nombre d'avis oraux et le nombre d'avis écrits? Constate-t-on également une évolution à cet égard? Dans l'affirmative, laquelle et quelle en est la cause?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1613 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.):

1. Les publications annuelles concernant l'année 2022 sont en cours d'élaboration et seront bientôt disponibles sur le site web du Collège des cours et tribunaux. Par conséquent, il n'est pas encore possible de formuler une réponse à votre question.

2. Nous ne disposons pas d'explication à cette baisse. À notre connaissance, aucune recherche spécifique n'a encore été menée à ce sujet non plus.

3. Voici la réponse à ce point:

- Avis rendus par les auditorats généraux du travail:

Les auditorats généraux d'Anvers, Bruxelles, Mons et Gand n'ont émis aucun avis au cours de la période 2017-2022.

En 2017 et 2018, L'Auditorat général de Liège a rendu 1 avis écrit et 122 avis oraux (dont 73 avis oraux à la division Liège; 46 avis oraux à la division Namur ainsi que 1 avis écrit et 3 avis oraux à la division Neufchâteau). Ces avis concernaient essentiellement les dossiers comprenant des amendes pénales. Depuis 2019, l'Auditorat général de Liège n'a plus rendu d'avis.

- Auditorats du travail:

Les auditorats de Bruxelles, Hal-Vilvorde, Hainaut, Louvain, Brabant-wallon, Eupen et Gand n'ont émis aucun avis au cours de la période 2017-2022.

3. De vorderingen collectieve schuldenregeling is geen materie waarin de mededeling aan het openbaar ministerie is verplicht (artikel 764 Ger. W.). Evenwel kan het openbaar ministerie steeds advies verlenen wanneer zij dit dienstig acht. In hoeveel zaken collectieve schuldenregeling heeft het openbaar ministerie in de periode 2017-2022 advies verleend? Graag opgesplitst per jaar en per arbeidsrechtbank/arbeidshof. Is er een verdere opsplitsing mogelijk tussen het aantal mondelinge en het aantal schriftelijke adviezen? Is er ook hier een evolutie merkbaar? Zo ja, welke en wat is de oorzaak hiervan?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1613 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.):

1. De jaarlijkse publicaties voor het jaar 2022 zijn momenteel in ontwikkeling en zijn binnenkort beschikbaar op de website van het College van hoven en rechtbanken. Hierdoor kan er nog geen antwoord geformuleerd worden op uw vraag.

2. Een verklaring voor deze daling is niet zomaar te geven. Er werd naar ons weten ook nog geen specifiek onderzoek naar gedaan.

3. Als antwoord op dit punt kan het volgende worden meegedeeld:

- Adviezen verleend door de arbeidsauditoraten-generaal:

De auditoraten-generaal Antwerpen, Brussel, Bergen en Gent hebben geen adviezen verleend in loop van de periode 2017-2022.

In 2017 en 2018 heeft het Auditoraat-generaal Luik 1 schriftelijk advies en 122 mondelinge adviezen verleend (73 mondelinge adviezen in de afdeling Luik, 46 mondelinge adviezen in de afdeling Namen en 1 schriftelijk advies en 3 mondelinge adviezen in de afdeling Neufchâteau). De adviezen werden voornamelijk verleend in dossiers waarin er strafrechtelijke geldboeten werden opgelegd. Sinds 2019 heeft het Auditoraat-generaal Luik geen adviezen meer verleend.

- Arbeidsauditoraten:

De auditoraten Brussel, Halle-Vilvoorde, Henegouwen, Leuven, Waals-Brabant, Eupen en Gent hebben geen adviezen verleend in de loop van periode 2017-2022.

L'Auditorat de Liège a quant à lui remis un avis écrit et cinq avis oraux au cours de cette période. À la demande du tribunal, il lui arrive également de procéder à des devoirs d'information sans rendre d'avis.

L'Auditorat du travail d'Anvers a rendu au cours de cette même période six avis répartis comme suit: 2018 (aucun avis), 2019 (un avis écrit et un avis oral), 2020 (deux avis écrits et un avis oral), 2021 (un avis oral) et 2022 (aucun avis).

Il en ressort qu'aucune évolution notable n'est à relever, si ce n'est éventuellement en ce qui concerne l'Auditorat général de Liège qui n'a plus rendu d'avis depuis 2019. Ce faisant, cette entité s'est seulement alignée sur la pratique générale des autres ressorts, la matière, comme la question l'indique, n'étant pas communicable en application de la COL 13/2015 révisée les 23 novembre 2018 et 9 décembre 2022.

DO 2022202318402

Question n° 1615 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Le centre d'observation clinique sécurisé.

Dans certaines affaires pénales, une expertise psychiatrique médico-légale peut être effectuée en vue de déterminer un possible trouble mental chez un suspect. En détention préventive, un suspect soumis à une telle expertise peut être placé en observation pour une période de maximum deux mois.

Dans l'attente de l'ouverture de la prison de Haren, un centre d'observation clinique sécurisé (COCS) a été créé temporairement à la prison de Saint-Gilles. Celui-ci peut accueillir 30 détenus. Je vous ai déjà posé la question écrite n° 455 à ce sujet le 7 avril 2021. Vous avez répondu, le 26 mai 2021, qu'une seule mise en observation avait été ordonnée (*Questions et Réponses*, Chambre, 2020-2021, n° 53 du 27 mai 2021). Dans votre réponse du 15 mars 2022 à la question écrite n° 984 du 26 janvier 2022, vous avez répondu que jusqu'à cette date-là, trois personnes au total y avaient été placées (*Questions et Réponses*, Chambre, 2021-2022, n° 80 du 18 mars 2022).

1. Combien de mises en observation ont été requises à ce jour? Combien de jours d'observation y a-t-il eu à ce jour?

Het Auditoraat Luik heeft in de loop van die periode één schriftelijk advies en vijf mondelinge adviezen verleend. Op verzoek van de rechtbank gaat het soms ook over tot opsporingshandelingen zonder advies uit te brengen.

Het arbeidsauditoraat Antwerpen heeft in de loop van dezelfde periode zes adviezen verleend, verdeeld als volgt: 2018 (geen adviezen), 2019 (één schriftelijk advies en één mondeling advies), 2020 (twee schriftelijke adviezen en één mondeling advies), 2021 (één mondeling advies) en 2022 (geen adviezen)

Er vallen dus geen noemenswaardige ontwikkelingen te melden, behalve eventueel dat het Arbeidsauditoraat-generaal Luik geen adviezen meer heeft verleend sinds 2019. De entiteit heeft zo enkel de algemene handelwijze van de andere ressorten overgenomen. Zoals in de vraag is aangegeven, is het, met toepassing van COL 13/2015, herzien op 23 november 2018 en 9 december 2022, immers geen materie waarin de mededeling is verplicht.

DO 2022202318402

Vraag nr. 1615 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Het beveiligd klinisch observatiecentrum.

Voor bepaalde strafzaken kan een forensisch psychiatisch deskundigenonderzoek worden uitgevoerd met het oog op de bepaling van een mogelijke geestesstoornis van een verdachte. Indien een verdachte zich in voorlopige hechtenis bevindt kan dit onderzoek ook gepaard gaan met een inobservatiestelling van maximaal twee maanden.

In afwachting van de opening van de gevangenis in Haren werd een tijdelijk beveiligd klinisch observatiecentrum (BKOC) ingericht in de gevangenis van Sint-Gillis. De capaciteit is 30 gedetineerden. Ik heb u hierover reeds schriftelijke vraag nr. 455 gesteld van 7 april 2021. U antwoordde op 26 mei 2021 dat er nog maar één inobservatiestelling was bevolen (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2020-2021, nr. 53 van 27 mei 2021). In uw antwoord van 15 maart 2022 op schriftelijke vraag nr. 984 van 26 januari 2022 antwoordde u dat er tot op dat moment in totaal drie personen werden geplaatst (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2021-2022, nr. 80 van 18 maart 2022).

1. Hoeveel inobservatiestellingen werden tot heden bevolen? Hoeveel observatiedagen zijn er tot dusver geweest?

2. Au vu du petit nombre de mises en observation, a-t-on rencontré des problèmes au niveau de l'application de l'article 6 de la loi relative à l'internement? Dans l'affirmative, lesquels et quelles solutions seront apportées? Êtes-vous disposé à interroger les acteurs de terrain à ce sujet?

3. Nous avons appris que certains juges d'instruction n'avaient pas été informés de la possibilité de ces mises en observation au sein du centre d'observation. Que ferez-vous à court terme pour veiller à ce qu'ils en soient informés, afin que cette possibilité soit exploitée au maximum?

4. Au sein de la commission de la Justice, le 20 septembre 2022, vous avez répondu, dans le cadre du débat d'actualité sur la prison de Haren, que la mise en service de la prison se déroulerait en plusieurs phases, l'objectif étant de finaliser l'intégralité de l'"occupation" pour l'été 2023. Quand vous attendez-vous à pouvoir ouvrir le COCS à Haren?

5. Un centre d'observation clinique sécurisé a été créé temporairement à la prison de Saint-Gilles.

a) En réponse à ma question antérieure, vous avez indiqué que vous prévoiriez 24 profils (directeur, expert administratif, assistant social, psychologue, personnel infirmier, personnel soignant et bacheliers (kinésithérapie, ergothérapie, etc.)). L'inspection des Finances a émis un avis favorable le 7 novembre 2019. Quand les effectifs prévus ci-dessus ont-ils été atteints? Comment ceux-ci ont-ils évolué? Quels sont les effectifs actuels?

b) Toujours dans votre réponse à ma question antérieure, vous avez indiqué que l'annexe psychiatrique se composait de deux sections superposées et que le COCS se situerait dans la section B (premier étage). Un dossier était en cours à la Régie des Bâtiments en vue d'adapter l'infrastructure aux objectifs d'un COCS. Une seule firme a été désignée, après quoi le dossier a été transmis à l'Inspection des Finances. Une fois que celle-ci avait marqué son accord, les travaux pouvaient être planifiés. Quand ces travaux ont-ils été réalisés? Quel en était le coût?

6. Quels enseignements ont déjà pu être tirés du fonctionnement à Saint-Gilles en vue d'un fonctionnement optimal à Haren?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1615 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.):

1. Depuis l'ouverture du Centre d'Observation Clinique Sécurisé (COCS), seulement deux détenus y ont séjourné.

2. Zijn er, gelet op de geringe inobservatiestellingen, problemen met de toepassing van artikel 6 van de wet betreffende de internering? Zo ja, welke en wat zijn de oplossingen die hieraan zullen worden verleend? Bent u bereid om het werkveld hierover te bevragen?

3. We vernemen dat er onderzoeksrechters zijn die niet op de hoogte zijn van de mogelijkheid van deze inobservatiestellingen bij het observatiecentrum. Wat zult u doen om er op korte termijn voor te zorgen dat zij op de hoogte zijn zodat deze mogelijkheid maximaal benut wordt?

4. In de commissie voor Justitie antwoordde u op 20 september 2022 naar aanleiding van het actualiteitsdebat over de gevangenis van Haren dat de gevangenis gefaseerd in gebruik zal worden genomen. De volledige inhuizing, zoals dat heet, zou rond zijn tegen de zomer van 2023. Wanneer verwacht u de opening van het BKOC in Haren?

5. Er werd tijdelijk een observatiecentrum ingericht in de gevangenis van Sint-Gillis.

a) In antwoord op mijn eerdere vraag deelde u mee dat er 24 profielen zouden worden voorzien (directeur, administratief deskundige, maatschappelijk assistent, psycholoog, verpleging, zorgpersoneel en bachelors (kinesithérapie, ergotherapie, enz.)). De inspectie van Financiën gaf een gunstig advies op 7 november 2019. Wanneer werd deze personeelsbezetting bereikt? Hoe evolueerde deze personeelsbezetting? Wat is de huidige personeelsbezetting?

b) Eveneens in antwoord op de eerdere vraag deelde u mee dat de psychiatrische annex bestaat uit twee boven elkaar gelegen secties waarvan het BKOC zich zal bevinden op de B-sectie (eerste verdieping). Er liep een dossier bij de Regie der Gebouwen om de infrastructuur aan te passen aan de doelstellingen van een BKOC. Eén firma werd aangeduid waarna het dossier werd overgemaakt aan de inspectie van Financiën. Na akkoord konden de werken worden ingepland. Wanneer werden de werken uitgevoerd? Wat was de kostprijs van deze werken?

6. Welke lessen werden er al getrokken uit de werking in Sint-Gillis met het oog op een optimale werking in Haren?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1615 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.):

1. Sinds de opstart van het Beveiligd Klinisch Observatiecentrum (BKOC) verbleven er slechts twee gedetineerden.

2. Pour l'instant, aucun problème n'a été signalé concernant l'application de cet article de la loi relatif à l'internement.

3. Le COCS a été créé à la prison de Bruxelles par arrêté royal du 5 décembre 2019 et est entré en service dès le 1er janvier 2020. Il était ainsi donné exécution à la nouvelle loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, telle que modifiée par la loi du 4 mai 2016. Une large communication a été faite à ce sujet, si bien qu'on peut supposer que tous les juges d'instruction en sont informés. Il n'y pas de raison de supposer qu'une information complémentaire soit nécessaire, aucun écho de manque d'information n'ayant été amené.

4. La création provisoire a effectivement été prévue à la prison de Saint-Gilles, dans l'attente de l'emménagement définitif dans la nouvelle prison de Haren. Celui-ci est prévu dans le courant de l'année 2023, mais la date précise de déménagement du COCS n'a pas encore été fixée.

5. a) Entre-temps, quatre éducateurs, deux ergothérapeutes, un infirmier psychiatrique et un assistant social ont déjà pu être recrutés. Les profils suivants sont encore recherchés: dix infirmiers psychiatriques, un ergothérapeute, un éducateur et un psychologue.

5. b) Les travaux prévus dans des bureaux et des postes d'observation à Saint-Gilles ont été dûment réalisés et ils ont été pris en charge par la Régie des Bâtiments.

6. Le faible nombre de détenus qui ont séjourné au COCS jusqu'à présent ne permet pas d'effectuer une évaluation de son fonctionnement. Toutefois, les deux dossiers ont pu être traités et finalisés correctement.

DO 2022202318403

Question n° 1616 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Auteurs récidivistes de traite des êtres humains.

Le 6 décembre 2022, le rapport intitulé *Dadermonitor mensenhandel 2017-2021* a été publié aux Pays-Bas. Une distinction est établie entre quatre formes de traite des êtres humains, à savoir l'exploitation sexuelle dans un contexte national, l'exploitation sexuelle transfrontalière, l'exploitation par le travail et l'exploitation criminelle. Les prélèvements forcés d'organes ne sont signalés et détectés qu'incidemment.

2. Er werden vooralsnog geen problemen gemeld omtrent de toepassing van dit artikel in de interneringswet.

3. Het BKOC werd bij koninklijk besluit van 5 december 2019 opgericht bij de gevangenis van Brussel en trad reeds in werking op 1 januari 2020. Daarmee werd uitvoering gegeven aan de nieuwe interneringswet van 5 mei 2014, zoals gewijzigd bij wet van 4 mei 2016. Hierover werd breed gecommuniceerd, zodat kan worden verondersteld dat iedere onderzoeksrechter hiervan toch op de hoogte is. Er is geen reden om aan te nemen dat verdere informatie nodig is, aangezien er geen meldingen van een gebrek aan informatie zijn ontvangen.

4. De tijdelijke inrichting werd inderdaad voorzien in de gevangenis van Sint-Gillis, in afwachting van de definitieve inhuizing in de nieuwe gevangenis van Haren. Deze is voorzien in de loop van 2023 maar de precieze datum voor de verhuis van het BKOC werd nog niet vastgelegd.

5. a) Inmiddels konden er al vier opvoeders, twee ergotherapeuten, één psychiatrisch verpleegkundige, en één maatschappelijk assistent worden aangeworven. Volgende profielen worden nog gezocht: tien psychiatrisch verpleegkundigen, één ergotherapeut, één opvoeder en één psycholoog.

5. b) De geplande werken aan bureaus en observatieruimten in St-Gillis werden terdege uitgevoerd en werden ten laste genomen door de Regie der Gebouwen.

6. Het geringe aantal gedetineerden dat in het BKOC tot op heden verbleef, maakt een evaluatie van het functioneren ervan niet mogelijk. Evenwel konden de twee dossiers wel correct worden behandeld en afgewerkt.

DO 2022202318403

Vraag nr. 1616 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Recidive bij daders mensenhandel.

Op 6 december 2022 verscheen in Nederland het verslag *Dadermonitor mensenhandel 2017-2021*. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen vier vormen van mensenhandel, namelijk binnenlandse seksuele uitbuiting, grensoverschrijdende seksuele uitbuiting, arbeidsuitbuiting en criminele uitbuiting. Gedwongen orgaanverwijdering wordt slechts incidenteel signaleerd en opgespoord.

En ce qui concerne les infractions commises à répétition/la récidive, les chiffres montrent que plus d'un tiers (36 %) des auteurs d'actes d'exploitation sexuelle commis dans un contexte national récidivent dans les deux ans. Ce chiffre est élevé par rapport au taux global de récidive des auteurs adultes d'actes criminels en général. Après cinq et sept ans, les taux de récidive sont respectivement de 58 % et 65 %. Ces taux de récidive montrent que la récidive est plutôt la règle que l'exception pour les auteurs d'actes d'exploitation sexuelle commis dans un contexte national.

1. a) Des chiffres en matière de récidive sont-ils disponibles dans notre pays, s'agissant de la traite des êtres humains en général et s'agissant de l'exploitation sexuelle en particulier? Dans l'affirmative, veuillez fournir un aperçu pour les cinq dernières années.

b) Constate-t-on une évolution au fil des années?

2. S'il n'existe pas de chiffres en matière de récidive, ces chiffres seront-ils disponibles lorsque le moniteur de la récidive sera opérationnel?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1616 de Monsieur le député Ben Segers du 12 janvier 2023 (N.):

1. a) Non, ces chiffres ne sont pas encore disponibles.

b) Par conséquent, aucune évolution ne peut être signalée à ce sujet.

2. Il est possible de regarder dans un moniteur de récidive jusqu'au niveau de faits précis (comme la traite des êtres humains p. ex.). Il s'agit d'un travail en cours, dans lequel le SPF Justice, en collaboration avec l'Institut national de Criminologie et de Criminologie, travaille sur une première version d'un moniteur de récidive qui devra être encore étoffé par la suite.

DO 2022202318404

Question n° 1617 de Monsieur le député Tom Van Grieken du 12 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

L'attribution de la nationalité belge en raison de la naissance en Belgique.

L'article 10, §§ 1 et 2 du Code de la nationalité belge précise ce qui suit:

"§ 1. Est Belge, l'enfant né en Belgique et qui, à un moment quelconque avant l'âge de dix-huit ans ou l'émancipation antérieure à cet âge ne possède aucune autre nationalité.

Wat herhaald daderschap/recidive betreft blijkt uit de cijfers dat ruim één derde (36 %) van de daders van binnenlandse seksuele uitbuiting recidiveert binnen twee jaar. Dit cijfer ligt hoog in vergelijking met het algemene recidivepercentage bij volwassen daders van criminaliteit in het algemeen. Na vijf en zeven jaar bedraagt het recidivecijfer respectievelijk 58 % en 65 %. Deze recidivepercentages tonen aan dat recidive voor daders van binnenlandse seksuele uitbuiting eerder regel dan uitzondering is.

1. a) Zijn er voor ons land recidivecijfers beschikbaar, in het algemeen wat mensenhandel betreft en wat seksuele uitbuiting betreft in het bijzonder? Zo ja, graag een overzicht van de voorbije vijf jaar.

b) Is doorheen de jaren een evolutie merkbaar?

2. Indien er geen recidivecijfers voorhanden zijn, zullen deze cijfers beschikbaar zijn bij het operationeel worden van de recidivemonitor?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1616 van De heer volksvertegenwoordiger Ben Segers van 12 januari 2023 (N.):

1. a) Nee, die cijfers zijn vooralsnog niet beschikbaar.

b) Bijgevolg kan er hierover geen evolutie vermeld worden.

2. Het is mogelijk om in een recidivemonitor tot op het niveau van specifieke feiten te gaan kijken (bijv. mensenhandel). Dit is work in progress, waarbij de FOD Justitie in samenwerking met het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie werkt aan een eerste versie van een recidivemonitor die nadien verder moet uitgebreid worden.

DO 2022202318404

Vraag nr. 1617 van De heer volksvertegenwoordiger Tom Van Grieken van 12 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Toekenning Belgische nationaliteit op grond van de geboorte in België.

Artikel 10, §§ 1 en 2 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit luidt als volgt:

"§ 1. Belg is het kind geboren in België en dat, op gelijk welk ogenblik voor de leeftijd van achttien jaar of voor de ontvoogding voor die leeftijd, geen andere nationaliteit bezit.

Toutefois, l'alinéa 1er ne s'appliquera pas si l'enfant peut obtenir une autre nationalité moyennant l'accomplissement par son ou ses représentants légaux d'une démarche administrative auprès des autorités diplomatiques ou consulaires du pays de ses auteurs ou de l'un de ceux-ci.

Le représentant légal de l'enfant transmet à l'officier de l'état civil du lieu de naissance de l'enfant toutes les pièces utiles dont il dispose. En cas de doute sur l'absence de nationalité de l'enfant, l'officier de l'état civil demande l'avis du procureur du Roi. Dans ce cas, il lui transmet une copie du dossier. L'avis est rendu à bref délai par le procureur du Roi.

§ 2. L'enfant nouveau-né trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être né en Belgique."

L'article 11, alinéa 1er, 1° du Code de la nationalité belge précise ce qui suit:

"Les enfants suivants sont Belges sur la base d'une naissance en Belgique:

1° l'enfant né en Belgique, pour autant qu'un de ses auteurs au moins:

- a) soit né lui-même en Belgique;
- b) et ait eu sa résidence principale en Belgique durant cinq ans au cours des dix années précédant la naissance de l'enfant."

1. À combien de personnes la nationalité belge a-t-elle été attribuée sur la base de l'article 10, § 1 du Code de la nationalité belge? Veuillez chaque fois fournir un relevé pour les cinq dernières années, avec une répartition par an.

2. À combien de personnes la nationalité belge a-t-elle été attribuée sur la base de l'article 10, § 2 du Code de la nationalité belge?

3. À combien de personnes la nationalité belge a-t-elle été attribuée sur la base de l'article 11, alinéa 1er, 1° du Code de la nationalité belge? Veuillez fournir le même relevé avec indication de la nationalité du parent qui a ouvert le droit à la nationalité belge pour l'enfant.

Het eerste lid zal evenwel niet van toepassing zijn indien het kind een andere nationaliteit kan verkrijgen, mits zijn wettelijke vertegenwoordiger(s) administratieve handelingen verrichten bij de diplomatieke of consulaire overheden van het land van de ouders of van één van hen.

De wettelijke vertegenwoordiger van het kind zendt alle nuttige stukken waarover hij beschikt over aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het kind geboren is. In geval van twijfel over het ontbreken van nationaliteit van het kind, vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings. In dat geval zendt hij hem een afschrift van het dossier. Het advies wordt op korte termijn verstrekt door de procureur des Konings.

§ 2. Het in België gevonden pasgeboren kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld in België te zijn geboren".

Artikel 11, eerste lid, 1° van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit stelt dat:

"Volgende kinderen zijn Belg op grond van geboorte in België:

1° het kind in België geboren, voor zover minstens één van de ouders:

- a) zelf in België is geboren;
- b) en gedurende vijf jaar in de loop van tien jaar voorafgaand aan de geboorte van het kind zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gehad".

1. Aan hoeveel personen werd de Belgische nationaliteit toegekend op grond van artikel 10, § 1 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit? Graag telkens een overzicht van de afgelopen vijf jaar, opgesplitst per jaar.

2. Aan hoeveel personen werd de Belgische nationaliteit toegekend op grond van artikel 10, § 2 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit?

3. Aan hoeveel personen werd de Belgische nationaliteit toegekend op grond van artikel 11, eerste lid, 1° van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit? Graag eenzelfde overzicht met vermelding van de nationaliteit van de ouder dat het recht op de Belgische nationaliteit van het kind opende.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 février 2023, à la question n° 1617 de Monsieur le député Tom Van Grieken du 12 janvier 2023 (N.):

La réponse à cette question a été transmise directement à l'honorable membre. Étant donné son ampleur, cette réponse n'a pas été insérée dans le *Bulletin des Questions et Réponses*. Sur simple demande, le greffe de la Chambre des représentants transmettra les documents (*questions.ecrites@lachambre.be*).

DO 2022202318491

Question n° 1632 de Monsieur le député Tom Van Grieken du 20 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Moyens issus du fonds de relance NextGenerationEU.

En 2021, la Commission européenne a créé le fonds de relance *NextGenerationEU* pour faire face aux conséquences de la crise du coronavirus et financer la reconstruction de l'économie. Selon le site web *nextgenbelgium.be*, le budget fédéral consacré à ce programme s'élève à 2,9 milliards d'euros, répartis sur 49 projets différents.

Veuillez faire le point sur la situation dans vos domaines de compétence.

1. Qui (institution, organisation ou entreprise) reçoit concrètement combien de moyens issus du fonds de relance?

2. Quel est, par bénéficiaire, l'état actuel de la mise en oeuvre de ces projets?

3. Quelles enveloppes sont encore en suspens dont les moyens n'ont pas encore été attribués?

4. a) Quelles missions d'avis le pouvoir fédéral a-t-il attribuées à quels bureaux de consultance?

b) Quel est le coût de chacune de ces missions d'avis?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1632 de Monsieur le député Tom Van Grieken du 20 janvier 2023 (N.):

La réponse à la question est coordonnée par le secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques (question n° 188 du 20 janvier 2023).

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 februari 2023, op de vraag nr. 1617 van De heer volksvertegenwoordiger Tom Van Grieken van 12 januari 2023 (N.):

Het antwoord op deze vraag werd rechtstreeks naar het geachte Kamerlid gestuurd. Door de omvang ervan werd het antwoord niet opgenomen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden*. Op verzoek zal de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers de documenten bezorgen (*schriftelijke.vragen@dekamer.be*).

DO 2022202318491

Vraag nr. 1632 van De heer volksvertegenwoordiger Tom Van Grieken van 20 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Middelen NextGenerationEU.

De Europese Commissie richtte in 2021 het herstelfonds *NextGenerationEU* op om de gevolgen van de coronacrisis op te vangen en de wederopbouw van de economie te financieren. Volgens de webstek *nextgenbelgium.be* bedraagt het federale budget hiervoor 2,9 miljard euro, gespreid over 49 verschillende projecten.

Graag een stand van zaken voor wat uw beleidsdomeinen betreft.

1. Wie (instelling, organisatie of bedrijf) ontvangt concreet hoeveel middelen uit het herstelfonds?

2. Wat is, per ontvanger, de huidige status van de implementatie van deze projecten?

3. Welke enveloppes staan nog uit waarvan de middelen nog niet werden toegewezen?

4. a) Welke adviesopdrachten zijn door de federale overheid toegekend aan welke adviesbureaus?

b) Wat is de kostprijs van elk van deze adviesopdrachten?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1632 van De heer volksvertegenwoordiger Tom Van Grieken van 20 januari 2023 (N.):

Het antwoord op de vraag wordt gecoördineerd door de staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings (vraag nr. 188 van 20 januari 2023).

DO 2022202318540

Question n° 1640 de Madame la députée Kristien Van Vaerenbergh du 24 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Changements de langue devant le tribunal de police.

Lorsqu'un changement de langue est accordé, cela se traduit par un retard dans la procédure judiciaire et peut faciliter la prescription/l'impunité.

1. Veuillez indiquer, à chaque fois pour les cinq dernières années, le nombre de jugements interlocutoires par lesquels un changement de langue a été accordé devant les tribunaux de police dans l'arrondissement de Bruxelles.

2. Le nombre de jugements interlocutoires par lesquels un changement de langue a été accordé devant les tribunaux de police dans le reste du pays.

3. Le nombre de recours contre des jugements (interlocutoires) concernant un changement de langue dans l'arrondissement de Bruxelles.

4. Le nombre total de recours traités par le tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles contre des jugements d'un tribunal de police.

5. Le nombre de prescriptions prononcées en appel par le tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles contre des jugements d'un tribunal de police.

6. Le nombre total de recours traités par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles contre des jugements d'un tribunal de police.

7. Le nombre de prescriptions prononcées en appel par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles contre des jugements d'un tribunal de police.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1640 de Madame la députée Kristien Van Vaerenbergh du 24 janvier 2023 (N.):

1 à 3. Le Collège des cours et tribunaux ne dispose pas de chiffres concernant ces décisions précises.

4 et 6. L'honorable membre trouvera ces informations sur le site de cours et tribunaux:

- Fr: <https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/statistiques>

- NL: <https://www.tribunaux-rechtbanken.be/nl/statistieken>.

DO 2022202318540

Vraag nr. 1640 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Kristien Van Vaerenbergh van 24 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Taalwijzigingen voor de politierechtbank.

Wanneer een taalwijziging wordt toegestaan leidt dit tot een vertraging van de rechtsgang en kan dit de verjaring/straffeloosheid faciliteren.

1. Graag, telkens voor de laatste vijf jaar, het aantal tussenvonnissen waarbij taalwijziging wordt toegestaan bij de politierechtbanken in het arrondissement Brussel.

2. Het aantal tussenvonnissen waarbij taalwijziging wordt toegestaan bij de politierechtbanken in de rest van het land.

3. Het aantal beroepen tegen (tussen)vonnissen met betrekking tot een taalwijziging in het arrondissement Brussel.

4. Het totaal aantal behandelde beroepen door de Nederlandstalige Brusselse rechtbank van eerste aanleg tegen vonnissen van een politierechtbank.

5. Het aantal uitgesproken verjaringen in beroep door de Nederlandstalige Brusselse rechtbank van eerste aanleg tegen vonnissen van een politierechtbank.

6. Het totaal aantal behandelde beroepen door de Franstalige Brusselse rechtbank van eerste aanleg tegen vonnissen van een politierechtbank.

7. Het aantal uitgesproken verjaringen in beroep door de Franstalige Brusselse rechtbank van eerste aanleg tegen vonnissen van een politierechtbank.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1640 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Kristien Van Vaerenbergh van 24 januari 2023 (N.):

1 tot 3. Het College van hoven en rechtbanken beschikt niet over cijfers met betrekking tot deze specifieke beslissingen.

4 en 6. Deze informatie kan het geachte lid terugvinden op de site van de hoven en rechtbanken:

- Fr: <https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/statistiques>

- NL: <https://www.tribunaux-rechtbanken.be/nl/statistieken>

L'honorable membre trouvera l'information à la page 18/25 du PDF de notre dernière publication TPI section correctionnelle (2021). Les chiffres de ces dernières années sont également disponibles. Les chiffres de 2022 sont en cours de préparation pour une prochaine publication. Les tableaux vous donneront le détail par instance et pour le royaume entier.

5 et 7. Les chiffres demandés ne sont pas disponibles.

DO 2022202318569

Question n° 1644 de Monsieur le député Erik Gilissen du 25 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Les coffres à butin virtuels.

Le système de *loot boxes*, ou coffres à butin virtuels, principalement utilisé dans les jeux vidéo, n'est autorisé que sous certaines conditions. Lorsque ces coffres sont achetés avec de l'argent réel et que leur contenu relève de l'aléatoire, le système est considéré comme une forme de jeu de hasard. Les développeurs de jeu doivent dès lors les remplacer par un achat instantané, qui permet aux joueurs de connaître à l'avance les objets qu'ils achètent.

J'ai déjà abordé ce problème dans ma question écrite n° 1412 du 20 septembre 2022 (*Questions et Réponses*, Chambre, 2022-2023, n° 96).

Le Parlement européen a récemment adopté un rapport relatif à la protection des consommateurs de jeux vidéo en ligne. Dans ce rapport, il est demandé d'étudier l'impact des *loot boxes* ainsi que la manière dont elles sont vendues, et de prendre des mesures là où elles sont nécessaires.

1. En réponse à ma question n° 1412, vous avez indiqué que la Commission des jeux de hasard étudiait la question et qu'elle formulerait un avis à ce sujet. Quelles sont les grandes lignes de cet avis?

2. Vous avez également indiqué que sur la base de cet avis, les ministres compétents et la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs examineraient s'il convient de prendre des mesures supplémentaires. Quelles mesures supplémentaires jugez-vous pertinentes?

3. Avez-vous pris connaissance du rapport européen et quelles recommandations comptez-vous retenir?

Onder de kerncijfers van 2021 vindt het geachte lid de informatie op bladzijde 18/25 van de pdf van onze laatste publicatie REA correctionele sectie (2021). Ook de cijfers van de vorige jaren zijn beschikbaar. De cijfers van 2022 worden nog voorbereid voor een aanstaande publicatie. De tabellen geven het detail per instantie en voor het hele koninkrijk.

5 en 7. De gevraagde cijfers zijn niet beschikbaar.

DO 2022202318569

Vraag nr. 1644 van De heer volksvertegenwoordiger Erik Gilissen van 25 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Lootboxes.

Het systeem van *lootboxes* of virtuele schatkistjes, dat vooral in games wordt gebruikt, is enkel toegestaan onder bepaalde voorwaarden. Wanneer de *lootboxes* met echt geld worden aangeschaft en wanneer de inhoud ervan aan het toeval wordt overgelaten wordt, wordt het systeem beschouwd als een vorm van kansspel. Spelaanbieders moeten de *lootboxes* dan vervangen door een *direct buy*, waarbij de spelers van tevoren bekende items kopen.

In mijn schriftelijke vraag nr. 1412 van 20 september 2022 (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2022-2023, nr. 96) heb ik u hierover reeds enkele vragen gesteld.

Het Europees Parlement heeft recent een rapport aangenomen over het beschermen van consumenten bij online videogames. Het rapport roept op de impact van *lootboxes* te onderzoeken, na te gaan op welke manier *lootboxes* worden verkocht en waar nodig maatregelen te nemen.

1. In antwoord op mijn schriftelijke vraag nr. 1412 gaf u aan dat de Kansspelcommissie bezig was met een onderzoek naar de problematiek van de *lootboxes* en dat zij hieromtrent een advies zou uitwerken. Wat zijn de krachtlijnen van dit advies?

2. U gaf eveneens aan dat op basis van dat advies de verschillende bevoegde ministers en de staatssecretaris voor Consumentenbescherming zouden nagaan of er bijkomende maatregelen aan de orde waren. Welke bijkomende maatregelen acht u aangewezen?

3. Hebt u kennis genomen van het Europese rapport en welke aanbevelingen zal u overnemen?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 28 février 2023, à la question n° 1644 de Monsieur le député Erik Gilissen du 25 janvier 2023 (N.):

1. La Commission des jeux de hasard est d'avis que sur la base de la définition des jeux de hasard contenue à l'article 2, 1°; de la loi sur les jeux de hasard, les *lootboxes* constituent une forme de jeu de hasard. La loi sur les jeux de hasard interdisant tous les jeux de hasard sans licence préalable, et ne prévoyant pas de licence pour l'exploitation des *lootboxes*, ces dernières tombent donc sous le coup de l'interdiction générale. Selon la commission des jeux de hasard, cette interdiction générale est difficile à faire respecter.

La Commission des jeux de hasard recommande donc d'examiner dans quelle mesure il serait possible de prévoir un cadre juridique, associé à des conditions strictes, en vue de pouvoir proposer des *lootboxes* de manière légale.

Pour mener à bien cette démarche, deux choses sont nécessaires. Tout d'abord, une modification de la loi sur les jeux de hasard est nécessaire, car le texte de loi actuel ne permet pas de prévoir des modalités spécifiques. Deuxièmement, une consultation plus large de toutes les instances concernées doit avoir lieu en vue d'élaborer plus avant ces modalités. À cette fin, la Commission des jeux de hasard est actuellement en contact avec les différents secteurs concernés et d'autres autorités compétentes.

2 et 3. Dans son rapport du 19 décembre 2022, le Parlement européen demande à la Commission européenne d'étudier l'impact des *lootboxes* et de prendre des mesures si nécessaire. Nous attendons de voir quelles mesures la Commission européenne va proposer et, le cas échéant, les transposerons dans la législation belge.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 28 februari 2023, op de vraag nr. 1644 van De heer volksvertegenwoordiger Erik Gilissen van 25 januari 2023 (N.):

1. De Kansspelcommissie is van oordeel dat *lootboxes* op basis van de definitie van kansspelen in artikel 2, 1° van de Kansspelwet een vorm van kansspelen zijn. Aangezien de Kansspelwet alle kansspelen zonder voorafgaande vergunning verbiedt, en geen vergunning voorziet voor de exploitatie van *lootboxes*, vallen deze dus onder een algemeen verbod. Volgens de kansspelcommissie is dit algemeen verbod moeilijk te handhaven.

De Kansspelcommissie beveelt daarom aan om na te gaan of er een wettelijke omkadering voorzien kan worden om *lootboxes* op legale wijze aan te bieden, gekoppeld aan strikte voorwaarden.

Om dit te verwezenlijken, zijn twee zaken vereist. Ten eerste is een wijziging van de Kansspelwet nodig, want de huidige wettekst laat niet toe om nadere regels te bepalen. Ten tweede moet er een breder overleg komen met alle betrokken instanties, om deze regels verder uit te werken. Hiervoor staat de Kansspelcommissie momenteel in contact met de verschillende betrokken sectoren, en met andere bevoegde instanties.

2 en 3. In het rapport van 19 december 2022 roept het Europees Parlement de Europese Commissie op om de impact van *lootboxes* te onderzoeken en waar nodig maatregelen te nemen. Wij zullen afwachten welke maatregelen de Europese Commissie voorstelt en deze desgevallend omzetten naar Belgische wetgeving.

DO 2022202318589

Question n° 1650 de Monsieur le député Koen Geens du 25 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Détentions préventives inopérantes.

Lors d'un échange de vues sur l'administration pénitentiaire, en commission de la Justice, vous avez indiqué qu'il n'existait pas de statistiques relatives au nombre de suspects en détention préventive qui sont effectivement condamnés. Des chiffres existent pourtant sur le nombre de demandes d'indemnisation introduites pour cause de détention préventive inopérante ou induë. On parlerait de quelque 80 dossiers par an. Selon vous, ce chiffre serait inférieur à la réalité car toutes les personnes victimes d'une détention préventive inopérante n'introduisent pas de dossier.

Une détention provisoire inopérante signifie qu'il s'est avéré qu'indépendamment de la volonté du juge ayant ordonné la détention préventive, celle-ci n'était pas nécessaire. Une détention préventive illégale implique qu'une erreur a été commise, par exemple que les règles de procédure n'ont pas été respectées, et que la personne en question a donc droit à une indemnisation.

Veuillez indiquer, pour les cinq dernières années, le nombre de demandes d'indemnisation pour cause de détention préventive inopérante qui ont été introduites, par an, ainsi que la proportion de demandes déclarées fondées et de demandes rejetées (par an).

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1650 de Monsieur le député Koen Geens du 25 janvier 2023 (N.):

L'honorable membre trouvera ci-dessous les chiffres demandés tels qu'ils ont été actualisés au 6 décembre 2022.

Nombre de demandes d'indemnisation pour détention préventive inopérante:

- 2018: 89 (dont 71 dossiers néerlandophones et 18 dossiers francophones);
- 2019: 88 (dont 62 dossiers néerlandophones et 26 dossiers francophones);
- 2020: 76 (dont 44 dossiers néerlandophones et 32 dossiers francophones);
- 2021: 80 (dont 44 dossiers néerlandophones et 36 dossiers francophones);
- 2022: 74 (dont 52 dossiers néerlandophones et 22 dossiers francophones).

DO 2022202318589

Vraag nr. 1650 van De heer volksvertegenwoordiger Koen Geens van 25 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Onwerkzame voorlopige hechtenissen.

Tijdens een gedachtewisseling over het gevangeniswezen in de commissie Justitie, deelde u mee dat er geen cijfers bestaan over hoeveel verdachten in voorlopige hechtenis ook werkelijk veroordeeld worden. Wel bestaan er cijfers over hoeveel verzoeken tot schadevergoeding wegens een onwerkzame of onwerkdadige voorlopige hechtenis werden ingediend. Er zouden zo'n 80-tal dossiers per jaar zijn. U voegde daar nog aan toe dat dit een onderschatting zou zijn omdat niet iedereen die geconfronteerd werd met een onwerkzame voorlopige hechtenis een dossier indient.

Een onwerkzame voorlopige hechtenis houdt in dat onafhankelijk van de wil van hen die de voorlopige hechtenis gelastten, de voorlopige hechtenis onnodig blijkt te zijn geweest. Een onwettige voorlopige hechtenis impliceert dat er een fout werd gemaakt, zoals bijv. een miskenning van de procedureregels, en de persoon in kwestie daarom recht heeft op een schadevergoeding.

Graag voor de voorbije vijf jaar het aantal verzoeken tot schadevergoeding wegens een onwerkzame voorlopige hechtenis dat per jaar werd ingediend, alsook welk aandeel van de dossiers gegrond werd verklaard en welk aandeel werd afgewezen (per jaar).

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1650 van De heer volksvertegenwoordiger Koen Geens van 25 januari 2023 (N.):

Hierbij vindt het geachte lid de gevraagde cijfers zoals deze laatst geactualiseerd werden op 6 december 2022.

Aantal ingediende aanvragen tot vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis:

- 2018: 89 (waarvan 71 Nederlandstalige dossiers en 18 Franstalige dossiers);
- 2019: 88 (waarvan 62 Nederlandstalige dossiers en 26 Franstalige dossiers);
- 2020: 76 (waarvan 44 Nederlandstalige dossiers en 32 Franstalige dossiers);
- 2021: 80 (waarvan 44 Nederlandstalige dossiers en 36 Franstalige dossiers);
- 2022: 74 (waarvan 52 Nederlandstalige dossiers en 22 Franstalige dossiers).

Nombre de demandes définitivement approuvées soit par le ministre de la Justice, soit par la Commission de détention préventive inopérante:

- 2018: 65 (dont 50 dossiers néerlandophones et 15 dossiers francophones);
- 2019: 59 (dont 42 dossiers néerlandophones et 17 dossiers francophones);
- 2020: 28 (dont 15 dossiers néerlandophones et 13 dossiers francophones);
- 2021: 30 (dont 12 dossiers néerlandophones et 18 dossiers francophones);
- 2022: 6 (dont 3 dossiers néerlandophones et 3 dossiers francophones).

Nombre de refus de demandes d'indemnisation pour détention préventive inopérante:

- 2018: 24 (dont 21 dossiers néerlandophones et 3 dossiers francophones);
- 2019: 29 (dont 20 dossiers néerlandophones et 9 dossiers francophones);
- 2020: 47 (dont 29 dossiers néerlandophones et 18 dossiers francophones);
- 2021: 30 (dont 26 dossiers néerlandophones et 4 dossiers francophones);
- 2022: 24 (dont 13 dossiers néerlandophones et 11 dossiers francophones).

Nombre de recours introduits auprès de la Commission de détention préventive inopérante:

- 2018: 20 (dont 15 dossiers néerlandophones et 5 dossiers francophones);
- 2019: 26 (dont 17 dossiers néerlandophones et 9 dossiers francophones);
- 2020: 28 (dont 19 dossiers néerlandophones et 9 dossiers francophones);
- 2021: 27 (dont 14 dossiers néerlandophones et 13 dossiers francophones);
- 2022: 10 (dont 9 dossiers néerlandophones et 1 dossier francophone).

Pour les années 2021 et 2022, les chiffres ne sont pas encore définitifs pour deux raisons:

- conformément à l'article 28, § 3, de la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, le ministre de la Justice dispose d'un délai de six mois pour statuer, ce qui a pour effet qu'une partie des demandes introduites en 2022 seront encore traitées en 2023;
- divers dossiers de l'année 2021 et de l'année 2022 sont encore en cours devant la Commission de détention préventive inopérante.

Aantal definitief goedgekeurde aanvragen hetzij door de minister van Justitie of door de Commissie voor onwerkzame voorlopige hechtenis:

- 2018: 65 (waarvan 50 Nederlandstalige dossiers en 15 Franstalige dossiers);
- 2019: 59 (waarvan 42 Nederlandstalige dossiers en 17 Franstalige dossiers);
- 2020: 28 (waarvan 15 Nederlandstalige dossiers en 13 Franstalige dossiers);
- 2021: 30 (waarvan 12 Nederlandstalige dossiers en 18 Franstalige dossiers);
- 2022: 6 (waarvan 3 Nederlandstalige dossiers en 3 Franstalige dossiers).

Aantal weigeringen van de ingediende aanvragen tot vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis:

- 2018: 24 (waarvan 21 Nederlandstalige dossiers en 3 Franstalige dossiers);
- 2019: 29 (waarvan 20 Nederlandstalige dossiers en 9 Franstalige dossiers);
- 2020: 47 (waarvan 29 Nederlandstalige dossiers en 18 Franstalige dossiers);
- 2021: 30 (waarvan 26 Nederlandstalige dossiers en 4 Franstalige dossiers);
- 2022: 24 (waarvan 13 Nederlandstalige dossiers en 11 Franstalige dossiers).

Aantal ingestelde beroepen bij de Commissie voor onwerkzame voorlopige hechtenis:

- 2018: 20 (waarvan 15 Nederlandstalige dossiers en 5 Franstalige dossiers);
- 2019: 26 (waarvan 17 Nederlandstalige dossiers en 9 Franstalige dossiers);
- 2020: 28 (waarvan 19 Nederlandstalige dossiers en 9 Franstalige dossiers);
- 2021: 27 (waarvan 14 Nederlandstalige dossiers en 13 Franstalige dossiers);
- 2022: 10 (waarvan 9 Nederlandstalige dossiers en 1 Franstalig dossier).

Voor de jaren 2021 en 2022 zijn de cijfers nog niet definitief omwille van twee redenen:

- conform artikel 28 § 3 van de Wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis heeft de minister van Justitie een termijn van zes maanden om een beslissing te nemen wat tot gevolg heeft dat een deel van aanvragen die in 2022 werden ingediend nog in 2023 behandeld zullen worden;
- er zijn nog verscheidene dossiers van het jaar 2021 en het jaar 2022 lopende voor de Commissie voor onwerkzame hechtenis.

DO 2022202318590

Question n° 1651 de Madame la députée Marijke Dillen du 25 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Bilan du traité signé avec les Émirats arabes unis.

En décembre 2021, vous avez signé un traité avec les Émirats arabes unis autorisant l'extradition de trafiquants de drogue. Aujourd'hui, plus d'un an après la signature de ce traité, je souhaiterais savoir ce qui en résulte.

1. Combien de dossiers ont-ils fait l'objet d'une demande d'extradition de suspects?
2. Dans combien de dossiers, un suspect a-t-il effectivement été extradé?
3. Pourriez-vous indiquer le nombre de dossiers pour lesquels la demande d'extradition adressée par les autorités belges a été rejetée par les organes compétents des Émirats Arabes Unis? Pour quels motifs ces demandes ont-elles été rejetées?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 23 février 2023, à la question n° 1651 de Madame la députée Marijke Dillen du 25 janvier 2023 (N.):

1. Si le traité a bien été signé le 9 décembre 2021, il n'est rentré en vigueur que le 1er novembre 2022 suite à l'échange des instruments de ratification. Depuis le 1er novembre 2022 jusqu'à mi-février, quatre demandes d'extradition ont été envoyées pour remise aux autorités émiraties. D'autres demandes sont en cours de finalisation et seront envoyées prochainement.

2. Une procédure d'extradition prend en moyenne six à huit mois. Le traité vient d'entrer en vigueur le 1er novembre, il est dès lors prématuré d'en évaluer les effets.

3. À l'heure actuelle, depuis le 1er novembre 2022, les autorités émiraties ne nous ont pas communiqué de décision de refus. Comme pour toute demande d'extradition envoyée, les Émirats Arabes Unis ont demandé de nombreuses informations et/ou documents supplémentaires. La plupart des compléments demandés étaient de nature purement formelle, pour ne pas dire formalistes, mais jusqu'à présent nous n'avons essuyé aucun refus.

DO 2022202318590

Vraag nr. 1651 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 25 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Resultaten Verdrag Verenigde Arabische Emiraten.

In december 2021 hebt u een Verdrag ondertekend met de Verenigde Arabische Emiraten waardoor drugsdelinquenten mogen worden uitgeleverd. We zijn inmiddels meer dan een jaar verder en ik had graag kennis van de actuele resultaten.

1. In hoeveel dossiers werd een verzoek gericht tot uitlevering van verdachten?
2. In hoeveel dossiers werd reeds daadwerkelijk een verdachte uitgeleverd?
3. Kunt u mededelen in hoeveel dossiers de bevoegde instanties in de Verenigde Arabische Emiraten het verzoek van de Belgische autoriteiten tot uitlevering hebben geweigerd? Wat waren de motieven om dit verzoek te weigeren?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 23 februari 2023, op de vraag nr. 1651 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 25 januari 2023 (N.):

1. Hoewel het verdrag op 9 december 2021 is ondertekend, is het maar op 1 november 2022 in werking getreden ingevolge de uitwisseling van de akten van bekrachtiging. Van 1 november 2022 tot midden februari zijn er vier verzoeken om uitlevering gericht aan de autoriteiten van de Verenigde Arabische Emiraten. Momenteel zijn er nog andere verzoeken in de afrondingsfase, en die worden binnenkort verzonden.

2. Een uitleveringsprocedure neemt gemiddeld zes tot acht maanden in beslag. Het verdrag is nog maar op 1 november in werking getreden, dus het is nog voorbarig om de gevolgen te evalueren.

3. De autoriteiten van de Verenigde Arabische Emiraten hebben ons tussen 1 november 2022 en vandaag nog geen beslissing tot weigering meegedeeld. Zoals voor elk verzonden verzoek om uitlevering hebben de Verenigde Arabische Emiraten ons om heel wat extra informatie en/of documenten verzocht. De meeste aanvullingen waarom werd verzocht, waren louter formeel, zelfs formalistisch van aard, maar tot nu toe zijn er nog geen weigeringen geweest.

DO 2022202318592

Question n° 1653 de Madame la députée Marijke Dillen du 25 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Répartition des tâches au sein de la police judiciaire fédérale.

Il est de notoriété publique que la police judiciaire fédérale (PJF) doit faire face à une importante pénurie de personnel. Elle est chargée de missions particulièrement importantes et manque d'effectifs pour les remplir. Au sein de la PJF, les unités spécialisées telles que la criminalité en matière de drogue, le terrorisme, la traite des êtres humains, la grande criminalité financière, etc. sont d'une nécessité absolue.

1. Pourriez-vous préciser le nombre d'effectifs qu'occupe chaque unité spécialisée au sein de la PJF? Veuillez ventiler votre réponse par arrondissement judiciaire.

2. Pourriez-vous indiquer le nombre d'effectifs supplémentaires par unité spécialisée qui seraient nécessaires afin de combler les pénuries? Veuillez ventiler votre réponse par arrondissement judiciaire.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1653 de Madame la députée Marijke Dillen du 25 janvier 2023 (N.):

1. Il est impossible de fournir la répartition fixe par spécialisation car c'est une donnée très évolutive, que chaque directeur est susceptible d'adapter en fonction de l'évolution des phénomènes, des besoins concrets des enquêtes et des missions confiées par les magistrats.

2. La répartition actuelle de la capacité selon les directions de la police judiciaire fédérale est reprise ci-dessous. Elle montre les déficits par rapport aux tableau organiques actuels. Pour ce qui concerne les besoins complémentaires de la police judiciaire fédérale, il est difficile de donner une image fixe des besoins dans chaque domaine dans chaque direction.

Je vous renvoie tout d'abord à la communication que le commissaire général de la police fédérale et le directeur général de la police judiciaire ont réalisé devant les commissions Intérieur et Justice les 17 mai 2022 et 15 juin 2022. Ensuite, je rappelle les mesures prises par le gouvernement le 17 juin 2022, en vue de garantir le remplacement des collaborateurs quittant le service, et de renforcer la police judiciaire fédérale avec 195 enquêteurs supplémentaires.

DO 2022202318592

Vraag nr. 1653 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 25 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Federale gerechtelijke politie. - Taakverdeling.

Dat de federale gerechtelijke politie (FGP) met een groot personeelstekort kampt, is algemeen geweten. Zij hebben bijzonder belangrijke opdrachten en moeten deze opdrachten vervullen met veel te weinig mankrachten. Specialisatie binnen de FGP, zoals drugcriminaliteit, terrorisme, mensenhandel, zware financiële criminaliteit, enz., is absoluut noodzakelijk.

1. Kunt u mededelen hoeveel mankrachten zich binnen de FGP bezighouden per afzonderlijke specialisatie? Graag een opsplitsing per gerechtelijk arrondissement.

2. Kunt u mededelen per gespecialiseerde eenheid hoe groot het tekort aan manschappen is? Graag een opsplitsing per gerechtelijk arrondissement.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1653 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Marijke Dillen van 25 januari 2023 (N.):

1. Het is onmogelijk de vaste verdeling per specialisatie te geven want het gaat om een gegeven dat elke directeur kan aanpassen volgens de evolutie van de fenomenen, de concrete onderzoeksbehoeften en de door de magistraten opgedragen taken.

2. De huidige capaciteitsverdeling volgens de directies van de federale gerechtelijke politie is hieronder opgenomen. Hierin staan de tekorten ten opzichte van de huidige organieke tabellen. Wat de bijkomende behoeften van de federale gerechtelijke politie betreft, is het moeilijk een vast beeld te geven van de behoeften in elk domein in elke directie.

Ik verwijs allereerst naar de uiteenzetting van de commissaris-generaal van de federale politie en de directeur-generaal van de gerechtelijke politie in de commissies Binnenlandse Zaken en Justitie op 17 mei 2022 en 15 juni 2022. Vervolgens wijs ik op de maatregelen die de regering op 17 juni 2022 heeft genomen om de uit dienst getreden medewerkers te vervangen en de federale gerechtelijke politie te versterken met 195 extra rechercheurs.

Répartition de la capacité par Direction centrale ou déconcentrée de la Police judiciaire fédérale/
Capaciteit per centrale of gedeconcentreerde directie van de Federale gerechtelijke politie

Date de référence : 31-12-2022/*Referentiedatum : 31-12-2022*

Direction/ <i>Directie</i>	Capacité/ <i>Capaciteit</i>	Déficit/ <i>Tekort</i> **
DSU	565	-73
DJO	113	3
DJSOC	318	-34
DJT	110	-15
FGP <i>Antwerpen</i>	474	-81
FGP <i>Brussel</i> -PJF Bruxelles	653	-133
PJF Brabant-Wallon	79	-10
FKP Eupen	38	-1
FGP <i>Halle-Vilvoorde</i>	92	-17
FGP <i>Leuven</i>	86	-15
PJF Liège	385	1
FGP Limburg	168	0
PJF Luxembourg	86	-16
PJF <i>Namen</i>	134	-4
FGP <i>Oost-Vlaanderen</i>	309	-57
FGP <i>West-Vlaanderen</i>	229	-50
PJF Mons	218	-14
PJF Charleroi*	238	-1

* Inclus la Cellule Brabant-wallon/ *Inclusief de Cel Waals-Brabant*

** Par rapport aux tableaux organiques théoriques (mis à jour suite aux transferts liés à la constitution des Forensic police laboratories/
Ten opzichte van de theoretische organieke tabellen (bijgewerkt n.a.v. de overdrachten in verband met de oprichting van de Forensic police laboratories).

DO 2022202318693

Question n° 1661 de Madame la députée Els Van Hoof du 30 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Activité liée aux jeux de hasard durant la CM de football 2022 au Qatar.

Les événements sportifs, et *a fortiori* une coupe du monde (CM) ou un championnat d'Europe (CE) de football, jouent un grand rôle dans la popularité des paris sportifs. À présent que la CM 2022 au Qatar est terminée, j'aimerais dès lors avoir des informations sur l'activité liée aux jeux de hasard en ligne et hors ligne durant cette CM. La comparaison de ces chiffres récents avec ceux de tournois précédents peut, en effet, nous éclairer sur la situation actuelle en matière d'approche de ce problème.

1. Lors du précédent CE, en 2021, on avait enregistré l'inscription de 36.418 nouveaux joueurs. Combien de nouveaux joueurs se sont inscrits durant la CM de football?

DO 2022202318693

Vraag nr. 1661 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Els Van Hoof van 30 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

De gokactiviteit tijdens het WK voetbal van 2022 in Qatar.

Sportevenementen hebben een grote impact op de populariteit van sportwedenschappen. Voor een wereldkampioenschap (WK) of Europees kampioenschap (EK) voetbal is dat zeker het geval. Nu het WK van 2022 in Qatar achter ons ligt, informeer ik dan ook graag naar de gokactiviteit in de reële en de virtuele wereld gedurende dit WK. De vergelijking van deze recente cijfers met de cijfers van eerdere toernooien kunnen ons immers veel leren over de huidige aanpak.

1. Tijdens het vorige EK voetbal in 2021 hadden zich 36.418 nieuwe spelers geregistreerd. Hoeveel nieuwe spelers hebben zich tijdens het WK voetbal geregistreerd?

2. Lors du précédent CE, en 2021, 93.684 nouveaux comptes joueurs avaient été créés. Combien de nouveaux comptes joueurs ont été créés durant la CM de football?

3. Lors du précédent CE, en 2021, le nombre moyen de joueurs actifs en ligne par jour était de 191.434. À combien s'est élevé le nombre moyen de joueurs actifs en ligne par jour durant la CM de football?

4. Lors de la CM de football de 2018, le total des mises hors ligne s'est élevé à 130.129.632,04 euros et le total des mises en ligne à 203.990.253,91 euros. À combien se sont élevées les mises hors ligne et en ligne durant la CM de football de 2022? Quel était le montant d'une mise moyenne par personne?

5. La Commission des jeux de hasard établira-t-elle, pour la CM 2022 également, un rapport de l'activité liée aux jeux de hasard durant cet événement?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1661 de Madame la députée Els Van Hoof du 30 janvier 2023 (N.):

Observation générale: le 7 février 2023, la Commission des jeux de hasard (CJH) a publié son rapport sur la CM au Qatar. Les réponses aux questions figurent dans ce rapport.

1. Au cours de la CM 2022, 43.122 nouveaux joueurs se sont inscrits sur des plateformes de jeu en ligne.

2. Au cours de la CM 2022, 114.858 comptes joueurs ont été créés, soit une moyenne quotidienne de 3.961. Durant la CM 2018, 150.127 nouveaux comptes ont été créés, soit 4.691 par jour.

3. Le nombre de joueurs actifs en ligne, pour 2022, était en moyenne de 141.225 par jour. Au cours de la période précédant la CM 2022, il s'élevait à 152.142. Durant la CM 2022, ce chiffre est passé à 219.971, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport aux semaines qui précèdent.

Si le nombre de parieurs en ligne a augmenté, il n'en va pas de même de la mise moyenne. En 2022, celle-ci était de 15,63 euros par ticket, soit une baisse par rapport à 2018, où elle s'élevait à 20,40 euros. En outre, les chiffres montrent que l'effet "coupe du monde" s'estompe très vite, dès la compétition terminée.

2. Tijdens het vorige EK voetbal in 2021 werden er 93.684 nieuwe spelersaccounts aangemaakt. Hoeveel nieuwe spelersaccounts werden tijdens het WK voetbal aangemaakt?

3. Tijdens het vorige EK voetbal in 2021 was het gemiddeld aantal actieve spelers online per dag 191.434. Hoeveel was het gemiddeld aantal actieve spelers tijdens het WK voetbal online per dag?

4. Tijdens het WK voetbal van 2018 bedroeg de totale offline inzet 130.129.632,04 euro en de totale online inzet 203.990.253,91 euro. Hoeveel bedraagt de respectievelijke offline en online inzet gedurende dit WK voetbal van 2022? Hoeveel bedraagt de gemiddelde inzet per persoon?

5. Zal de Kansspelcommissie ook ditmaal een rapport opmaken van de gokactiviteit gedurende het WK 2022?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1661 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Els Van Hoof van 30 januari 2023 (N.):

Algemene opmerking: de Kansspelcommissie (KSC) heeft op 7 februari 2023 haar rapport over het WK in Qatar gepubliceerd. De antwoorden op de vragen zijn beschikbaar in dit rapport.

1. Tijdens het WK 2022 hebben 43.122 nieuwe spelers zich geregistreerd op vergunde goksites.

2. Tijdens het WK 2022 werden 114.858 spelersaccounts aangemaakt, ofwel gemiddeld 3.961 per dag. Tijdens het WK 2018 werden er 150.127 nieuwe accounts aangemaakt, ofwel 4.691 per dag.

3. Het aantal actieve online spelers voor 2022 bedroeg gemiddeld 141.225 per dag. In de periode voorafgaand aan het WK 2022 was dat 152.142. Tijdens het WK 2022 steeg dit aantal tot 219.971, een stijging van 45 % ten opzichte van de weken ervoor.

Hoewel het aantal online spelers toenam, kan hetzelfde niet worden gezegd van de gemiddelde inzet. Die daalde naar 15,63 euro per wedticket in 2022 in vergelijking met 20,40 euro in 2018. Bovendien tonen de cijfers dat het WK-effect zeer snel verdwijnt, zodra het kampioenschap voorbij is.

4. Pendant la CM 2022, le total des mises des paris terrestres s'élevait à 61.853.879 euros et celui des paris en ligne à 217.190.717 euros. Pour la CM 2022, cela revient à 279.044.596 euros. Pour les paris terrestres et en ligne, le montant total des mises des jeux de hasard s'élevait à 334.119.615 euros en 2018. Le montant total des mises a donc reculé au cours de la dernière CM.

Ce recul s'explique principalement par les plus faibles mises terrestres, dont le total est passé de 130.129.362 euros (2018) à 61.853.879 euros (2022), soit une baisse de plus de 50 % en comparaison avec la CM 2018. Ceci peut, en partie, s'expliquer par l'introduction, un mois avant le début de la compétition, du système EPIS dans les agences de paris. Cela témoigne aussi plus généralement de la perte de vitesse de l'activité terrestre et du basculement vers le on line constatés ces dernières années ainsi que des attitudes de jeu très différentes en ligne et en terrestre.

La mise moyenne d'un ticket on line était donc de 15,63 euros en 2022, soit une baisse par rapport à 2018, où elle s'élevait à 20,40 euros. La mise d'un ticket terrestre s'élève à 15,98 euros, contre 12,99 euros en 2018.

5. Le 7 février 2023, la CJH a publié son rapport sur la CM qui regorge de chiffres et de constats intéressants sur le comportement de jeu des Belges durant la dernière CM de football au Qatar. Le rapport complet peut être consulté sur le site de la CJH: https://gamingcommission.paddlecms.net/sites/default/files/2023-02/Rapport%20Championnat%20mondial%202022%20%28FR%29_Commission%20des%20jeux%20de%20hasard.pdf

DO 2022202318718

Question n° 1662 de Monsieur le député Khalil Aouasti du 31 janvier 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Personnel administratif des greffes.

Indépendamment des cadres de magistrats, on doit constater un manque important de greffiers au sein des différentes juridictions belges.

Ce manque a des conséquences désastreuses sur le fonctionnement de la justice.

Pour exemples, j'ai récemment pris connaissance de la situation au tribunal de police de Bruxelles: des affaires introduites en octobre 2022 ne sont toujours pas fixées.

4. Tijdens het WK 2022 bedroeg de totale offline inzet 61.853.879 euro en de totale online inzet 217.190.717 euro. Samengeteld komt dit voor het WK 2022 op 279.044.596 euro. In 2018 bedroeg het totaal ingezette bedrag van online en offline kansspelen 334.119.615 euro. Het totaal ingezette bedrag nam dus af tijdens het voorbije WK.

Deze daling is vooral toe te schrijven aan de verminderde inzetten in de offline wereld, waar de inzet daalde van 130.129.362 euro (2018) naar 61.853.879 euro (2022), ofwel een afname van meer dan 50 % ten opzichte van het WK 2018. Dit kan onder meer gedeeltelijk worden verklaard door de invoering van het EPIS-systeem in de fysieke wedkantoren één maand voor het begin van het WK 2022. Het toont ook aan dat offline weddenschappen aan kracht hebben ingeboet en dat er een verschuiving heeft plaatsgevonden naar de online markt in de afgelopen jaren. Ook wijst het op de zeer verschillende gewoonten van spelers in de online en de offline wereld.

De gemiddelde inzet daalde online naar 15,63 euro per wedticket in 2022 in vergelijking met 20,40 euro in 2018. Offline is het nu 15,98 euro in vergelijking met 12,99 euro in 2018.

5. De KSC publiceerde op 7 februari 2023 haar WK-rapport dat vol cijfers en interessante vaststellingen staat over het gokgedrag van de Belgen tijdens het voorbije WK voetbal in Qatar. Het volledige rapport is te raadplegen op de website van de KSC: https://gamingcommission.paddlecms.net/sites/default/files/2023-02/WK-rapport%202022%20%28NL%29_Kansspelcommissie.pdf

DO 2022202318718

Vraag nr. 1662 van De heer volksvertegenwoordiger Khalil Aouasti van 31 januari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Administratief personeel in de griffies.

Los van de personeelsformaties voor de magistraten moet men vaststellen dat er een aanzienlijk tekort aan griffiers is in de verschillende Belgische rechtsgebieden.

Dat tekort heeft rampzalige gevolgen voor de werking van justitie.

Zo heb ik onlangs kennisgenomen van de situatie bij de politierechtbank te Brussel: voor zaken die in oktober 2022 ingeleid werden, werd er nog steeds geen rechtsdag vastgesteld.

Dans d'autres tribunaux et dans certaines chambres spécifiques, les audiences ne sont pas fixées, les ordonnances permettant de définir le calendrier d'échange des conclusions ne sont pas communiquées, les audiences sont reportées, etc.

Cette situation en devient intenable et des contentieux sont littéralement paralysés.

1. Pouvez-vous communiquer, par juridiction, par arrondissement judiciaire et par ressort de cour d'appel, le taux de remplissage du cadre de personnel administratif des greffes?

2. Pouvez-vous communiquer, par juridiction et par arrondissement, le nombre de postes vacants?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 20 février 2023, à la question n° 1662 de Monsieur le député Khalil Aouasti du 31 janvier 2023 (Fr.):

Lors de son assistance au juge, le greffier joue un rôle central dans le déroulement des audiences.

Actuellement, 90 % des places dans le tableau des effectifs des greffiers sont remplies.

Mes services suivent régulièrement le remplissage des cadres, afin de donner un aperçu au service d'appui du collègue des cours et tribunaux au sujet de possibles places vacantes.

Je constate quand même que le collège reconnaît le rôle central du greffier en prévoyant différentes places lors de l'élaboration des plans de places vacantes pour les greffes.

De cette manière, 114 postes vacants sont actuellement prévus, pour lesquels la procédure est lancée ou en cours.

Pour attirer des candidats, mon administration met le focus, à côté des publications administratives classiques, sur l'attractivité de la fonction via la campagne *Employer branding "c'est just"* qui est encore pleinement déployée en 2023 (présence de bourses d'emplois, diffusion des postes vacants via différents canaux de recrutement, etc.).

Quand les besoins du service l'exigent, l'article 330^{ter} du Code Judiciaire permet en outre qu'une délégation de greffier soit octroyée au personnel administratif des greffes. Actuellement, il y a 298 délégations aux fonctions supérieures.

Aperçu du remplissage des greffiers par type de juridictions.

Bij andere rechtbanken en in bepaalde specifieke kamers worden er geen zittingsdagen vastgesteld, worden er geen beschikkingen tot vaststelling van een tijdschema voor de uitwisseling van conclusies meegedeeld, worden er zittingen uitgesteld, enz.

Die situatie wordt onhoudbaar en rechtszaken worden letterlijk lamgelegd.

1. Kunt u meedelen in welke mate de formatie van het administratief personeel in de griffies vervuld is en die gegevens uitsplitsen per rechtscollege, per gerechtelijk arrondissement en per rechtsgebied van de hoven van beroep?

2. Kunt u meedelen hoeveel vacatures er per rechtscollege en per arrondissement zijn?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 20 februari 2023, op de vraag nr. 1662 van De heer volksvertegenwoordiger Khalil Aouasti van 31 januari 2023 (Fr.):

In zijn bijstand aan de rechter neemt de griffier een centrale rol in bij het verloop van de terechtzittingen.

Momenteel zijn 90 % van de betrekkingen in de personeelsformatie van de griffiers ingevuld.

Mijn diensten volgen periodiek de invulling van de kaders op, om de steundienst van het college van hoven en rechtbanken mede inzicht te geven omtrent mogelijke vacatures.

Ik stel toch vast dat het college de centrale rol van de griffier erkent door diverse plaatsen te voorzien binnen de opmaak van de vacatureplannen voor de griffies.

Derwijze zijn momenteel 114 vacante betrekkingen voorzien, waarbij de invullingsprocedure wordt opgestart of lopende is.

Om kandidaten aan te trekken focust mijn administratie, naast de klassieke administratieve bekendmakingen, toch ook op de aantrekkelijkheid van de functie via de *Employer branding* campagne "*da's just*" waar in 2023 nog vol wordt op ingezet (aanwezigheid jobbeurzen, verspreiden van vacatures via diverse rekruteringskanalen, enz.).

Wanneer de behoeften van de dienst het vereisen, laat artikel 330^{ter} Ger.W. verder toe om een opdracht tot griffier toe te kennen aan administratief personeel van de griffies. Zo zijn momenteel 298 opdrachten in hogere functies toegekend.

Overzicht invulling griffiers per type rechtsmacht.

1662 - annexe/bijlage				
	Greffiers (A + B dans le cadre)/ <i>Griffiers (A + B in kader)</i>	Greffiers (A + B) nommés/ <i>Griffiers (A + B) benoemd</i>		Sélections en cours/ <i>Lopende selecties</i>
Cours d'appel/ <i>hoven van beroep</i>	153	147	96,10%	6
Cours du travail/ <i>Arbeidshoven</i>	59	53	89,80%	3
Tribunaux de première instance/ <i>Rechtbanken van Eerste aanleg</i>	820	755	92,10%	32
Tribunaux du travail/ <i>Arbeidsrechtbanken</i>	212	192	90,60%	10
Tribunaux de l'entreprise/ <i>Ondernemingsrechtbanken</i>	169	136	80,50%	6
Tribunaux de police/ <i>Politie rechtbanken</i>	162	149	92,00%	7
Justices de paix/ <i>Vredegerichten</i>	562	495	88,10%	50
Total/ <i>Totaal</i>	2 137	1 927	90,20%	114

DO 2022202318730

Question n° 1663 de Monsieur le député Frank Troosters du 31 janvier 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Le remplacement des permis de conduire en plastique.

À en croire les médias, cette année, un demi-million de titulaires d'un permis de conduire en plastique doivent procéder à son renouvellement. Le prix de ce renouvellement est d'environ 25 euros, sans compter les frais liés à une éventuelle nouvelle photo d'identité.

1. En 2022, combien de Belges titulaires d'un permis papier ont-ils reçu une amende à l'étranger parce qu'ils n'étaient pas en possession d'un permis en plastique? Merci de fournir la répartition par pays, le nombre d'amendes et leur montant.

2. Combien de ces conducteurs dupés ont-ils contesté cette amende? Combien parmi eux ont-ils obtenu gain de cause et sur quelle base?

3. Entreprendez-vous des actions auprès de vos collègues belges et étrangers afin d'empêcher que des citoyens belges titulaires d'un permis papier puissent recevoir une amende pour cette raison? Dans l'affirmative, quelles seront ces actions? Dans la négative, pourquoi?

DO 2022202318730

Vraag nr. 1663 van De heer volksvertegenwoordiger Frank Troosters van 31 januari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Vervangen plastieken rijbewijs.

Volgens de media dienen dit jaar ongeveer een half miljoen houders van een plastieken rijbewijs dit te vervangen. De prijs die de houder daarvoor dient te betalen bedraagt ongeveer 25 euro, exclusief de kost voor een eventuele nieuwe pasfoto.

1. Hoeveel Belgen met een papieren rijbewijs kregen in 2022 een boete in het buitenland omdat ze geen houder waren van een plastic rijbewijs? Graag onderverdeeld per land, aantal en boetebedrag.

2. Hoeveel van deze gedupeerden hebben deze boete aangevochten? Hoeveel van hen deden dit succesvol? Op welke basis gebeurde dit?

3. Zal u actie ondernemen bij uw binnen- en/of buitenlandse collega's om de buitenlandse boetes voor Belgen met een papieren rijbewijs onmogelijk te maken? Zo ja, welke? Zo nee, waarom niet?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1663 de Monsieur le député Frank Troosters du 31 janvier 2023 (N.):

Cette question a déjà été répondue par le ministre de la Mobilité Georges Gilkinet dans la question parlementaire orale n° 33669C. Nous renvoyons donc à sa réponse (*Compte Rendu Intégral*, Chambre, 2022-2023, CRIV 55 COM 988).

DO 2022202318780

Question n° 1669 de Monsieur le député Emir Kir du 02 février 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

La sécurité à la gare du Nord de Bruxelles.

Je souhaite attirer votre attention sur la sécurité à la gare du Nord de Bruxelles.

En effet, il apparaît que la gestion de la sécurité dans et aux abords de la gare est un "véritable casse-tête" au vu de la multiplicité des intervenants (fédéral avec la police des chemins de fer, communes avec la police locale, région, société de transport, etc.).

Si les missions des services de sécurité dans l'enceinte des gares comportent des spécificités qui peuvent justifier leur rattachement à une direction distincte les unes des autres, les comportements délictueux dans les quartiers des gares, et notamment celui de la gare du Nord, ne connaissent pas de telles séparations.

Il est donc important que le fédéral se saisisse de la question et que les interventions policières dans ces environnements spécifiques puissent faire l'objet d'une attention toute particulière pour protéger au mieux les usagers et les riverains.

1. Pouvez-vous indiquer les mesures envisagées par votre administration et leurs délais afin de lutter efficacement contre les comportements délictueux dans la gare du Nord et ses alentours?

2. Le gouvernement fédéral et les exécutifs régionaux se sont-ils déjà réunis pour trouver les meilleures réponses judiciaires possibles, adaptées au contexte spécifique du quartier Nord? Si oui, à quelle date? Des points de vue différents sont-ils apparus sur cette question? Si oui, lesquels et avec quelles solutions?

3. Pouvez-vous communiquer, pour la période 2019 à ce jour:

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1663 van De heer volksvertegenwoordiger Frank Troosters van 31 januari 2023 (N.):

Minister van Mobiliteit Georges Gilkinet heeft deze vraag reeds beantwoord in het kader van mondelinge parlementaire vraag nr. 33669C. We verwijzen dan ook naar zijn antwoord (*Integraal Verslag*, Kamer, 2022-2023, CRIV 55 COM 988).

DO 2022202318780

Vraag nr. 1669 van De heer volksvertegenwoordiger Emir Kir van 02 februari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Veiligheid in het station Brussel-Noord.

Ik zou uw aandacht willen vestigen op de veiligheid in het station Brussel-Noord.

Het blijkt immers dat het veiligheidsbeheer in en rond het station een heuse puzzel is gezien het grote aantal betrokkenen (federaal beleidsniveau met de Spoorwepolitie, gemeenten met de lokale politie, Gewest, vervoersmaatschappij, enz.).

De opdrachten van de veiligheidsdiensten in de stations omvatten specifieke aspecten, wat een reden kan zijn om ze in afzonderlijke directies onder te brengen, maar de criminaliteit in de wijken rond de stations en met name in de wijk rond het Noordstation laat zich niet op die manier afbakenen.

Het is dan ook belangrijk dat het federale beleidsniveau de kwestie naar zich toetrekt en dat er bijzondere aandacht aan de politie-interventies in die specifieke omgevingen besteed kan worden om de reizigers en de buurtbewoners zo goed mogelijk te beschermen.

1. Welke maatregelen is uw administratie van plan te nemen om de criminaliteit in en rond het Noordstation doeltreffend aan te pakken en binnen welke termijn?

2. Hebben de federale regering en de gewestregeringen al om de tafel gezeten om de best mogelijke oplossingen te vinden die afgestemd zijn op de specifieke context van de Noordwijk? Zo ja, wanneer? Lopen de standpunten over deze kwestie uiteen? Zo ja, wat zijn de standpunten en welke oplossingen werden er voorgesteld?

3. Kunt u voor de periode van 2019 tot nu de volgende gegevens meedelen:

a) le nombre mensuel d'interventions enregistrées par la police locale, la police fédérale et la police des chemins de fer dans les gares du Groupe SNCB avec des décisions judiciaires;

b) le nombre annuel d'interventions classées par motif d'intervention (vol, violence, vandalisme, consommation de drogues, etc.) avec des conséquences pénales.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 16 février 2023, à la question n° 1669 de Monsieur le député Emir Kir du 02 février 2023 (Fr.):

La base de données du Collège des procureurs généraux ne permettant pas une sélection fiable de tous les cas liés aux interventions effectuées par la police locale, fédérale et ferroviaire dans les gares SNCB, il n'est donc pas possible de répondre à votre question.

Je vous renvoie à ma collègue, la ministre de l'Intérieur, pour la réponse.

DO 2022202318798

Question n° 1670 de Madame la députée Darya Safai du 03 février 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Expulsions de détenus étrangers.

1. Combien de détenus étrangers ont-ils effectivement fait l'objet d'une expulsion au cours des cinq dernières années?

2. Pour quels délits ces détenus étrangers ont-ils été condamnés? Merci de fournir un aperçu pour les cinq dernières années.

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 17 février 2023, à la question n° 1670 de Madame la députée Darya Safai du 03 février 2023 (N.):

Cette question relève de la compétence de ma collègue, la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique (voir question écrite n° 1770 du 1er mars 2023).

a) het maandelijkse aantal interventies die door de lokale politie, de federale politie en de Spoorwegpolitie geregistreerd werden in de stations van de NMBS-Groep en tot gerechtelijke beslissingen leidden;

b) het jaarlijkse aantal geregistreerde interventies opgesplitst naar reden tot interventie (diefstal, geweld, vandalisme, drugsgebruik, enz.) die strafrechtelijke gevolgen hadden.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 16 februari 2023, op de vraag nr. 1669 van De heer volksvertegenwoordiger Emir Kir van 02 februari 2023 (Fr.):

De databank van het College van procureurs-generaal laat geen betrouwbare selectie toe van alle dossiers die verband houden met de interventies van de lokale, federale en spoorwegpolitie in NMBS-stations, het is dus niet mogelijk om uw vraag te beantwoorden.

Ik verwijs u voor het antwoord graag naar mijn collega, de minister van Binnenlandse Zaken.

DO 2022202318798

Vraag nr. 1670 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Darya Safai van 03 februari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Uitwijzingen van gedetineerde vreemdelingen.

1. Hoeveel gedetineerde vreemdelingen werden de laatste vijf jaar effectief uitgewezen?

2. Voor welke misdrijven werden deze gedetineerde vreemdelingen veroordeeld? Graag een overzicht voor de laatste vijf jaar.

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 17 februari 2023, op de vraag nr. 1670 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Darya Safai van 03 februari 2023 (N.):

Deze vraag valt onder de bevoegdheid van mijn collega, de minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing (zie schriftelijke vraag nr. 1770 van 1 maart 2023).

DO 2022202318824

Question n° 1672 de Monsieur le député Josy Arens du 06 février 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Mise en oeuvre des recommandations du rapport du Comité R du 22 mars 2022. - Contacts avec les régions.

Le Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité (Comité R) avançait le 22 mars 2022 une série de recommandations pour améliorer la surveillance des activités des Frères musulmans en Belgique.

Interrogé à ce sujet au Parlement wallon, le ministre-président wallon a déclaré ceci: "Le rapport du Comité R auquel vous vous réferez dit ceci: "À l'initiative du ministre de la Justice, la question d'une vérification préalable de fonctions clés aux autres niveaux de pouvoir que le pouvoir fédéral devrait également être mise à l'agenda d'une réunion du Comité de concertation". Je n'ai pas été sollicité par le ministre de la Justice dans ce cadre. Il va de soi que je me tiens à son entière disposition si des travaux étaient initiés en ce sens".

Entendez-vous contacter les régions afin de mettre en oeuvre les recommandations du rapport du Comité R?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 28 février 2023, à la question n° 1672 de Monsieur le député Josy Arens du 06 février 2023 (Fr.):

L'enquête du Comité R a été ouverte à la suite de la polémique suscitée par des liens présumés entre la commissaire du gouvernement de l'époque, Ihsane Haouach, et les Frères musulmans.

Néanmoins, il est vrai qu'en tant que ministre de la Justice, je ne pense pas qu'il soit indiqué d'organiser une vérification de sécurité (*screening*) pour l'ensemble des fonctions politiques.

DO 2022202318824

Vraag nr. 1672 van De heer volksvertegenwoordiger Josy Arens van 06 februari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Overleg met de gewesten met het oog gericht op de uitvoering van de aanbevelingen uit het verslag van het Comité I van 22 maart 2022.

Het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Comité I) heeft op 22 maart 2022 een reeks aanbevelingen geformuleerd om het toezicht op de activiteiten van de Moslimbroederschap in België te verbeteren.

Toen de Waalse minister-president in het Waals Parlement over dat onderwerp ondervraagd werd, heeft hij verklaard dat de kwestie van een voorafgaande verificatie van sleutelfuncties op de andere beleidsniveaus dan het federale op initiatief van de minister van Justitie ook op de agenda van een vergadering van het Overlegcomité gezet zou moeten worden. Voorts deelde hij mee dat de minister van Justitie hem in dat verband niet gecontacteerd had en dat hij zich volledig te zijner beschikking hield als er werkzaamheden in die zin opgestart zouden worden.

Bent u van plan om de gewesten te contacteren met het oog gericht op de uitvoering van de aanbevelingen in het verslag van het Comité I?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 28 februari 2023, op de vraag nr. 1672 van De heer volksvertegenwoordiger Josy Arens van 06 februari 2023 (Fr.):

Het onderzoek van het Comité I is opgestart naar aanleiding van de polemiek die ontstaan is over vermeende linken van toenmalig regeringscommissaris Ihsane Haouach met de Moslimbroeders.

Het is echter zo dat ik het als minister van Justitie niet aangewezen vind om voor alle politieke functies een veiligheidscreening te organiseren.

Si les services de renseignement et de sécurité estiment qu'un problème se pose concernant une personne exerçant une fonction politique, il est de leur devoir d'avertir qui de droit à ce propos. Toutefois, une telle démarche n'a rien à voir avec le fait de soumettre automatiquement l'ensemble des fonctions politiques ou certaines d'entre elles à un *screening*. L'existence d'indications concrètes selon lesquelles le contenu de la fonction en question est particulièrement exposé à certains risques peut constituer un autre élément. Il appartient aux services de sécurité d'indiquer quelles fonctions peuvent être concernées. Il existe dans ce cas une procédure, décrite dans la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, qui peut être suivie à la demande de l'autorité compétente.

DO 2022202318877

Question n° 1677 de Monsieur le député Stefaan Van Hecke du 08 février 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

L'examen approfondi de la loi sur la transaction pénale élargie.

Ces derniers mois, la loi sur la transaction pénale élargie a de nouveau été au centre de l'attention. Lors de la séance plénière du 1er décembre, vous avez indiqué comprendre l'indignation que suscite cette mesure et avoir demandé un examen approfondi à réaliser par le Conseil supérieur de la Justice. Vous avez précisé vouloir modifier la loi sur cette base, dans le but d'accroître sa robustesse.

Ces propos coïncident avec l'accord de gouvernement, qui dispose ce qui suit: "L'ordre judiciaire et la police judiciaire seront renforcés en vue de la détection et la poursuite des délits financiers. La loi sur la transaction pénale sera évaluée et ajustée si nécessaire."

En réponse à ma question n° 1579 du 14 décembre 2022 sur la vérification et l'homologation d'une transaction par le juge (*Questions et Réponses*, Chambre, 2022-2023, n° 101), vous avez indiqué que l'homologation ou non d'une transaction par un juge ne peut pas être enregistrée, que les motivations des décisions peuvent uniquement être enregistrées sous forme de texte libre et qu'il est impossible d'identifier le nombre de dossiers dans lesquels un appel a été interjeté contre ces décisions.

Indien de inlichtingen- en veiligheidsdiensten oordelen dat er een probleem is met een bepaalde persoon die een politieke functie invult, dan is het hun opdracht om hiervoor te waarschuwen. Echter, dat is niet hetzelfde als bepaalde of elke politieke functie automatisch aan een screening te onderwerpen. Wanneer er concrete aanwijzingen zijn dat de invulling van de functie in kwestie in het bijzonder blootgesteld is aan bepaalde risico's, dan kan dit een ander gegeven zijn. Het is aan de veiligheidsdiensten om aan te geven waar dat het geval kan zijn. Er bestaat in dat geval een procedure, beschreven in de wet van 11 december 1998 betreffende de veiligheidsattesten en -adviezen, die gevolgd kan worden op vraag van de bevoegde overheid.

DO 2022202318877

Vraag nr. 1677 van De heer volksvertegenwoordiger Stefaan Van Hecke van 08 februari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

De grondige evaluatie van de wet op de verruimde minnelijke schikking.

De wet op de verruimde minnelijke schikking kwam de afgelopen maanden weer meer onder de aandacht. Tijdens de plenaire vergadering van 1 december verklaarde u: "(...) Ik ben echter niet ongevoelig voor de verontwaardiging... Ik heb ook de Hoge Raad voor Justitie om een grondige doorlichting gevraagd (...) Op basis van die evaluaties zal ik de wetgeving aanpassen, met de bedoeling om die meer tanden te geven."

Dit is ook in lijn met het regeerakkoord, waarin staat opgenomen dat: "Voor de opsporing en vervolging van financiële misdrijven worden de rechterlijke orde en de gerechtelijke politie versterkt. De wet op de verruimde minnelijke schikking wordt geëvalueerd en desgevallend bijgestuurd."

Op mijn vraag nr. 1579 van 14 december 2022 over de controle en bekrachtiging door de rechter van een minnelijke schikking (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2022-2023, nr. 101) antwoordde u dat er niet kan worden bijgehouden of een rechter al dan niet besloot om een minnelijke schikking te bekrachtigen en dat de redenen waarom een minnelijke schikking al dan niet werd toegekend enkel in vrije tekstvelden verzameld worden en dat er ook niet uitgefilterd kan worden hoe vaak er in beroep werd gegaan tegen deze beslissingen.

Une évaluation en profondeur de cette loi nécessite de disposer des données adéquates. Ces données peuvent, par exemple, fournir des informations sur la façon dont la loi est appliquée, la valeur ajoutée de la vérification par le juge, telle que définie à l'article 216bis, § 2, alinéa 8 du CIC, et si d'éventuelles ambiguïtés de la réglementation rendent l'application difficile dans la pratique.

1. a) Sur quelles données l'examen approfondi de la loi sur la transaction pénale élargie par le Conseil supérieur de la Justice reposera-t-il?

b) Comment ces données seront-elles collectées?

c) Quand espérez-vous recevoir ces résultats?

2. Est-il judicieux de créer dès à présent un registre visant à recueillir les décisions, les appels et autres dans le cadre de cette loi? Dans l'affirmative comme dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 28 février 2023, à la question n° 1677 de Monsieur le député Stefaan Van Hecke du 08 février 2023 (N.):

Le Conseil supérieur de la Justice analysera les transactions élargies en partie sur la base des formulaires Excel des cinq *ressorts*, remplis manuellement et qui doivent être conservés conformément à la décision du 30 mars 2017 du Collège des procureurs généraux. Nous attendons le résultat de cette analyse au plus tard en juin 2023.

Nous avons déjà reçu l'avis du Collège des procureurs généraux et de l'Institut fédéral des Droits Humains. Sur cette base, nous préparons un premier projet de texte avec d'éventuelles modifications de l'article 216bis du Code d'instruction criminelle afin de respecter l'accord de gouvernement. Ce texte sera soumis au gouvernement dans un avenir proche. Lorsque nous aurons reçu l'analyse du Conseil supérieur de la Justice, nous l'inclurons également dans les discussions au sein du gouvernement.

À cet égard, la publication et la tenue de registres sont effectivement des pistes intéressantes qui seront examinées.

Om een grondige evaluatie te kunnen doen van deze wet, moeten we over goede data beschikken. Die gegevens kunnen bijv. inzicht geven over hoe de wet wordt toegepast, wat de toegevoegde waarde is van de controle door de rechter, zoals bepaald in artikel 216bis, § 2, lid 8 Sv. en of eventuele onduidelijkheden in de regelgeving voor een moeilijke toepassing in de praktijk zorgen?

1. a) Op basis van welke gegevens zal de grondige doorlichting van de wet op de verruimde minnelijke schikking door de Hoge Raad voor Justitie gebeuren?

b) Hoe zullen deze gegevens worden verzameld?

c) Wanneer verwacht u deze resultaten te krijgen?

2. Is het opportuun om vanaf heden een register aan te leggen om beslissingen, beroepen, en dergelijke in het kader van deze wet bij te houden? Waarom wel of niet?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 28 februari 2023, op de vraag nr. 1677 van De heer volksvertegenwoordiger Stefaan Van Hecke van 08 februari 2023 (N.):

De Hoge Raad voor de Justitie zal mede op basis van de manueel ingevulde Excel-formulieren van de vijf ressorten, die overeenkomstig de beslissing van 30 maart 2017 van het College van procureurs-generaal dienen te worden bijgehouden, de verruimde minnelijke schikking analyseren. Wij verwachten het resultaat van deze analyse tegen uiterlijk juni 2023.

Wij ontvingen reeds advies van het College van procureurs-generaal en het Federaal Mensenrechteninstituut. Op basis daarvan stellen wij een eerste ontwerptekst op met mogelijke wijzigingen aan artikel 216bis Wetboek van Strafvordering teneinde tegemoet te komen aan het regeerakkoord. Deze tekst zal binnen afzienbare tijd aan de regering worden voorgelegd. Wanneer wij de analyse van de Hoge Raad voor de Justitie ontvangen, zullen wij dit eveneens meenemen in de besprekingen binnen de regering.

De bekendmaking en het bijhouden van een register zijn daarbij effectief interessante mogelijke pistes die in overweging zullen worden genomen.

DO 2022202318975

Question n° 1681 de Madame la députée Katleen Bury du 15 février 2023 (N.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Manque de données en matière de logiciels de harcèlement.

Les logiciels de harcèlement installés sur les GSM apparaissent comme un nouveau fléau. Il semble qu'utiliser un téléphone portable pour espionner son (ex-)conjoint est un jeu d'enfant. On parle de centaines de dossiers par an avec un pic en 2020 où on a enregistré plus de mille cas. Ces chiffres proviennent des fournisseurs d'antivirus et ne sont peut-être que la partie émergée de l'iceberg.

L'Autorité belge de protection des données (APD) et le Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB) ne répertorient pas les plaintes relatives aux logiciels de harcèlement. Il ressort de votre réponse à ma question écrite n° 1444 du 22 novembre 2022 (*Questions et Réponses*, Chambre, 2021-2022, n° 98) qu'aucune statistique n'existe en la matière et que ce phénomène ne fait pas l'objet d'un suivi.

Envisagez-vous de créer, dans la catégorie piratage, un relevé distinct pour l'utilisation de logiciels de harcèlement afin de mieux cerner ce nouveau fléau?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1681 de Madame la députée Katleen Bury du 15 février 2023 (N.):

Le système de gestion des dossiers du ministère public est basé sur une technologie obsolète qui ne possède pas la flexibilité nécessaire pour répondre à chaque nouvelle tendance et enregistrer chaque nouveau phénomène. En outre, l'enregistrement de nouveaux dossiers dans le système du ministère public est, dans une large mesure, effectué automatiquement sur la base des données provenant des systèmes des services de police, qui ne captent pas ce nouveau phénomène et ne sont pas non plus suffisamment flexibles pour capter toutes les nouvelles tendances. Les chiffres demandés ne peuvent donc pas être fournis. Aucune initiative n'est prévue en vue d'apporter des changements dans les systèmes de la Justice à cette fin.

DO 2022202318975

Vraag nr. 1681 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katleen Bury van 15 februari 2023 (N.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Gebrek aan gegevens stalkingsoftware.

Stalkingsoftware op gsm's blijkt een nieuwe plaag. Je (ex-)partner bespioneren via gsm blijkt kinderlijk eenvoudig. Het zou gaan over honderden gevallen per jaar met een piek in 2020 van meer dan duizend gevallen. Deze cijfers zijn afkomstig van antivirusbedrijven en zijn mogelijk maar het topje van de ijsberg.

Bij de Belgische Gegevensbeschermingsautoriteit (GBA) en het Centrum voor Cybersecurity België (CCB) worden geen klachten over *stalkerware* bijgehouden. Uit uw antwoord op mijn schriftelijke vraag nr. 1444 van 22 november 2022 (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2021-2022, nr. 98) blijkt dat er hierover geen cijfers bestaan en dat er geen opvolging van dit fenomeen is.

Gaat u in het domein hacking een aparte oplijsting over het gebruik van *stalkerware* voorzien, zodat we meer inzicht kunnen krijgen in deze nieuwe plaag?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1681 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Katleen Bury van 15 februari 2023 (N.):

Het dossierbeheersysteem van het openbaar ministerie is gebaseerd op verouderde technologie die niet over de flexibiliteit beschikt om in te spelen op elke nieuwe trend en elk nieuw fenomeen te registreren. De registratie van nieuwe dossiers in het systeem van het openbaar ministerie gebeurt bovendien in belangrijke mate automatisch op basis van de gegevens afkomstig van de systemen van de politiediensten, die dit nieuwe fenomeen evenmin capteren, noch voldoende flexibel zijn om alle nieuwe trends te capteren. De gevraagde cijfers kunnen dan ook niet worden aangeleverd. Er zijn ook geen initiatieven gepland om hiertoe wijzigingen te voorzien in de systemen van Justitie.

DO 2022202319012

Question n° 1683 de Monsieur le député Nabil Boukili du 16 février 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

La violence liée à la drogue à Anvers.

Il y a environ dix jours, un homme a été kidnappé par erreur par la mafia de la drogue. Malheureusement, ce n'est pas le début d'un film hollywoodien, mais le nouvel incident tragique dû à l'escalade de la violence liée à la drogue. Une fois de plus, une personne innocente est la victime.

Un homme de Wilrijk a été piégé, poussé dans une camionnette et emmené. Des témoins oculaires ont appelé la police. Les criminels recherchaient une personne qui vivait à une certaine adresse, par erreur ils ont pris le voisin. Un jour plus tard, l'homme a été libéré, mais il avait été sévèrement battu. Un événement terrible et traumatisant.

Selon le journaliste spécialisé dans les affaires criminelles Joris van der Aa, les attaques précédentes à Anvers pouvaient être attribuées au même gang.

1. Quelles informations supplémentaires avez-vous sur ces faits?
2. Pouvez-vous confirmer que les auteurs font partie de la même organisation que les précédents incidents de violence liés à la drogue?
3. Où en est l'enquête?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1683 de Monsieur le député Nabil Boukili du 16 février 2023 (Fr.):

Étant donné qu'aucune donnée ne peut être fournie sur les enquêtes judiciaires en cours, il n'est pas possible de répondre à votre question.

DO 2022202319012

Vraag nr. 1683 van De heer volksvertegenwoordiger Nabil Boukili van 16 februari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Drugsgeweld in Antwerpen.

Een tiental dagen geleden werd een man per vergissing ontvoerd door de drugsmafia. Helaas is dat niet het begin van een Hollywoodfilm, maar een nieuw tragisch incident dat te wijten is aan de escalatie van het drugsgeweld, dat een zoveelste onschuldig slachtoffer eist.

Een man uit Wilrijk werd klemgereden, in een bestelwagen gesleurd en meegenomen. Daarop belden ooggetuigen de politie. De criminelen waren op zoek naar iemand die op een zeker adres woonde en namen per vergissing de buurman mee. 's Anderendaags werd de man vrijgelaten, weliswaar ernstig toegetakeld. Een vreselijke en traumatiserende gebeurtenis.

Misdaadjournalist Joris van der Aa schrijft de vorige aanslagen in Antwerpen aan dezelfde bende toe.

1. Wat kunt u nog meer over die feiten vertellen?
2. Kunt u bevestigen dat de daders behoren tot de organisatie die ook verantwoordelijk was voor eerdere gevallen van drugsgeweld?
3. Wat is de stand van het onderzoek?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1683 van De heer volksvertegenwoordiger Nabil Boukili van 16 februari 2023 (Fr.):

Aangezien er geen gegevens kunnen worden verstrekt over lopende juridische onderzoeken, is het niet mogelijk om uw vraag te beantwoorden.

DO 2022202319043

Question n° 1689 de Madame la députée Sophie Rohonyi du 17 février 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

Le recours aux amendes pour sanctionner les usagers de drogues (QO 34119C).

Le 7 février 2023, les trois fédérations coupoles belges du secteur des assuétudes, le Vlaams expertisecentrum Alcohol en andere Drugs (VAD), la Fédération bruxelloise francophone des institutions pour toxicomanes (FEDITO) wallonne et bruxelloise, déploraient qu'à l'aune des difficultés liées à la drogue dans notre pays, la tendance soit à nouveau à la répression des usagers, plutôt qu'à leur prise en charge et à leur accompagnement.

Elles en veulent pour preuve notamment la généralisation, en 2022, des transactions immédiates pour détention de faibles quantités de drogues en festival, mais aussi votre proposition du 15 janvier 2023, de faire passer le montant maximum des amendes pour détention de drogues à 1.000 euros.

Or, même la littérature scientifique est relativement unanime pour dire que la répression des consommateurs, aussi ferme soit-elle, n'a jamais eu le moindre effet souhaitable ni sur ceux-ci, ni sur la société en général.

Cette méthode pose d'ailleurs problème à plus d'un titre. Au premier chef, du point de vue de l'égalité entre les citoyens puisque les plus précaires d'entre eux, en particulier ceux qui vivent dans la rue, ont beaucoup plus de risque de se voir imposer une amende pour consommation de drogues que d'autres consommateurs mieux lotis.

1. Que répondez-vous aux inquiétudes des trois fédérations du secteur de prise en charge des assuétudes quant à cette inflation des amendes? N'estimez-vous pas qu'il soit plus que temps de changer de paradigme et de cesser de criminaliser la consommation de drogues pour rediriger les consommateurs vers le secteur des soins, mais aussi pour concentrer nos efforts sur la poursuite des trafiquants de drogues?

2. En septembre 2022, vous avez évoqué qu'une évaluation de la loi de 1921 sur les drogues était en cours par la cellule générale politique drogue. Où en sont les travaux de cette cellule? Pouvez-vous en partager les résultats ou, à tout le moins, des résultats intermédiaires?

DO 2022202319043

Vraag nr. 1689 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Sophie Rohonyi van 17 februari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Opleggen van geldboetes aan drugsgebruikers (MV 34119C).

Op 7 februari 2023 gaven de drie Belgische koepelorganisaties uit de sector van de verslavingszorg, namelijk het Vlaams expertisecentrum Alcohol en andere Drugs (VAD) en de Brusselse en de Waalse FEDITO, aan te betreuren dat de balans in het licht van de drugserelateerde problemen in ons land weer doorslaat naar bestraffing van de gebruikers en niet zozeer naar de behandeling en de begeleiding van die personen.

Volgens hen blijkt dat meer bepaald uit het in 2022 gevoerde lik-op-stukbeleid wegens het bezit van kleine hoeveelheden drugs op festivals, maar ook uit uw voorstel van 15 januari 2023 om het maximumbedrag van de boetes wegens drugsbezit op te trekken tot 1.000 euro.

Zelfs de wetenschappelijke literatuur is evenwel vrij unaniem in de conclusie dat bestraffing van de gebruikers, hoe streng ook, nooit het gewenste effect heeft gehad, noch op de doelgroep, noch op de maatschappij in het algemeen.

Deze aanpak is trouwens in verscheidene opzichten problematisch. In de eerste plaats uit het oogpunt van de gelijkheid van de burgers, want de zwaksten van de samenleving, met name degenen die op straat leven, lopen een veel groter risico op een boete wegens drugsgebruik dan andere, meer welgestelde gebruikers.

1. Wat is uw antwoord op de bezorgdheden van de drie koepelorganisaties uit de sector van de verslavingszorg over die stijging van de boetes? Vindt u niet dat het de hoogste tijd is om een paradigmashift te bewerkstelligen en een einde te maken aan de strafbaarstelling van drugsgebruik, teneinde de gebruikers naar de zorg door te verwijzen, maar ook om onze inspanningen toe te spitsen op de vervolging van de drugshandelaars?

2. In september 2022 zei u dat de drugswet van 1921 geëvalueerd werd door de Algemene Cel Drugsbeleid (ACD). Hoe ver staat de ACD met die werkzaamheden? Kunt u de resultaten ervan meedelen, of toch in ieder geval tussen-tijdse resultaten?

3. Le 3 février 2023, j'ai eu l'occasion de rencontrer les représentants de l'ASBL Destination, une ASBL d'aide et d'accompagnement des consommateurs, sous la coupole de FEDITO. Il s'avère que le financement du secteur est bancal depuis longtemps et qu'aujourd'hui, avec les crises successives, nombreuses de ces associations essentielles pourraient tout simplement mettre la clé sous la porte. Au détriment des bénéficiaires évidemment. Même si la compétence relève de la Région Wallonne, en l'espèce, je me dois de vous interroger en votre qualité de membre de la Réunion thématique drogues de la conférence interministérielle Santé publique. Cette question a-t-elle déjà été abordée? Si non, comptez-vous y faire référence lors de la prochaine réunion? Quand celle-ci aura-t-elle lieu? Le fédéral pourrait-il contribuer au financement du secteur?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1689 de Madame la députée Sophie Rohonyi du 17 février 2023 (Fr.):

1. Du côté de l'offre, la justice intervient déjà à différents niveaux et par une approche multidisciplinaire.

Il est cependant un fait que les réseaux criminels sont de plus en plus ancrés dans le tissu social ces dernières années. La lutte contre ce phénomène complexe nécessite une approche multidisciplinaire. La criminalité liée à la drogue doit être combattue par une approche globale et intégrée renforcée des bandes organisées et du trafic international de drogue sur tout le territoire belge.

Mais du côté de la demande, soyons clairs, pour moi aussi, en tant que ministre de la Justice, la consommation problématique de drogues est avant tout un problème de santé publique.

Mais comme je l'ai déjà dit ces dernières semaines, et je le répète: après la mort de la fillette de 11 ans à Anvers, de nombreuses personnes, y compris au sein de ce Parlement, ont pointé du doigt la responsabilité des utilisateurs. Raison pour laquelle, nous voulons généraliser et augmenter le montant des amendes pour consommation de cocaïne à des fins récréatives.

Il est souvent fait référence au modèle portugais, où la consommation a été décriminalisée mais est traitée de manière administrative. Savez-vous que l'on risque également de lourdes amendes au Portugal?

Mais en même temps, comme au Portugal, je veux renforcer le lien avec l'aide aux toxicomanes. C'est tout aussi important pour moi que l'augmentation des amendes.

3. Op 3 februari 2023 heb ik kunnen spreken met vertegenwoordigers van de ASBL Destination, een vzw die gebruikers helpt en begeleidt, onder de koepel van FEDITO. Blijkbaar is de financiering van de sector al lang wankel en zouden heel wat van die onmisbare verenigingen vandaag, met de opeenvolgende crisissen, gewoonweg de deuren kunnen sluiten. Dat zou natuurlijk ten koste gaan van de mensen die ze helpen. Ook al is het Waals Gewest ter zake bevoegd, wil ik u als lid van de Thematische Vergadering Drugs van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid toch een aantal vragen stellen. Wordt deze kwestie al aan de orde gesteld? Zo niet, zult u ernaar verwijzen op de volgende vergadering? Wanneer is de volgende vergadering gepland? Zou het federale beleidsniveau kunnen bijdragen aan de financiering van de sector?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1689 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Sophie Rohonyi van 17 februari 2023 (Fr.):

1. Wat de aanbodzijde betreft, neemt justitie reeds actie op verschillende niveaus, zulks op multidisciplinaire wijze.

Het is evenwel zo dat de criminele netwerken zich de laatste jaren steeds sterker hebben verankerd in het maatschappelijke weefsel. De bestrijding van dit complexe fenomeen vereist een multidisciplinaire aanpak. De drugsgerelateerde criminaliteit moet worden bestreden door middel van een versterkte globale en geïntegreerde aanpak van de georganiseerde bendes en de internationale drugsverkeer op het volledige Belgische grondgebied.

Wat de vraagzijde betreft, wil ik duidelijk stellen dat ook ik, als minister van Justitie, van mening ben dat problematisch drugsgebruik in de eerste plaats een volksgezondheidsprobleem is.

Dat heb ik de laatste weken reeds meermaals gezegd en ik herhaal het: na de dood van het 11-jarige meisje in Antwerpen hebben velen, ook in dit Parlement, gewezen naar de verantwoordelijkheid van de gebruikers. Om die reden willen we de geldboeten voor het recreatief gebruik van cocaïne veralgemenen en het bedrag ervan verhogen.

Er wordt vaak verwezen naar het model van Portugal, waar het gebruik werd gedecriminaliseerd en administratief wordt behandeld. Weet u dat men ook in Portugal hoge geldboeten riskeert?

Tegelijk wil ik echter, net als in Portugal, de band met de hulpverlening aan drugsverslaafden versterken. Dat is voor mij even belangrijk als de verhoging van de geldboeten.

Les consommateurs problématiques de drogues qui entrent en contact avec la police et la justice sont orientés vers des services d'aide aux usagers de drogues dans le cadre d'une approche multidisciplinaire. En tenant compte de la situation individuelle de la personne, un programme de prise en charge est proposé.

Du point de vue de la justice, cela peut se faire à deux niveaux:

- Au niveau du parquet, cela se concrétise par la procédure de médiation et de mesures, article 216ter du Code d'instruction criminelle, qui vise à orienter les usagers de drogues vers la forme d'assistance la plus appropriée.

- Au niveau des tribunaux, des chambres de traitement de la toxicomanie ont été installées. L'objectif est d'orienter les justiciables, dont le comportement criminel est dû à un problème de dépendance sous-jacent, vers des services d'aide sous la supervision du tribunal. Le tribunal tiendra alors compte des efforts consentis dans le cadre d'un programme de traitement lors du prononcé de la sentence.

2. La loi de 1921 sur les drogues n'a pas été établie dans un contexte où on reconnaissait que la consommation de drogues était prioritairement un problème de santé publique. Le constat a été posé que la loi actuelle pouvait avoir des effets non-désirés tant sur les interventions de prévention, de soins et de réduction des risques qu'en ce qui concerne la répression du trafic. En outre, la loi n'a pas été actualisée en fonction des positions de la Belgique dans le cadre international.

L'évaluation de la loi de 1921 est toujours en cours.

Un groupe de travail au sein de la Cellule générale de Politique Drogues examine la possibilité de réformer la loi. Pour l'instant, il s'agit d'avoir des avis d'experts sur les constats de problèmes en lien avec le libellé de la loi. Sur base des constats, le groupe veut établir une liste d'objectifs sur lesquels les ministres pourront donner leurs priorités.

Ensuite seulement, le groupe pourra faire des recommandations sur les aspects de la loi qui devraient être modifiés.

3. Le financement de l'aide a été réglementé par la sixième réforme de l'État au moment du transfert des compétences en matière de santé et d'aide aux personnes. Le financement des ASBL que vous citez relève donc de la responsabilité des entités fédérées.

Problematische drugsgebruikers die in contact komen met de politie en het gerecht worden in het kader van een multidisciplinaire aanpak doorverwezen naar diensten voor hulpverlening aan drugsgebruikers. Rekening houdend met de individuele situatie van de persoon, wordt een hulpverleningsprogramma voorgesteld.

Wat justitie betreft, kan dat op twee niveaus gebeuren:

- Op het niveau het parket wordt dit geconcretiseerd in de procedure "bemiddeling en maatregelen" (artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering), in het kader waarvan de drugsgebruikers worden doorverwezen naar de meest geschikte vorm van hulpverlening.

- Op het niveau van de rechtbanken zijn er drugsbehandelingskamers opgericht. Het doel is dat de justitiabelen van wie het crimineel gedrag het gevolg is van een onderliggend verslavingsprobleem onder het toezicht van de rechtbank worden doorverwezen naar hulpverleningsdiensten. De rechtbank houdt dan bij de uitspraak van de straf rekening met de aanvaarde inspanningen in het kader van een behandelingsprogramma.

2. De drugswet van 1921 werd niet opgesteld in een context waarin werd erkend dat drugsgebruik voornamelijk een volksgezondheidsprobleem was. Er werd opgemerkt dat de huidige wet ongewenste effecten kan hebben op zowel de preventieacties, de zorgverlening en de beperking van de risico's als op de bestraffing van de illegale handel. Voorts werd de wet niet bijgewerkt op basis van de posities van België in het internationale kader.

De evaluatie van de wet van 1921 is nog steeds aan de gang.

Een werkgroep binnen de Algemene Cel Drugsbeleid onderzoekt de mogelijkheid om de wet te hervormen. Op dit ogenblik is het de bedoeling de meningen van deskundigen te verzamelen over problemen met de formulering van de wet. Op basis daarvan wil de groep een lijst met doelstellingen opstellen waarvan de ministers hun prioriteiten kunnen maken.

Pas daarna zal de groep aanbevelingen kunnen formuleren met betrekking tot de aspecten van de wet die eventueel moeten worden gewijzigd.

3. De financiering van de hulpverlening werd geregeld in het kader van de zesde staats hervorming, bij de overheveling van de bevoegdheden inzake gezondheidszorg en hulp aan personen. De gefedereerde entiteiten zijn dus verantwoordelijk voor de financiering van de vzw's die u vermeldt.

La Cellule générale de Politique en matière de Drogues et la Réunion thématique en matière de drogues de la Conférence interministérielle Santé publique ont pour mission d'harmoniser les politiques en matière de drogues avec toutes les autorités compétentes afin de pouvoir mener une politique globale et intégrée, équilibrée, basée sur la science et efficace.

Le financement des centres dépendant des entités fédérées ne relève pas de la compétence de la Réunion Thématique Drogues qui aborde plutôt des thématiques interfédérales. Je n'ai pas été interpellé par mes collègues des entités fédérées pour discuter de cette question.

Par ailleurs, le projet pilote drogues et détention sera également élargi à sept nouvelles prisons. Actuellement, ce projet visant à définir un trajet de soins pour les consommateurs de drogues en prison est déployé dans trois prisons (Lantin, Saint-Gilles, Hasselt) grâce au travail de trois ASBL dont la Fédération wallonne des institutions pour toxicomanes, Fédito. Avant l'été, le SPF Santé publique va également engager des psychologues afin qu'ils viennent renforcer les services médicaux des prisons. Leurs missions seront de dépister l'ensemble des détenus sur leur santé mentale et d'ensuite rediriger ces détenus soit vers le projet pilote drogues et détention, soit de les renvoyer vers d'autres partenaires externes ou de les accompagner si cela est possible. Ces initiatives s'ajoutent à celles déjà existantes.

DO 2022202319045

Question n° 1690 de Madame la députée Sophie Rohonyi du 17 février 2023 (Fr.) au Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord:

La réouverture de la maison de transition d'Enghien (QO 34072C).

Lors du conseil communal d'Enghien du 2 février 2023, il a été annoncé que la maison de transition allait finalement être reprise, plus d'un an après sa fermeture, par l'ASBL Uit-Stap.

C'est une excellente nouvelle, même si je ne peux m'empêcher de rester prudente face à l'annonce de cette nouvelle vu les nombreux rebondissements qu'il y a eu ces dernières années dans ce dossier.

De Algemene Cel Drugsbeleid en de Thematische Vergadering Drugs van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid hebben de opdracht om samen met alle bevoegde overheden de beleidsmaatregelen inzake drugs te harmoniseren, teneinde een globaal, geïntegreerd, evenwichtig, op wetenschap gebaseerd en doeltreffend beleid te kunnen voeren.

De financiering van de centra die afhangen van de gefedereerde entiteiten is geen bevoegdheid van de Thematische Vergadering Drugs. In die vergadering komen veeleer interfederale thema's aan bod. Mijn collega's van de gefedereerde entiteiten hebben mij niet benaderd om deze kwestie te bespreken.

Voorts zal het proefproject "Drughulpverlening voor personen in detentie" ook worden uitgerold in zeven nieuwe gevangenissen. Dat project beoogt het uitwerken van een zorgtraject voor drugsgebruikers in de gevangenis en is thans uitgerold in drie gevangenissen (Lantin, Sint-Gillis en Hasselt) dankzij de inspanningen van drie vzw's, waaronder de *Fédération wallonne des institutions pour toxicomanes*, Fédito. De FOD Volksgezondheid zal voor de zomer ook psychologen werven ter versterking van de medische diensten van de gevangenissen. Hun opdrachten zullen erin bestaan de geestelijke gezondheid van alle gedetineerden te screenen en de gedetineerden met een drugsproblematiek vervolgens door te verwijzen naar andere externe partners of ze zelf te begeleiden als dat mogelijk is. Die initiatieven komen bovenop de reeds bestaande initiatieven.

DO 2022202319045

Vraag nr. 1690 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Sophie Rohonyi van 17 februari 2023 (Fr.) aan de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee:

Heropening van het transitiehuis in Edingen (MV 34072C).

Op 2 februari 2023 werd er in de gemeenteraad van Edingen aangekondigd dat het transitiehuis, ruim een jaar na de sluiting, uiteindelijk overgenomen zou worden door de vzw UIT-Stap.

Dat is uitstekend nieuws, al wil ik niet te vroeg juichen, gezien de vele wendingen waardoor dit dossier de voorbije jaren gekenmerkt werd.

On se rappelle en effet de l'abandon de la maison de transition par G4S, puis de sa reprise par le CERAIC qui s'est finalement retiré en dernière minute du projet, menant, faute de candidat reprenneur, à la fermeture pure et simple des lieux et à l'interruption de tous les projets de réinsertion en cours de ses pensionnaires.

1. Confirmez-vous que l'ASBL Uit-Stap a manifesté son intérêt pour reprendre la maison de transition d'Enghien? Si oui, pouvez-vous faire un état des lieux de la procédure d'octroi de marché public? L'a-t-elle effectivement obtenu? Y a-t-il eu d'autres candidats? Estimez-vous que cette ASBL puisse être considérée comme un partenaire "fiable"?

2. En termes de timing, pouvez-vous donner davantage de détails quant au calendrier que vous envisagez de suivre pour procéder à la réouverture de la maison? Confirmez-vous sa réouverture pour cette année encore?

3. Qu'est-il advenu des infrastructures de la maison durant cette dernière année? Les lieux ne devaient-ils pas être vendus? Si oui, comment expliquez-vous qu'ils ne l'ont pas été? Entre-temps, les lieux ont-ils été entretenus? Des aménagements doivent-ils être réalisés avant sa potentielle réouverture? Si oui, lesquels?

4. Dans votre note de politique générale 2023, vous évoquez que la maison de transition de Gand ouvrirait en 2023 et qu'un troisième appel était en cours pour trouver des candidats supplémentaires pour d'autres maisons de transition. Confirmez-vous l'ouverture d'une nouvelle maison à Gand en 2023? Si oui, selon quel calendrier? À qui a été attribué le marché public? Pouvez-vous faire un état des lieux du troisième appel d'offres lancé pour de nouvelles maisons? Quels candidats, pour quelle situation géographique?

Réponse du Vice-premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord du 21 février 2023, à la question n° 1690 de Madame la députée Sophie Rohonyi du 17 février 2023 (Fr.):

1 et 2. L'ASBL Uit-stap n'a pas exprimé son intérêt pour reprendre la maison de transition d'Enghien, contrairement à ce que j'ai pu lire dans la presse.

Il est vrai, cependant, qu'une autre ASBL a déposé un dossier de candidature. Après une consultation avec ce soumissionnaire, la direction générale des Établissements pénitentiaires (DG EPI) a fourni à cette ASBL un document circonstanciel avec des questions supplémentaires sur la candidature au début du mois de février. Ceci afin de pouvoir approfondir le dossier de candidature.

Iedereen herinnert zich hoe G4S de exploitatie van het transitiehuis stopzette, dat vervolgens overgenomen werd door Ce.R.A.I.C., dat zich uiteindelijk op het laatste moment uit het project terugtrok. Bij gebrek aan een kandidaat-overnemer leidde dat tot de volledige sluiting van het pand en de onderbreking van alle lopende resocialisatietrajecten van de bewoners.

1. Kunt u bevestigen dat de vzw UIT-Stap belangstelling getoond heeft voor de overname van het transitiehuis in Edingen? Zo ja, hoever staat het met de gunningsprocedure voor de overheidsopdracht? Werd die opdracht effectief gegund aan de vzw in kwestie? Waren er nog andere kandidaten? Denkt u dat de vzw als een 'betrouwbare' partner beschouwd kan worden?

2. Kunt u meer details geven over het tijdschema dat u wilt volgen voor de heropening van het transitiehuis? Kunt u bevestigen dat het dit jaar nog heropend wordt?

3. Wat is er het afgelopen jaar gebeurd met de infrastructuur van het transitiehuis? Zou het pand niet verkocht worden? Zo ja, hoe verklaart u dat het niet verkocht is? Werd het pand in de tussentijd onderhouden? Moeten er aanpassingswerken uitgevoerd worden voordat het transitiehuis eventueel kan heropenen? Zo ja, welke?

4. In uw beleidsnota 2023 zei u dat het Gentse transitiehuis in 2023 zou opengaan en dat er een derde aanbesteding uitgeschreven werd om bijkomende kandidaten te vinden voor andere transitiehuizen. Kunt u bevestigen dat er in 2023 een nieuw huis in Gent geopend wordt? Zo ja, volgens welk tijdpad? Aan wie werd de overheidsopdracht gegund? Kunt u een stand van zaken geven met betrekking tot de derde openbare aanbesteding die uitgeschreven werd voor nieuwe transitiehuizen? Wie heeft zich daarvoor kandidaat gesteld en voor welke locatie?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee van 21 februari 2023, op de vraag nr. 1690 van Mevrouw de volksvertegenwoordiger Sophie Rohonyi van 17 februari 2023 (Fr.):

1 en 2. De vzw Uit-Stap heeft geen belangstelling getoond voor de overname van het transitiehuis te Edingen, in tegenstelling tot wat ik in de pers heb gelezen.

Het klopt echter dat een andere vzw een kandidaatstellingsdossier heeft ingediend. Na overleg met die inschrijver heeft het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen (DG EPI) de vzw begin februari een document met betrekking tot de omstandigheden bezorgd met aanvullende vragen over de kandidaatstelling. Zulks teneinde het kandidaatstellingsdossier grondig te kunnen onderzoeken.

Il est, à ce stade, prématuré de faire des déclarations ou de fixer un calendrier. J'estime toutefois qu'il est utile de poursuivre les discussions avec le candidat.

3. Pour autant que je le sache, la propriété était vide au cours de la période écoulée.

La DG EPI n'est pas au courant d'un besoin d'ajustements supplémentaires suite à l'occupation actuelle. Je dois ajouter que le bâtiment doit aussi être pris en charge par l'ASBL qui porte l'initiative de la maison de transition car c'est là en effet l'esprit de ces projets: ils sont mis en place et organisés entièrement par des associations qui veillent à leur mise en oeuvre concrète.

4. Je peux confirmer qu'un candidat a été accepté pour ouvrir une maison de transition à Gentbrugge. Actuellement, les préparatifs sont en attente des autorisations nécessaires de la ville de Gand. Une fois ceux-ci accordés, la DG EPI estime qu'un temps de préparation de six mois sera nécessaire.

Les procédures de désignation des exploitants pour les maisons de transition ne passent pas par des marchés publics, mais par un appel d'offres au *Moniteur belge*. Il s'agit de dossiers de subventions. Je peux vous confirmer que la DG EPI a reçu des demandes d'ouverture de maisons de transition sur tout le territoire. Pour l'instant, les procédures sont en cours et il est trop tôt pour se prononcer sur la faisabilité des dossiers individuels.

Je souligne par ailleurs qu'afin de maximiser les opportunités pour les exploitants potentiels, le dernier appel d'offres publié au *Moniteur belge* le 2 septembre 2022 ne comprend pas de date limite pour introduire des candidatures, l'appel restera donc ouvert jusqu'à ce que le nombre de 100 places disponibles soit atteint.

Het is in deze fase voorbarig om uitspraken te doen of een planning vast te leggen. Ik ben evenwel van mening dat het nuttig is om de gesprekken met de kandidaat voort te zetten.

3. Voor zover ik weet, stond het eigendom de afgelopen periode leeg.

Het DG EPI heeft er geen weet van dat er extra aanpassingen nodig zouden zijn ingevolge de huidige leegstand. Ik moet daaraan toevoegen dat de vzw die het initiatief voor het transitiehuis neemt ook moet instaan voor het gebouw, want dat is namelijk het idee achter die projecten: ze worden volledig op poten gezet en georganiseerd door verenigingen die zorgen voor de concrete uitvoering ervan.

4. Ik kan bevestigen dat een kandidaat werd aanvaard om een transitiehuis te openen te Gentbrugge. Voor de voorbereidingen wordt thans gewacht op de nodige vergunningen van de stad Gent. Het DG EPI is van mening dat, zodra die zijn verleend, een voorbereidingstijd van zes maanden nodig is.

De procedures voor de aanwijzing van uitbaters voor de transitiehuizen verlopen niet via overheidsopdrachten, maar via een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*. Het gaat om subsidiedossiers. Ik kan u bevestigen dat het DG EPI aanvragen tot opening van transitiehuizen op het volledige grondgebied heeft ontvangen. Momenteel zijn de procedures aan de gang en is het te vroeg om zich uit te spreken over de haalbaarheid van de individuele dossiers.

Voorts wijs ik erop dat de laatste offerteaanvraag die op 2 september 2022 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt geen uiterste indieningsdatum voor de kandidaatstellingen bevat, om de mogelijke uitbaters zoveel mogelijk kansen te bieden. De aanvraag blijft dus openstaan totdat het aantal van 100 beschikbare plaatsen is bereikt.